



LUNDI 4 JUILLET 2022

Si vous ne cherchez pas à comprendre, tout votre vie est inutile... pour vous-même.

- ▶ La contemplation du jour : L'effondrement arrive LVII (Steve Bull) p.2
- ▶ La contemplation du jour : L'effondrement arrive LVI (Steve Bull) p.3
- ▶ Jusqu'où pouvez-vous descendre ? (James Howard Kunstler) p.9
- ▶ La machine à laver de minuit (I) (Antonio Turiel et Beamspot) p.12
- ▶ #234. La (Grande-Bretagne) au bord du gouffre (Tim Morgan) p.37
- ▶ Une situation difficile en trois parties (Tim Watkins) p.41
- ▶ Énergies, Économie, Pétrole et Peak Oil: Revue Mondiale Juin 2022 (Laurent Horvath) p.44
- ▶ Pourquoi tout le monde a-t-il cessé de parler de la population et de l'immigration ? (Alice Friedemann) p.58
- ▶ <Article médiocre d'un scientifique de qualité :> Géopolitique de la science : la Chine accélère (Sylvestre Huet) p.68
- ▶ Le monde a besoin d'un " refroidissement rapide du climat " car le dépassement de 2°C est désormais probable, selon une nouvelle étude (Nafeez Ahmed) p.72
- ▶ Sobriété énergétique, l'effolement gagne (Biosphere) p.77
- ▶ Écologie, le ministère de l'impossible (Biosphere) p.79
- ▶ RENTES DE SITUATIONS... (Patrick Reymond) p.83
- ▶ Démocratie totalitaire (Nicolas Bonnal) p.84
- ▶ Y a-t-il volonté politique de réduction de la population ET des libertés? (LHK) p.86

\$ SECTION ÉCONOMIE \$

- ▶ « Un nouveau rideau de fer s'abat sur le monde selon Lavrov. Qu'est-ce que cela veut dire ? » (Charles Sannat) p.103
- ▶ Le rationnement a déjà commencé en Europe alors que le monde entier plonge dans un horrible cauchemar économique (Michael Snyder) p.107
- ▶ « Effondrement. La série à revoir » (Charles Sannat) p.110
- ▶ L'hiver économique est arrivé (Doug French) p.113
- ▶ L'inflation va priver de nombreux Américains de logement et les conduire à dormir dehors (Brandon Smith) p.115
- ▶ Imaginez une Europe sans planche à billets agissant comme le Sri Lanka... (Philippe Béchade) p.118
- ▶ C'est ça qui est moche ! (Joel Bowman) p.121
- ▶ Sexe, mensonges et téléspectateurs (Bill Bonner) p.124
- ▶ Une journée froide en enfer (Bill Bonner) p.127

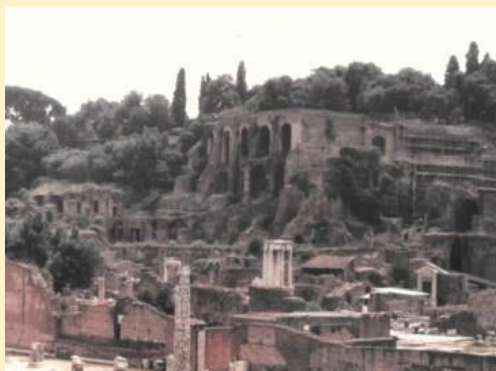
▲ [RETOUR](#) ▲

Jean-Pierre : évidemment, personne n'explique jamais que « **diviser notre empreinte carbone par 4 = diviser nos salaires par 4** ». Qui voterait pour ce programme politique ?



La contemplation du jour : L'effondrement arrive LVII

Steve Bull (<https://olduvai.ca>) 2 juillet 2022



Rome, Italie (1984). Photo de l'auteur.

Une petite contemplation matinale basée sur un article publié dans le groupe Facebook sur le pic pétrolier auquel je participe.

Presque partout, la poursuite du calice de la croissance infinie (principalement par l'élite dirigeante) et/ou la croissance de la population avec un mépris/ignorance des limites biophysiques a mis une communauté/région/nation en dépassement écologique. En conséquence, les populations sont devenues dépendantes de chaînes d'approvisionnement fragiles et complexes sur de longues distances - pour ne rien dire de **la création de communautés dans des zones qui n'auraient jamais dû être occupées par des humains car elles n'ont jamais été viables sans ces ressources fournies.** **<Ce qui débute par la remonté vers le nord d'homo sapiens lorsqu'il a pu maîtriser le feu pour se chauffer. Il avait alors du bois à l'infini.>**

Il n'y a pas de "transition" vers quelque chose de "durable" dans un tel scénario - du moins pas pour la grande majorité des personnes concernées.

Beaucoup de ceux qui sont conscients des conséquences à venir (en particulier les pénuries de ressources de base) s'accrochent désespérément au (faux) espoir que l'énergie "propre/verte/durable" (les technologies d'exploitation de l'énergie non renouvelable) permettra d'une manière ou d'une autre d'éviter la mort inévitable qui semble s'annoncer. Cependant, il semble aussi y avoir un chœur croissant d'autres personnes qui affirment que tout ce que nous devons faire pour éviter notre situation est de permettre l'expansion de l'extraction des combustibles fossiles.

Le déni, cependant, n'est pas seulement une rivière en Égypte ; c'est un mécanisme psychologique puissant pour éviter les cognitions anxiogènes telles que la situation difficile que nous avons créée pour nous-mêmes. Et dans notre psychose de masse, il semble que nous soyons les champions de stratégies dont il est prouvé qu'elles ne serviront qu'à exacerber notre situation (et cela n'aide pas - en fait, cela encourage les fausses croyances - que notre élite dirigeante pousse des "solutions" spécifiques pour un gain essentiellement monétaire ; un gain qui sert à les aider à maintenir leurs positions privilégiées au sommet des structures de pouvoir/richeesse de nos sociétés complexes).

Plus longtemps nous n'acceptons pas et ne faisons pas face à notre situation difficile (et abandonnons les fausses "solutions"), plus nous aggravons les conséquences qui nous attendent.

J'en arrive de plus en plus à la conclusion, malheureusement, que le chemin que nous empruntons et que nous emprunterons n'est pas celui d'un nirvana utopique de l'existence soutenu par une énergie "propre" et des modes de vie "durables", comme beaucoup le croient. Il est plus probable que nous gaspillions les dernières réserves d'énergie anciennes dans des technologies erronées et des guerres de ressources.

Ce n'est peut-être pas parce que nous, les humains, ne voulons pas tenter de résoudre nos problèmes, mais parce que nous nous mentons à nous-mêmes, à notre manière bien humaine, sur les obstacles d'un monde fini et ses limites biophysiques, et que nous cherchons donc des réponses dans la mauvaise direction. Le fait que nous ayons perdu la conscience que nous ne sommes pas une espèce unique en ce qui concerne les principes écologiques et que nous ne pouvons donc pas avoir le beurre et l'argent du beurre n'aide pas non plus.

Il y a des décisions extrêmement difficiles à prendre et la grande, grande majorité d'entre nous ne souhaite même pas les envisager ; mieux vaut rester dans l'ignorance ou la distraction.

Comme je l'ai écrit précédemment :

Personnellement, j'aimerais que nos combustibles fossiles en voie d'épuisement soient consacrés au démantèlement en toute sécurité des complexités très dangereuses que nous avons créées (par exemple, les centrales nucléaires, les laboratoires de biosécurité, le stockage des produits chimiques, etc. Peut-être, juste peut-être, en faisant ces choses, quelques poches d'humanité (et beaucoup d'autres espèces) peuvent sortir de l'autre côté du goulot d'étranglement que nous avons créé pour nous-mêmes.

Comme il est peu probable que cela se fasse pour diverses raisons, peut-être que la meilleure chose à faire pour ceux qui ont accepté notre situation difficile est de chercher des membres de leur famille/amis/communauté partageant les mêmes idées et de poursuivre des stratégies de relocalisation qui pourraient être "résilientes" face aux chaînes d'approvisionnement perturbées et aux bouleversements sociopolitiques et/ou socio-économiques.

Il est de plus en plus probable que l'avenir non écrit et inconnaissable sera désordonné...

▲ [RETOUR](#) ▲

La contemplation du jour : L'effondrement arrive LVI

Steve Bull (<https://olduvai.ca>) 29 juin 2022



Steve Bull (<https://olduvai.ca>)

Jun 29 · 12 min read · [Listen](#)



Rome, Italie (1984). Photo de l'auteur.

Cette contemplation est ma dernière note concernant plusieurs mécanismes psychologiques en jeu dans notre réflexion sur le dépassement écologique et l'effondrement sociétal qui en résultera.

Dans le premier article, j'ai brièvement résumé quatre mécanismes psychologiques auxquels j'ai réfléchi dans le contexte du dépassement écologique et, en particulier, de **l'effondrement de nos sociétés globales, industrialisées et complexes qui accompagnera (ou, comme certains l'affirment, a déjà commencé) ce dépassement** ; vous pouvez le lire ici. Dans la deuxième partie, j'ai commencé à développer mes réflexions sur le premier mécanisme de ma liste : **Obéissance/référence à l'autorité** ; vous pouvez le trouver ici. La troisième partie comprend quelques réflexions sur le phénomène de **la pensée de groupe** et peut être consultée ici. La quatrième réflexion de cette série porte sur le rôle de **la dissonance cognitive** dans notre cognition et peut être lue ici. Dans la cinquième contemplation, je complète les phénomènes que je passe en revue avec une vue sur l'hypothèse de la justification ; vous pouvez la lire ici.

• • •

L'une des principales considérations pour comprendre comment nos cognitions, et donc nos croyances et nos comportements, vont être affectés par le déroulement des conséquences du dépassement écologique et de l'effondrement concomitant de nos sociétés est l'anxiété/stress qu'un tel avenir (et présent) va avoir (a) sur nous ; personnellement, au niveau familial, et à l'échelle plus large de la société. La contemplation d'**un avenir inconnu qui ne fournira probablement pas la plupart des commodités énergétiques dont la plupart des gens dépendent actuellement et/ou qui poussera nos systèmes complexes à leur point de rupture** en raison d'événements météorologiques extrêmes ou de perturbations/ruptures de la chaîne d'approvisionnement (en particulier pour la nourriture, l'eau et l'énergie), etc. peut être extrêmement anxiogène.

Combinez ces mécanismes psychologiques (et bien d'autres) avec la loi de l'effet d'Edward Thorndike - qui postule que tous les animaux ont une motivation innée pour éviter la douleur et rechercher le plaisir[1] - et vous obtenez un animal dont les capacités sensorielles sont exploitées par son esprit pour nier/ignorer les preuves qui le remettent en question et peuvent provoquer des émotions douloureuses et anxiogènes (en fait, il semble y avoir un soutien neuroscientifique pour cela[2]). En réponse, nous semblons employer toutes sortes de préjugés/rationalisations pour soutenir nos systèmes de croyances (une sensation "agréable") sans tenir compte des preuves qui les contredisent (qui peuvent entraîner des émotions douloureuses/stressantes).

• • •

Cognition et systèmes de croyance :

Sixième partie - " Effondrement " sociopolitique et dépassement écologique

Je dois commencer par revenir sur un passage d'un article que j'ai cité dans l'" essai " d'introduction de Megan Siebert et William Rees : " Nous commençons par rappeler que les humains sont des conteurs par nature. **Nous construisons socialement des ensembles complexes de faits, de croyances et de valeurs qui guident notre façon d'agir dans le monde. En effet, les humains agissent à partir de leurs récits socialement construits comme s'ils étaient réels. Toutes les idéologies politiques, les doctrines religieuses, les paradigmes économiques, les récits culturels - et même les théories scientifiques - sont des "histoires" socialement construites qui peuvent ou non refléter fidèlement tout aspect de la réalité qu'elles sont censées représenter. Une fois qu'une construction particulière s'est imposée, ses adeptes sont susceptibles de la traiter plus sérieusement que des preuves opposées provenant d'un cadre conceptuel alternatif**"[3].

Ce qui suit est mon histoire que j'ai développée au cours des 10 dernières années en lisant de manière relativement extensive et en réfléchissant à une variété d'autres histoires sur notre passé, notre présent et notre avenir. Je n'ai pas tellement confiance en elle que je parierais lourdement en faveur de la "vérité" - je pense qu'elle est proche, mais je crois aussi que **les complexités impliquées dans la tentative de comprendre exactement ce qui se passe sont bien au-delà de la compréhension humaine** (et certainement de la mienne). De plus, mon point de vue change périodiquement en fonction des nouvelles informations et interprétations. Les généralités tendent à demeurer, mais les détails changent ; et plus j'apprends, plus je suis convaincu que ma compréhension est encore très

rudimentaire[4]. Et puis il y a l'impossibilité de faire des prédictions précises sur la façon dont l'avenir se déroulera. Je suis relativement convaincu que de tels pronostics sont totalement hors de portée de la cognition humaine (même avec l'aide des ordinateurs) étant donné les incalculables boucles de rétroaction non linéaires et les phénomènes émergents qui existent dans les systèmes complexes - une seule et minuscule hypothèse de base erronée peut faire dévier la trajectoire de n'importe quel calcul de manière totalement inattendue.

Quoi qu'il en soit, voici mon histoire, en commençant par un bref examen de l'"effondrement" et du dépassement :

L'être humain est susceptible non seulement **d'un effondrement sociopolitique**[5], mais aussi **d'un effondrement de sa population** par une mortalité massive due à un dépassement écologique[6]. Les deux semblent inévitables à ce stade de notre évolution[7]. Et tous deux sont extrêmement anxiogènes, que l'on ait ou non franchi les étapes du deuil selon Kubler-Ross[8] et atteint le stade final de l'acceptation.

Commençons par examiner ce que signifie "l'effondrement" du point de vue de l'archéologue **Joseph Tainter**, qui résume son point de vue vers le début de son texte, ***The Collapse of Complex Societies***, sur le sujet.

"L'effondrement... est un processus politique. Il peut avoir, et a souvent, des conséquences dans des domaines tels que l'économie, l'art et la littérature, mais il s'agit fondamentalement d'une question de sphère sociopolitique. Une société s'est effondrée lorsqu'elle affiche une perte rapide et significative d'un niveau établi de complexité sociopolitique... [Elle se manifeste] par :

- un moindre degré de stratification et de différenciation sociale ;
- une moindre spécialisation économique et professionnelle, des individus, des groupes et des territoires ;
- moins de contrôle centralisé ; c'est-à-dire moins de régulation et d'intégration des divers groupes économiques et politiques par les élites ;
- **moins de contrôle comportemental et d'enrégimentement** ; moins d'investissement dans les épiphénomènes de la complexité, ces éléments qui définissent le concept de "civilisation" : architecture monumentale, réalisations artistiques et littéraires, etc ;
- **moins de flux d'informations** entre les individus, entre les groupes politiques et économiques, et entre un centre et sa périphérie ;
- **moins de partage, d'échange et de redistribution des ressources** ;
- moins de coordination et d'organisation générales des individus et des groupes ;
- **un territoire plus petit** au sein d'une seule unité politique"[9].

Alors que l'analyse de Tainter de l'effondrement sociopolitique est surprenante, étant donné que pratiquement toutes les expériences que nous avons tentées avec des sociétés complexes au cours de notre pré/histoire ont échoué et donc que notre société hyper-complexe est probablement encore plus sensible au facteur principal qui conduit à sa disparition éventuelle (c'est-à-dire, **des rendements décroissants sur les investissements dans la complexité**), le travail de **William Catton Jr.** sur le dépassement écologique de l'espèce humaine est encore plus anxiogène[10].

Catton affirme que **notre exploitation des combustibles fossiles a permis à l'humanité de se développer bien au-delà de la capacité de charge naturelle de la planète** et reflète assez clairement le type d'exploitation observé chez les espèces qui, invariablement, "fleurissent et s'effondrent".

Et bien que, dans **notre déni de cette inévitabilité**, nous ayons créé des histoires selon lesquelles nous pouvons éviter un tel avenir, Catton affirme que **"les habitudes de pensée persistent... les gens continuent à préconiser de nouvelles percées technologiques comme le remède supposé sûr aux déficits de capacité de charge. L'idée même que la technologie est à l'origine du dépassement, et qu'elle nous a rendus trop colossaux pour être supportés, reste étrangère à trop d'esprits pour que la "dé-collosalisation" soit une alternative réellement envisageable à la mort pure et simple. Il y a une volonté persistante d'appliquer des remèdes qui aggravent le problème"**[11].

En fait, il reconnaît que "...croire que le crash ne peut pas nous arriver est l'une des raisons pour lesquelles il se produira. Les principes de l'écologie s'appliquent à tous les êtres vivants. En supposant que notre humanité nous en dispense, nous nous illusionnons... Quelle que soit l'espèce, les irrutions qui dépassent la capacité de charge conduisent inexorablement à la disparition. Les irrutions peuvent arriver à n'importe quelle espèce qui accède à un habitat auparavant inaccessible mais hautement approprié. Il suffit que l'habitat contienne une abondance de ressources nécessaires à l'espèce envahissante, que la pression exercée par les prédateurs sur la population soit faible et que la concurrence des autres espèces ayant des besoins de niche similaires et vivant dans la même zone soit faible ou nulle"[12].

Comme le conclut Catton, **lorsque le dépassement s'est produit, il est impossible d'éviter le crash.**

Pour aller droit au but, nous avons un monde globalisé dont on peut s'attendre à ce qu'il connaisse un effondrement sociopolitique (ou qu'il est déjà en train de connaître) et/ou un dépérissement massif par dépassement qui met tout en danger, pour tout le monde, mais surtout pour ceux qui vivent dans les soi-disant "économies avancées" qui en sont venus à dépendre entièrement et complètement des systèmes de moyenne énergie du commerce mondial et de ses chaînes d'approvisionnement complexes et fragiles[13].

Vous parlez d'une source d'anxiété !

J'ai " cherché " quelques pensées poignantes pour conclure ces quelques contemplations sur les mécanismes psychologiques que j'ai décrits et sur l'impact qu'ils peuvent avoir sur notre réflexion (ou, du moins, sur la mienne) sur un avenir non écrit et inconnaissable. Et je pense que le commentaire que j'ai laissé sur le site *Do the Math* de **Tom Murphy** en réponse à un article qu'il a publié récemment est peut-être le reflet de l'endroit où mes pensées m'ont mené (à ce stade de mon voyage). Le commentaire est en gras et quelques idées complémentaires ont été ajoutées :

Compte tenu de la situation, j'en arrive à trois conclusions (parmi beaucoup d'autres) plutôt "anxiogènes".

Premièrement, le fait que nous ayons exploité cette cachette d'énergie fossile a accéléré notre voyage vers le dépassement écologique, qui est notre problème fondamental et qui se manifeste par tous les symptômes "problématiques" que nous ressentons.

Notre principale difficulté semble donc être le dépassement écologique. L'effondrement sociopolitique que Tainter attribue aux rendements décroissants des investissements dans la complexité semble résonner avec la tendance d'une société à dépasser sa capacité de charge, qu'elle soit locale, régionale ou mondiale. Lorsque les limites biophysiques de la capacité de charge et des ressources accessibles (compte tenu de la technologie de l'époque) sont franchies, les rendements décroissants des investissements dans la complexité commencent à apparaître. Finalement, ces rendements décroissants atteignent un point où les participants à la société commencent à faire le choix économique d'abandonner leur soutien à la société, car les avantages précédents obtenus en vivant avec de telles complexités faiblissent et ne rendent plus les investissements rentables. Le système sociopolitique ne peut pas fonctionner longtemps sans le soutien des masses - il finit par "s'effondrer".

La conséquence inévitable d'un tel dépassement dans notre société hypercomplexe et mondialisée actuelle est probablement une disparition massive de notre espèce, comme l'avertit Catton, étant donné que la grande majorité des humains ne possèdent plus les compétences et/ou les connaissances des techniques de survie de base telles que l'approvisionnement en eau potable, la production alimentaire locale et l'entretien des abris régionaux. En fait, de nombreuses communautés actuelles vivent dans des régions où ces ressources ne peuvent être acquises et dépendent entièrement de chaînes d'approvisionnement à longue distance fragiles et complexes. Dans le passé, la plupart des personnes désenchantées migraient tout simplement et menaient une existence en dehors du domaine sociopolitique qui se désintégrait. Une telle option pour la grande majorité, sinon la totalité, est peut-être

totalemment hors de question de nos jours.

Deuxièmement, notre penchant pour le déni des situations anxiogènes nous conduit à ignorer notre situation difficile et à nous accrocher à des récits optimistes - même s'ils sont complètement faux (ou trompeurs) par nature.

Si l'on ajoute à l'anxiété importante créée par notre situation difficile le profond sentiment de perte qu'implique un changement soudain de monde, en particulier sans que l'on s'y attende, ou lorsqu'une perte est "attendue", nous vivons les étapes du deuil identifiées et décrites par Kubler-Ross, en particulier le déni, la colère et le marchandage.

De plus, la recherche sur la perte anticipée suggère que les étapes du deuil que l'on vit peuvent en fait être beaucoup plus intenses lorsqu'on s'attend à une telle perte qu'après la perte réelle. La colère peut être plus grande, la perte de contrôle émotionnel plus importante et les réactions de deuil atypiques[14].

Le plus important, semble-t-il, est que le stade initial du deuil, le déni (en particulier de la mort et de tout ce qui est désagréable), est considéré comme le trait évolutif déterminant qui fait de nous des êtres humains[15], de sorte qu'il tend à être la réponse la plus courante des gens.

Désireux d'éviter/réduire la douleur qui accompagne l'anxiété qui en résulte, nous cherchons des preuves pour confirmer les croyances "positives/plaisantes" que nous avons tendance à considérer comme "correctes" et nous nions et/ou rationalisons les informations qui remettent en question notre "foi". Et qu'est-ce qui pourrait être plus anxiogène que l'effondrement imminent de sa société complexe ou une disparition massive ? Lorsque les crises éclatent et remettent en question nos systèmes de croyance, nous cherchons des preuves que tout déclin/chute est soit très loin dans un avenir lointain, soit insensé, soit peut être "résolu" (notamment grâce à notre ingéniosité et à nos prouesses technologiques), soit la faute d'un "ennemi" ou d'un groupe d'opposition dans nos rangs (ou d'une entité surnaturelle), etc. C'est un comportement typique de "**marchandage**".

Troisièmement, nos élites dirigeantes tirent elles-mêmes parti de nos "peurs" pour faire ce qu'elles font le mieux : chercher à maintenir/étendre les structures de pouvoir/richeesse qui existent dans les sociétés complexes et leur assurer leurs positions privilégiées ; et notre tendance à nous en remettre à "l'autorité" et notre désir de soulager l'anxiété nous rendent sensibles aux récits qu'elles créent, tels que l'ingéniosité humaine et la technologie nous permettront de continuer à courir après le calice de la croissance perpétuelle à l'infini et au-delà.

Il me semble clair que l'effondrement met directement dans sa ligne de mire les structures de pouvoir et de richesse qui soutiennent la classe dirigeante. J'ai dit beaucoup de choses à ce sujet dans des articles précédents, mais je me sens obligé de partager un peu plus.

Je ne doute guère que la classe dirigeante tirera parti de tous ces mécanismes psychologiques bien connus dans sa quête permanente et constante de maintenir/contrôler les systèmes de génération/extraction de richesses qui lui procurent des flux de revenus et un statut privilégié. Le contrôle narratif, qui est peut-être l'un, sinon le mécanisme le plus important pour maintenir les structures sociétales du statu quo, sera continuellement renforcé. Les "menaces" seront vilipendées. Des mythes seront créés et/ou amplifiés. Les moyens de s'étendre et de **faire semblant** domineront probablement, tandis que l'élite donnera un coup de pied dans la fourmilière aussi longtemps qu'elle le pourra.

Nous devons non seulement être conscients et conscientes de ces mécanismes psychologiques qui influencent nos croyances et donc nos actions, mais aussi engager activement des "contre-mesures" en résistant à nos réponses automatiques (par exemple, les "leaders" et leurs courtisans/sycophantes/bureaucrates sont toujours corrects et/ou ont le meilleur intérêt du peuple/de la société en tête de leurs motivations) et en réfléchissant à/remettant en question nos croyances/processus de pensée périodiquement. Nous devons également admettre qu'une grande

partie de ce que nous croyons être vrai/factuel peut, en fait, être des réponses conditionnées et/ou des idées "programmées" établies par l'élite dirigeante [17].

Le cadrage cognitif dans lequel la façon dont nous percevons/interprétons les événements est établie pour nous, peut-être par la propagande ou la création d'une fenêtre d'Overton. On nous empêche de réfléchir à des alternatives aux options établies et on nous fait croire que les "solutions" proposées sont les seules à envisager... il est interdit de sortir des sentiers battus, surtout si cela remet en question les structures de pouvoir et de richesse du statu quo. Je m'attends à ce que le totalitarisme qui définit de plus en plus nos systèmes sociopolitiques dans le monde entier[18] s'étende de manière significative à mesure que nous glissons sur la falaise de Sénèque de la contraction des ressources (en particulier l'énergie).

L'effondrement qui accompagne toujours le dépassement de la capacité de production semble acquis à ce stade, sans que nous puissions y faire grand-chose.

Personnellement, j'aimerais que nos combustibles fossiles en voie d'épuisement soient consacrés au démantèlement en toute sécurité des complexités très dangereuses que nous avons créées (centrales nucléaires, laboratoires de biosécurité, stockage de produits chimiques, etc.) et à la relocalisation d'un maximum d'approvisionnement en eau potable, de production alimentaire et de besoins en abris régionaux, plutôt que d'essayer de maintenir ce qui n'est finalement pas durable compte tenu des apports en combustibles fossiles nécessaires. Peut-être, juste peut-être, en faisant ces choses, quelques poches d'humanité (et beaucoup d'autres espèces) peuvent sortir de l'autre côté du **goulot d'étranglement que nous avons créé pour nous-mêmes.**

En parcourant le sujet du déni, je suis tombé sur le travail de **Nate Hagens** à ce sujet dans *Reality Blind*. Je vais l'ajouter à ma liste de lectures qui ne cesse de s'allonger...

En outre, voici quelques sites/liens utiles pour explorer plus avant certains des concepts ci-dessus :

Nate Hagens : Énergie et économie

https://www.youtube.com/playlist?list=PLDZFtxbzMh_6Bju50ngR-A0vJJw5LnvpK

Deux floes de glace

<http://twicefloes.com/>

Erik Michaels : Problèmes, difficultés et technologie

<https://problemspredicamentsandtechnology.blogspot.com/>

Caitlin Johnstone

<https://caitlinjohnstone.com/>

Rob Mielcarski : Un-Denial (déni)

<https://un-denial.com/2015/11/12/undenial-manifesto-energy-and-denial/>

Anthropogénie

<https://carta.anthropogeny.org/>

<https://carta.anthropogeny.org/events/sessions/mind-over-reality-transition-evolution-human-mortality-denial>

Théorie de l'esprit

<https://www.simplypsychology.org/theory-of-mind.html>

Théorie de la connaissance/épistémologie

NOTES :

[1] <https://www.simplypsychology.org/edward-thorndike.html>

[2] <https://www.psychologytoday.com/us/blog/the-athletes-way/202001/the-neuroscience-seeking-pleasure-and-avoiding-pain>

[3] <https://www.mdpi.com/1996-1073/14/15/4508/htm?fbclid=IwAR2IS5shfV4wpFEc8jxbQnrrxylyvZP-xDnoHhWrjGTQRIqUNfk3hOK1g>

[4] En écrivant et en réfléchissant sur les questions/sujets de cette série de billets, j'ai exploré de nouveaux sujets que je n'avais pas encore rencontrés ou auxquels je n'avais pas réfléchi en profondeur.

[5] Tainter, J.. L'effondrement des sociétés complexes. Cambridge University Press, 1988. (ISBN 978-0-521-38673-9).

[6] Catton, Jr., William R.. Overshoot : The Ecological Basis of Revolutionary Change. University of Illinois Press, 1980. (ISBN 0-252-00818-9).

[7] Bien que je sois assez confiant que ce soit le cas, je dis "semble" parce que l'avenir est à la fois non écrit et inconnaissable. Et gardez à l'esprit que le fait de reconnaître cela ne signifie pas que l'on a "abandonné", une accusation courante parmi ceux qui ne sont pas d'accord avec cette croyance.

[8] <https://www.psycom.net/stages-of-grief>

[9] Tainter, J. The Collapse of Complex Societies. P. 4.

[10] Bien que "moins de partage, d'échange et de redistribution des ressources" ait d'énormes implications pour les masses humaines qui dépendent de ces systèmes à moyenne énergie, étant donné leur perte de connaissances/compétences dans la fourniture des nécessités de la vie - c'est-à-dire l'approvisionnement en eau potable, la production de nourriture, les besoins en abris régionaux.

[11] [11] Catton, Jr., William R.. Overshoot : La base écologique du changement révolutionnaire. P. 174.

[12] Ibid. P. 213.

[13] Je ne peux m'empêcher de penser au chaos de ma province natale canadienne, l'Ontario, qui compte 15 millions d'habitants et qui importe plus de 80 % de ses besoins alimentaires par le biais de chaînes d'approvisionnement complexes et fragiles. Nous cultivons une quantité très limitée de nos besoins alimentaires locaux.

[14] <https://www.verywellhealth.com/understanding-anticipatory-grief-and-symptoms-2248855> ;
<https://www.psycom.net/anticipatory-grief> ; https://www.medicinenet.com/anticipatory_grief/definition.htm

[15] <https://un-denial.com/denial-2/theory-short/>

[16] La plupart des gens ne sont pas prêts à se regarder dans le miroir et à voir que nous avons contribué à cette situation.

[17] Voir Bernays, E.. Propaganda. iG Publishing, 1928. (ISBN 0-9703125-9-8).

[18] Ne vous laissez pas berner par les récits qui entourent les démocraties représentatives. L'idée que nous disposons d'un pouvoir par le biais des urnes est peut-être l'une des escroqueries les plus réussies jamais perpétrées sur les masses par l'élite dirigeante - tout comme le contrôle/la distribution de la monnaie fiduciaire qui se fait de manière équitable et réfléchie au service de tous.

▲ [RETOUR](#) ▲

[Jusqu'où pouvez-vous descendre ?](#)

Par James Howard Kunstler – Le 17 juin 2022 – Source kunstler.com





Vous vous souvenez du limbo ? C'était une danse à la mode, un peu comme le saut en hauteur olympique à l'envers : au lieu de sauter par-dessus une barre horizontale, on passait en dessous au son d'une musique calypso, et la foule criait « *Jusqu'où pouvez-vous descendre ?* ». Il se trouve que, dans la culture occidentale, les limbes sont aussi le nom d'un endroit au bord de l'enfer. Dans un cas comme dans l'autre, vous avez une métaphore appropriée de la situation dans laquelle se trouvent les États-Unis en ce début d'été de double-déception.

Beaucoup de choses vont mal en même temps : les marchés boursiers et les prix des obligations, le bitcoin qui disparaît. Les réservoirs du fleuve Colorado, le lac Powell et le lac Mead sont si bas que, d'ici septembre, l'eau et l'électricité pourraient manquer dans une vaste région comprenant Phoenix, Las Vegas et le sud de la Californie. Le marché immobilier est en train de s'effondrer (le modèle économique de la banlieue est cassé). Des troupeaux entiers de bovins tombent et meurent dans les champs. Les engrais se font rares. Les usines de transformation alimentaire sont incendiées par douzaine. Des pénuries se profilent.

L'industrie pétrolière et gazière se fait tuer de quatre façons :

- 1) nos stupides sanctions à l'encontre de la Russie ont bouleversé les accords de distribution mondiaux en vigueur depuis longtemps ;
- 2) l'industrie manque de capitaux ;
- 3) l'épuisement des ressources commence sérieusement à se faire sentir ; et
- 4) « *Joe Biden* » et les crétins qui dirigent les pays de l'UE essaient de la tuer afin d'instaurer un New Deal vert qui ne tient pas la route.

Les concessionnaires automobiles n'ont plus de voitures neuves sur leur parc et bientôt, ils seront à court de voitures d'occasion décentes – qui, de nos jours, coûtent souvent plus cher que les voitures neuves inexistantes. C'est ce qu'on appelle *un modèle économique*. De plus, la classe moyenne, financièrement malmenée, ne peut pas s'offrir de voitures dans les deux cas et, de plus en plus, ne peut plus obtenir de prêts automobiles.

L'industrie du transport aérien souffre d'une plaie thoracique due à une pénurie de pilotes (grâce aux obligations vaccinales) et au coût élevé du kérosène. Le modèle économique de **l'industrie du camionnage** est également en panne avec un carburant diesel à plus de six dollars le gallon – **le coût de la livraison dépasse la valeur de la cargaison**. L'Amérique fonctionne grâce aux camions, et s'ils cessent de fonctionner, il en va de même pour tout le reste. Les pièces de rechange se font de plus en plus rares pour tous les appareils mécaniques du pays. **Il est de plus en plus difficile de réparer ce qui est cassé.**

La guerre par procuration de « *Joe Biden* » contre la Russie en Ukraine ne fonctionne pas. C'était flamboyant de stupidité dès le départ. Nous avons délibérément rompu les accords de Minsk pour un cessez-le-feu dans le Donbass afin de pousser les Russes à agir. L'OTAN n'avait ni les troupes ni le mojo politique pour soutenir ses fanfaronnades inspirées par les États-Unis. Notre guerre financière s'est retournée contre nous et a en fait profité

à l'économie russe et à sa monnaie, le rouble. Les milliards de dollars d'armes que nous envoyons dans cette guerre sont facilement interceptés lors du transport, ou alors ils se perdent dans un monde de maniaques non étatiques allant des Talibans à Al-Qaïda en passant par les cartels de la drogue.

Pendant ce temps, la Russie s'obstine à remporter une victoire sur le terrain qui lui permettra de contrôler la mer Noire et révélera la capacité perdue des États-Unis à imposer leur volonté dans le monde. En d'autres termes, notre projet ukrainien « *d'affaiblir la Russie* » a provoqué un changement d'époque dans l'équilibre des forces à notre énorme désavantage. Cela vient s'ajouter à plus de vingt ans de fiascos militaires américains, de l'Afghanistan à l'Irak, en passant par l'Afrique du Nord et la Syrie, qui ont démontré notre mépris inconsidéré pour la vie humaine et notre incapacité flagrante à mener à bien une mission. Cet échec global et cette démonstration de faiblesse nous rendent vulnérables à l'agression chinoise dans le Pacifique. Il y a même des discussions effrayantes à propos de la Chine qui s'aventurerait à envahir l'Australie, le Japon et le continent américain. Oui, vraiment.

Alors que tout cela les préoccupe, la moitié des Américains, et le régime de « *Joe Biden* » qu'ils insistent pour voir élu, restent sous l'emprise du film d'horreur **Covid-19** et à la merci des produits pharmaceutiques à ARNm mortel qui attendaient comme par magie l'apparition de l'épidémie pour en tirer profit. Mais maintenant, toutes les histoires de couverture s'effondrent. Il devient de plus en plus difficile de dissimuler les décès et les blessures causés par les vaccins, y compris une baisse frappante de la fertilité et les dommages permanents causés au système immunitaire de millions de personnes qui seront atteintes de cancers, de maladies neurologiques et de maladies cardiovasculaires dans les mois à venir.

La stratégie actuelle de la cabale CDC / FDA / Pharma est de continuer à bluffer et de quintupler leur dissimulation – ils viennent d'approuver de manière générale les injections d'ARNm pour les bébés. Pourquoi ? Pour prolonger l'autorisation d'utilisation d'urgence qui protège Pfizer et Moderna de toute responsabilité. Cela ne fonctionnera pas longtemps, bien sûr, car selon la loi établie, la fraude annule ce type de protection, et les responsables de la santé publique avec leurs copains de l'industrie pharmaceutique ont orchestré la fraude la plus meurtrière de l'histoire de l'humanité.

S'il reste une nation américaine dans un an environ, avec un système juridique qui fonctionne, les acteurs de cette cabale vont atterrir sur des chaises de témoins pour expliquer pourquoi ils ont tué tant de gens. (« *Nous suivions la science* », diront-ils. Ah Ah Ah...) D'ici là, personne ne croira à leurs conneries et les Fauci, Collins, Gates, Bourla, Bancel, Walensky et la bande se retrouveront dans les limbes américaines connues sous le nom de Palookaville.

Pour tenter d'éviter cela, le régime de « *Joe Biden* » vient d'annoncer une deuxième tentative de contrôler le flux d'informations avec **une Task Force de désinformation** de la Maison Blanche, pour remplacer le ridicule Homeland Security Disinformation Governance Board qui a échoué si misérablement en mai lorsque son chef désigné, Mme Jankowicz, s'est avéré être un excellent pourvoyeur de désinformation. La nouvelle Disinfo Task Force, dirigée par la vice-présidente Kamala Harris – qui s'est si bien comportée dans sa précédente mission de *Reine des Frontières* – prétend s'occuper du harcèlement sexuel en ligne et du fanatisme sexiste. Bien sûr...

Cela ne marchera pas. « *Joe Biden* » est à bout de souffle. Son régime titube dans un délire odieux, comme l'un de ces zombies gémissant et perdant leur cerveau sur les chaînes câblées. Les électeurs sont sur le point de décharger deux barils de chevrotine sur la tête de ce monstre en septembre, si nous ne sommes pas empêchés de tenir des élections par une nouvelle « *urgence* » bidon. D'ici là, nous sommes dans une course pour voir comment le Parti du Chaos va achever **la destruction de l'économie**, ce qui est le prélude à la destruction du Parti du Chaos par le peuple des États-Unis.

▲ [RETOUR](#) ▲

La machine à laver de minuit ①

Antonio Turiel Samedi, 2 juillet 2022



Chers lecteurs :

Au cours des prochains jours, je publierai une série de billets rédigés par Beamspot sur un sujet qui va faire couler beaucoup d'encre : **quelles sont les limites à l'intégration des énergies renouvelables dans le réseau électrique.** Maintenant que des vidéos deviennent virales en Espagne, montrant **comment l'énergie éolienne n'est pas exploitée les jours de grand vent**, je pense que cette série d'articles nous aidera à comprendre un peu mieux pourquoi cela se produit. Et le fait est que les choses ne sont pas aussi confortables ou aussi simples qu'elles le semblent.

Même si je ne les avais pas encore publiés, beaucoup de ces billets datent de 2021, et j'ai préféré laisser la mention des dates que fait Beamspot afin que l'on comprenne que beaucoup des choses qui deviennent évidentes maintenant l'étaient déjà il y a un an (et n'avaient rien à voir avec la guerre en Ukraine).

Je vous laisse avec le maître Beamspot.

Salu2.

AMT

La machine à laver de minuit dans une nuit calme de Chicha



Prologue

Sur mon trajet quotidien pour me rendre au travail, j'ai une vue magnifique sur un parc éolien assez important, et en ce 2021 août, j'ai remarqué que presque tous les matins, la plupart des éoliennes, sinon toutes, étaient à l'arrêt. Au mieux, moins de la moitié tournaient.

Il a attiré mon attention, alors j'ai commencé à chercher des informations à son sujet.

Je doute que quelqu'un ait remarqué qu'à peu près à cette époque, le prix du MWh s'envolait, battant même des records dans les mois suivants.

De plus, la question du changement de facturation début 2021 m'a indiqué qu'il serait peut-être plus intéressant de mettre la machine à laver en marche à minuit pour profiter des prix bas de l'électricité à ce moment de la journée.

Cependant, je crains que cette idée soit également passée inaperçue...

Ironie du sort mise à part, ce que personne ne semble avoir remarqué, avec tous ces records de prix, c'est précisément à quel moment l'électricité est la plus chère. Encore moins de la situation saisonnière associée.

Et le changement de facturation, d'ailleurs, intègre maintenant pour les gros consommateurs, un tarif qui change mois par mois en fonction de la saison de l'année, ce n'est plus seulement un changement en fonction de l'heure de la journée ou du jour de la semaine.

Le fait que la population teutonne (c'est-à-dire l'Allemagne, l'Autriche et la Suisse) ait ensuite été avertie d'une possible méga panne d'électricité au cours des cinq prochaines années n'a pas contribué à calmer le jeu. Même si le ministre de la Transition énergétique et du Défi démographique est venu précisément pour minimiser la portée de cette annonce (ce qui a probablement provoqué encore plus de panique).

Comme d'habitude dans de tels cas, le soussigné a commencé à utiliser la logique et ses connaissances en électricité pour tenter d'élucider dans quelle mesure tout cela était bien expliqué. L'étape suivante habituelle a été de m'asseoir et d'écrire à ce sujet, car cela m'aide à mettre de l'ordre dans mes idées.

La première tentative, plutôt longue, d'écrire à ce sujet s'est résumée à des platitudes simples et évidentes, sans entrer dans une analyse trop poussée de données volumineuses, et en se basant sur des données de production cumulées sur quelques jours.

Toutefois, en analysant un peu la situation, je me suis vite rendu compte que la situation était pire que je ne le pensais au départ. L'enquête est devenue plus étendue et, par d'autres événements extérieurs, plus compliquée.

Un exercice de re-documentation et de relecture d'un grand nombre de données s'est accompagné d'un téléchargement de données de plusieurs mois, jour après jour, à partir de cette fantastique plateforme d'information qu'est la REE (Red Eléctrica Española).

Et, comme d'habitude, le "petit article" de trois pages s'est transformé en toute une série indigeste et ennuyeuse.

L'objet : une analyse de la situation du réseau électrique espagnol, de sa production, des problèmes introduits par l'intermittence des énergies renouvelables (spoiler : nombreux et longs à expliquer), des instabilités, donc au pluriel, que celles-ci génèrent (première partie), des systèmes de stabilisation (deuxième partie), et de l'impact économique, social et politique que tout cela implique (le reste).

Il est évident que la question du gaz, de son prix et du pic des combustibles fossiles a sa place dans cette série.

Faites bon usage de la cafetière, car, connaissant l'auteur, cela va être long.

Les faits.



Depuis des décennies, on nous dit que nous devons miser sur les énergies renouvelables, que cela nous rendra "autosuffisants" et "indépendants" sur le plan énergétique, et que cela réduira notre facture d'électricité (qui, dans ce cas, signifie électricité). On prétend même qu'aujourd'hui, l'électricité produite à partir de sources renouvelables est moins chère que celle produite à partir de combustibles fossiles.

Cependant, cela fait des semaines que nous battons record sur record pour les prix de l'électricité, alors que les énergies renouvelables sont plus nombreuses aujourd'hui qu'il y a dix ans.

De plus, cela fait des mois que la facture d'électricité pose problème, avec un changement de tarification, de nouvelles plages horaires, voire des réductions (temporaires) de taxes.

Nous devons changer l'heure et mettre la machine à laver en marche... encore.

De plus, afin de faire baisser la facture, des postes ont été modifiés, éliminés et transférés dans ce qui est un jeu de trilemme fiscal.

Malgré cela, les factures ont grimpé en flèche, tant pour les utilisateurs finaux que pour les détaillants, poussant nombre d'entre eux à la faillite, notamment au Royaume-Uni où la situation est la plus grave.

Le problème s'étend également à toute l'Europe, il ne s'agit donc pas seulement d'un problème local pour notre gouvernement (actuel), mais pour l'ensemble du continent.

La Chine a également rejoint la tendance que la Californie mène depuis des années.

On prétend, à juste titre mais en partie, que la hausse du prix de l'essence en est la cause.

On fait valoir, en partie à juste titre, que la taxe sur l'air (c'est-à-dire sur les émissions de CO₂) fait également grimper la facture.

Pour ces deux choses, il existe des preuves numériques, faciles à trouver. Ce sont des faits. Cependant, ils n'expliquent qu'une partie de l'augmentation, jamais la totalité.

Bien qu'il ait été abondamment question des tarifs horaires dans la nouvelle facturation, il n'est fait aucune mention des moments où les pics se produisent, ni de la production renouvelable (spoiler : inexistante) à ces moments-là.

On invoque (à juste titre d'ailleurs, de manière partielle) la complexité du mécanisme de tarification, le fait qu'il s'agit d'une imposition européenne (ce qui explique également pourquoi cela se produit dans toute l'Europe, bien que cela n'explique pas entièrement les prix exorbitants au Royaume-Uni - plus de 10 fois le prix en Espagne, ni ce qui se passe en Chine ou en Californie), que les centrales hydroélectriques gagnent de l'argent, ainsi que les autres producteurs d'électricité, etc.

Ce sont tous des faits, et ils sont irréfutables.

Le prix record, presque inévitablement et connu, mais non publicisé, se produit autour du coucher du soleil, tous les prix autour de cette heure étant proches les uns des autres, surtout après la tombée de la nuit. Ce pic de prix

coïncide évidemment avec le pic de consommation quotidienne, qui se situe précisément dans la fourchette de prix la plus élevée.

Et ce point n'est pas régulièrement abordé dans les discussions.

Ils ne parlent pas non plus du fait que le passage à l'heure d'hiver aggrave la situation, en avançant le coucher du soleil et en augmentant les heures passées dans le fuseau horaire le plus cher. Et ils disent que c'est fait pour "économiser de l'énergie"... pour qui ?

La France, l'un des pays qui émet le moins de CO2 grâce à son importante capacité de production nucléaire, est néanmoins moins chère que les autres, mettant les pieds dans le plat en faisant payer ses voisins, même si elle n'est pas exempte de certaines hausses de prix. [Note de l'AMT : C'était vrai l'année dernière. Aujourd'hui, avec la moitié des centrales nucléaires françaises à l'arrêt, la situation s'est considérablement aggravée en France].

Le Royaume-Uni a des prix beaucoup, beaucoup plus élevés que le reste de l'Europe, environ un ordre de grandeur (c'est-à-dire 10 fois), suite à la fermeture de la ligne de transmission (une des deux sous-centrales d'IFA1 a brûlé) qui fournit l'électricité française aux îles britanniques. Cette hausse des prix a ruiné les petits détaillants (et donc laissé tous leurs clients sur le carreau), les entreprises et les usines, notamment les usines d'engrais (qui utilisent à la fois le gaz et l'électricité), alors que le Royaume-Uni possède sa propre production d'hydrocarbures dans la mer du Nord.

Il convient de noter que le Brexit et d'autres circonstances concomitantes, telles que sa relation avec la France, rendent le dossier britannique particulièrement féroce.

Mais c'est là qu'interviennent le calendrier et la situation des énergies renouvelables :

En fin d'après-midi, la production photovoltaïque est faible, voire inexistante.

En été, le temps a tendance à mettre un anticyclone autour de l'Europe, de sorte qu'il n'y a pratiquement pas de vent, non seulement en Espagne, mais même en Irlande.

Après un été sec, de nombreux réservoirs sont très bas. Non seulement en Espagne, mais aussi dans la "batterie" scandinave.

Ce n'est pas en redoublant l'engagement en faveur du photovoltaïque (la nuit) et de l'éolien (par temps calme) que l'on va résoudre ce problème : on multiplie la production par zéro, et par un un suivi de plusieurs zéros le coût.

Ainsi, autour du coucher du soleil, nous n'avons aucun apport de l'énergie photovoltaïque, éolienne ou hydroélectrique en été en raison des conditions météorologiques, ce qui oblige les centrales de secours, qui sont presque invariablement des centrales à cycle combiné alimentées au gaz, à fonctionner à pleine capacité.

De nombreuses centrales au charbon, au mazout et certaines centrales nucléaires ont été fermées, et il est prévu de fermer les centrales nucléaires dans de nombreux pays européens, l'Allemagne en tête, laissant essentiellement l'hydroélectricité, certaines centrales nucléaires (notamment en France) et les centrales à cycle combiné au gaz comme centrales de secours.

Cela signifie que le secours est essentiellement axé sur les cycles combinés au gaz, d'où une dépendance accrue à l'égard du gaz. Ce n'est de loin pas le seul problème, et c'est le sujet de cette série d'articles.

La capacité installée (production d'électricité) en Espagne est de plus de 112 GW. Le pic de consommation est d'environ 44 GW, et ce chiffre est resté stable depuis 2009.

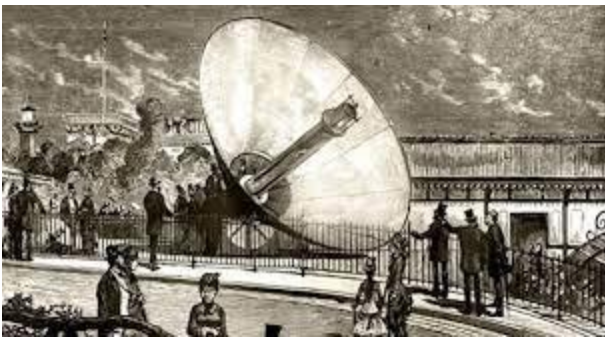
Et ce pic est en hiver.

Les pics de prix actuels (2021) se produisent avec des pics de consommation de seulement 30 GW, c'est-à-dire seulement 27% de la capacité installée. Et au moment de l'année où l'on consomme le moins d'énergie, avec des journées encore relativement longues (fin de l'été, début de l'automne) et des températures agréables.

Tous ces éléments sont également des faits, et ils sont irréfutables.

Quelques détails supplémentaires.

L'énergie solaire



Bien qu'il soit relativement facile d'attester de ces faits, il en existe d'autres qui ne sont pas abordés dans la discussion ou, au mieux, qui sont passés sous silence. En fait, la question de l'heure du pic et de l'absence de production renouvelable ne figure pas régulièrement dans ces discussions, alors qu'il s'agit d'éléments extrêmement importants.

C'est précisément l'intermittence incontrôlable des énergies renouvelables de l'électricité qui est mise en avant qui expliquera les causes du problème, car les ramifications ne sont toujours pas comprises alors qu'elles sont la cause ultime du problème. Ces ramifications comprennent la fixation des prix, mais aussi d'autres beaucoup plus difficiles.

Sans comprendre cela, aucune solution ne peut être abordée.

Le premier point est évident, évident, de bon sens. Le photovoltaïque ne produit que s'il y a du soleil, et surtout, à certaines heures, même s'il n'y a pas de soleil (en raison de l'orientation, des divers restes organiques, des ombres, des plantes). En outre, il existe des choses appelées nuages qui fournissent parfois de l'ombre.

Il est curieux que lorsque je fais la promotion des cuiseurs solaires, la première chose que l'on me reproche est que l'on ne peut pas cuisiner le dîner avec cette technologie parce qu'il ne fait pas soleil la nuit. De toute évidence, il y a assez de soleil pour utiliser le photovoltaïque...

De la même manière, il est évident que nous allumons les lumières la nuit parce qu'il ne fait pas soleil. La consommation d'électricité a donc une forte complémentarité avec la production photovoltaïque.

De la même manière, en hiver, nous allumons la cuisinière parce qu'il fait froid. Et s'il fait froid, c'est parce que le jour de Noël (le jour le plus court de l'année), en Espagne, nous recevons $\frac{1}{4}$ de l'énergie solaire que nous recevons au même endroit le jour de la Saint-Jean (le jour le plus long et avec le soleil le plus haut).

Dans le cas de l'Allemagne et du Royaume-Uni, le rapport est de 1:6, ce qui est pire.

Et ce, sans les habituels nuages d'hiver.

Encore une fois, la production et la consommation ont une corrélation inverse (quand on produit on ne consomme pas et vice versa), surtout avec le solaire.

Dans ce cas, la situation n'est pas seulement quotidienne mais aussi saisonnière. Et cela affecte la production solaire thermique avec stockage, dont nous parlerons plus tard. En tout cas, ce type de production n'est pas seulement en panne, il est plus cher, mais il n'est pas viable, même à ces prix, comme le démontre Abengoa.

L'énergie éolienne



Le cas du vent est plus capricieux. Il ne varie pas de manière prévisible et calculable comme le photovoltaïque. Il s'agit de la puissance maximale que peut donner le photovoltaïque, ce qui n'est pas toujours le cas. De plus, la dépendance au site est encore moins calculable que pour le solaire et ne peut être déterminée que de manière empirique. Et les meilleurs emplacements sont déjà occupés...

Ce n'est pas pour rien que l'inconstance des girouettes est un lieu commun de la langue.

Pour aggraver les choses, certains scientifiques expliquent déjà que l'installation d'éoliennes à un endroit donné peut entraîner (et entraîne) une modification des vents, de sorte que ce qui a été déterminé aujourd'hui de la disponibilité de l'énergie éolienne peut changer à l'avenir précisément à cause de l'installation d'éoliennes.

Sans compter que le changement climatique modifie également la configuration des vents.

Cependant, des années, des décennies d'observation, ont montré certains schémas de comportement du dieu du vent.

Il y en a deux très importantes : la saisonnalité (il a tendance à souffler à certaines périodes de l'année, ainsi que dans certains créneaux horaires qui dépendent de cette saison), et la "taille" ou la zone dans laquelle il se produit.

La conjonction de ces deux schémas est manifeste dans la situation actuelle : le vent, en été, a tendance à ne pas souffler sur l'Europe.

De plus, en général, lorsqu'il souffle en Espagne, il souffle également dans le reste de l'Europe, de sorte qu'il n'existe pas de situation dans laquelle le vent qui reste dans un pays peut être utilisé dans un autre. Et vice versa : lorsque le vent ne souffle pas en Espagne, il ne souffle généralement pas dans le reste de l'Europe.

Si nous parlons de l'Europe, c'est parce que l'on tente d'intégrer les réseaux électriques de plusieurs pays en un seul réseau, précisément dans le but d'intégrer l'énergie produite et utilisée. Ce point est extrêmement important et sera abordé dans la deuxième partie de cette série.

En outre, le vent est souvent accompagné de jours ou de semaines de vents forts, suivis de jours ou de semaines de calme. Dans toute l'Europe, avec un accent particulier sur la fin de l'été et le début de l'automne.

L'hydroélectricité

L'hydroélectricité est de loin la plus facile à gérer (techniquement). Non seulement elle est dispatchable et contrôlable, un fait très pertinent comme nous le verrons, mais elle est également bon marché et très rentable.

C'est aussi le plus exploité : il n'y a pratiquement aucune possibilité d'expansion. De nombreux pays sont

entièrement "renouvelables" depuis des décennies, précisément grâce à l'hydroélectricité (par exemple, la Norvège).

Cependant, elle est encore plus saisonnière que l'énergie éolienne, et pas seulement en Espagne, mais aussi dans ce grand réservoir, la réserve hydroélectrique de l'Europe, la péninsule scandinave. Il y a beaucoup de neige là-bas, ce qui, au printemps et en été, alimente les réservoirs. C'est précisément complémentaire du cas espagnol, où les pluies hivernales permettent une bonne production hydroélectrique pendant cette période de l'année, mais à la fin de l'été, elles sont sèches, et il faut donner la priorité à une autre question plus importante : la consommation d'eau.



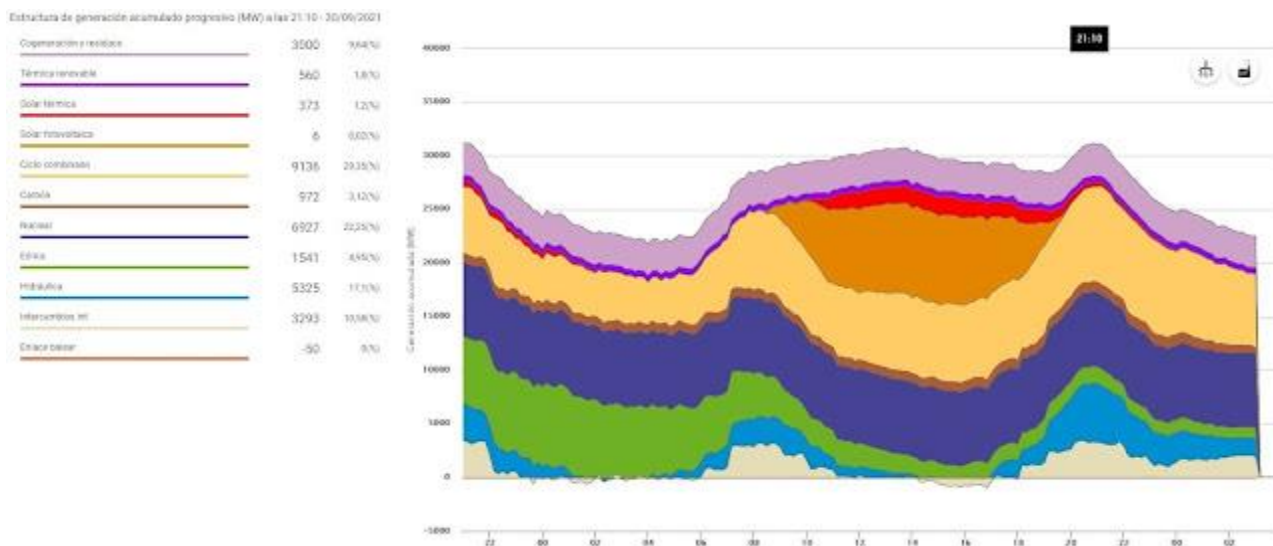
Cependant, au début de l'automne, même les réservoirs scandinaves étaient au minimum, avec une alimentation électrique très faible, précisément pour économiser l'eau en attendant les pluies et les chutes de neige qui étaient déjà proches à ce moment-là... avec la permission du changement climatique.

Les faits

Eh bien, beaucoup de bla-bla, mais qu'en est-il de la "vérification des faits", que nous disent les données ?

Commençons par le plus simple et le plus évident : la production par type d'énergie lors d'une de ces journées de prix record, le 30 octobre 2021.

Sur le graphique, les données de gauche sont celles qui correspondent au pic de demande ce jour-là : à 21:10, clairement la nuit.



Si nous les classons par ordre de production, les cycles combinés arrivent en tête, suivis du nucléaire, de l'hydroélectricité, des échanges internationaux (achats à l'étranger, essentiellement le nucléaire français), de la cogénération et des déchets (essentiellement le gaz), et le total des énergies renouvelables acceptées par le Saint Sanhédrin ou le Politburo, c'est-à-dire l'éolien (1541, 4,95% de la production) et l'inexistant solaire photovoltaïque atteignent à peine 5%.

Il convient de noter les 373 MW (1,2 %) d'énergie solaire à concentration avec stockage à cette époque.

Ce jour-là, le prix du MWh était de 220 €, précisément pendant cette tranche horaire. Légèrement plus bas dans les heures autour de cette tranche horaire.

Un coup d'œil sur la bande verte (éolienne) et bleu clair (hydro) montre que leur production est assez faible. Le vent est en nette diminution, tandis que l'électricité est dosée pendant la journée pour couvrir les pics aux premières heures, et surtout après le coucher du soleil.

Il est également conseillé de s'intéresser aux importations d'énergie. En gros, ce qu'elle dit, c'est que nous achetons de l'énergie à d'autres pays (la France surtout, en raison de sa structure de production) pour pouvoir compenser les variations.

Le graphique est très beau, mais il n'est pas suffisamment explicatif. Principalement à des fins de comparaison et pour avoir un point de départ.

Mais avant de regarder d'autres graphiques, examinons quelques données comparatives importantes. Le tableau suivant est utile dans ce sens : dans la première colonne, le type de centrales, dans la deuxième colonne, la puissance totale installée, qui est celle qui ordonne le tableau, de la plus haute à la plus basse.

Título	INSTALADA Oct 2021
Sistema eléctrico	Nacional
Magnitudes	MW

	10/2021	Producción 30/8/2021	Relativa
Eólica	27983,497	1541	5,51
Ciclo combinado	26250,145	9136	34,80
Hidráulica	17093,176	5325	31,15
Solar fotovoltaica	13715,797	6	0,04
Nuclear	7117,29	6927	97,33
Cogeneración	5646,528	3000	53,13
Carbón	4883,715	972	19,90
Turbinación bombeo	3331,4	0	0,00
Solar térmica	2304,013	373	16,19
Turbina de gas	1148,65	0	0,00
Otras renovables	1093,111	0	0,00
Motores diésel	768,67	0	0,00
Turbina de vapor	482,64	0	0,00
Residuos no renovables	440,861	0	0,00
Residuos renovables	170,112	0	0,00
Hidroeólica	11,32	0	0,00
Fuel + Gas	7,95	0	0,00
Potencia total	112448,875	27280	24,26

Troisième et quatrième colonnes, puissance générée à l'heure susmentionnée (21:10 le 30/10/2021) et le pourcentage de puissance qu'ils produisent par rapport à la puissance totale installée.

A noter : le nucléaire est presque à pleine capacité : 97,33%. La cogénération, avec un bon 53,13% (attention, cela inclut tous les déchets, donc le pouvoir relatif est faible !) Viennent ensuite le cycle combiné (35%) et l'hydroélectricité (31,15%). Le reste, à savoir le charbon (20 %), le solaire thermique (16 %) et les maigres énergies éolienne (5,51 %) et photovoltaïque (0,04 %), est clairement sous-utilisé.

Le fait que le charbon soit à peine utilisé est une bonne nouvelle pour l'environnement, mais le fait que le solaire thermique ne donne que 16 % de son potentiel en termes de revenus plus élevés laisse beaucoup à désirer.

Le fait que l'énergie éolienne soit inexistante, tout comme le photovoltaïque, met la situation noir sur blanc.

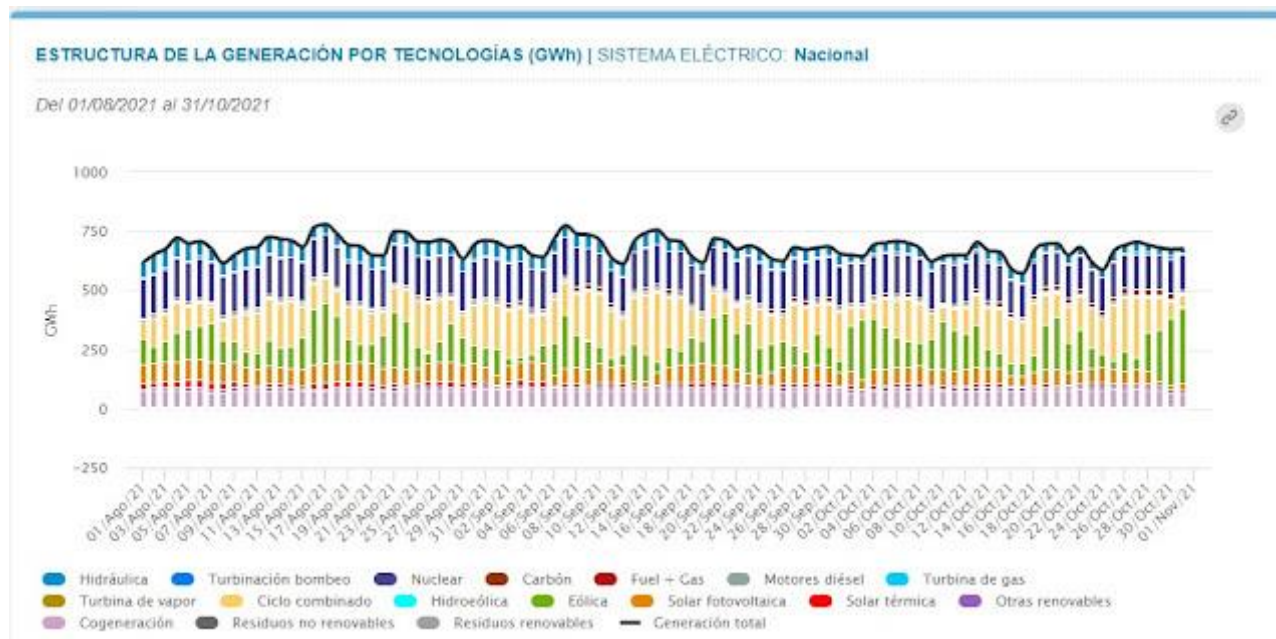
Il convient de noter que l'hydroélectricité à 31%, au moment de la demande de pointe, est clairement un symptôme que nous n'avons pas beaucoup d'eau : évidemment, nous sommes en octobre et les pluies (que nous avons eues) sont encore loin d'avoir rempli les réservoirs (dans environ deux mois).

Les centrales à cycle combiné sont également peu nombreuses, alors qu'elles sont celles qui pèsent le plus lourd dans la balance, avec 35%.

Le fait que la demande de pointe s'élève à 27 280 MW, soit 24,26 % de la capacité installée, met toutefois en évidence le très grave problème que nous rencontrons lorsqu'il s'agit de régler nos factures : nous avons une terrible surcapacité de production, énorme... et coûteuse à entretenir.

Malgré cela, on est encore loin de pouvoir remettre les pendules à l'heure. C'est juste une journée record... qui a été battue plusieurs fois par la suite (mon neurone scientifique solitaire est lent à écrire et à traiter les données).

Examinons donc la production journalière cumulée (énergie, MWh, et non puissance ponctuelle) au cours des mois d'août, septembre et octobre 2021.



Si l'on regarde de près, la production totale présente de nombreux hauts et bas, mais ceux-ci sont évidents si l'on regarde quel jour ils se produisent : ce sont les variations hebdomadaires, où les week-ends sont moins consommés.

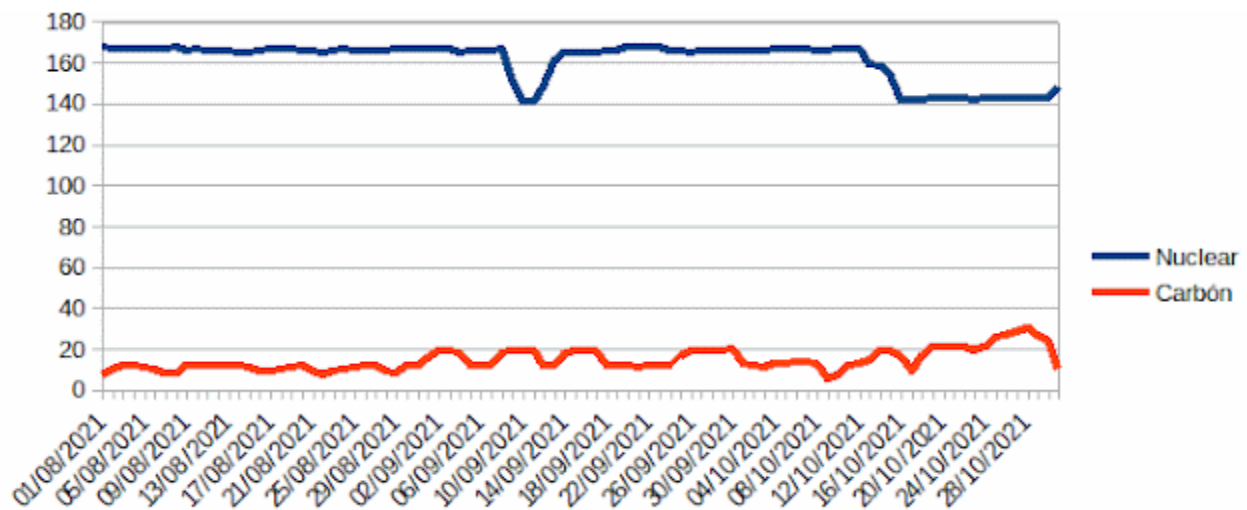
Mais ces fluctuations de la consommation ne sont pas les seules à être perceptibles. En fait, ils représentent un pourcentage relativement faible de la consommation moyenne. Ce qui varie énormément, c'est la bande verte (et, sur le rebond, la bande jaune) et, bien qu'à plus petite échelle, la bande orange.

À savoir : le vert, c'est l'énergie éolienne. L'orange est le photovoltaïque. Et le jaune, les centrales à cycle combiné, qui, en ces mois, sont chargées de maintenir l'ordre et la sécurité du réseau électrique.

De même, la bande bleu clair pour l'énergie hydroélectrique varie peu, mais sa taille a tendance à diminuer de gauche à droite : à mesure que nous manquons d'eau dans les réservoirs.

Le maximum consommé est d'environ 779,6GWh, et le minimum est de 573,76. Une différence d'environ 206GWh. Sur une moyenne de 684,3.

Néanmoins, le graphique est petit et déroutant pour ceux d'entre nous qui sont presbytes. Il est beaucoup plus clair d'obtenir les données sous une forme désagrégée. Commençons par deux technologies simples : le charbon et le nucléaire.

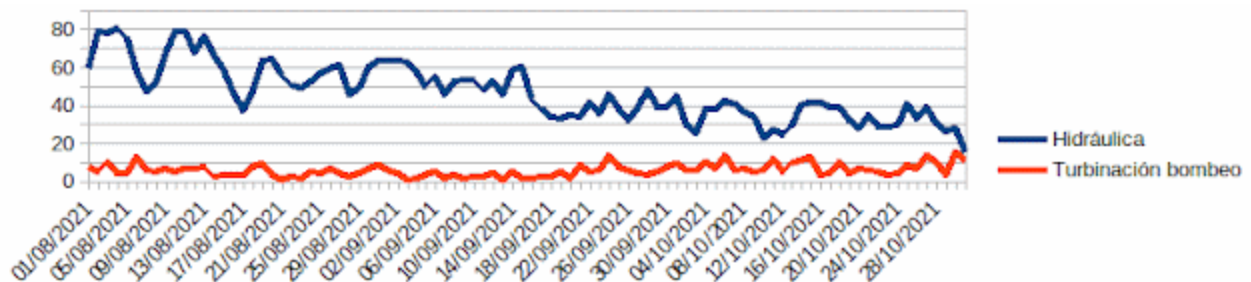


Tout d'abord, il y a deux arrêts programmés de centrales nucléaires qui sont très clairement observables. Si nous ne tenons pas compte de ces deux pannes, nous obtenons une courbe très plate : les centrales fonctionnent à pleine capacité presque tout le temps.

La courbe du charbon est plus oscillante, mais elle est encore plate. Elle est également faible.

Facile. Et, comme nous l'expliquerons dans le prochain bloc, c'est en fait très pertinent, même si, à première vue, cela semble être tout le contraire.

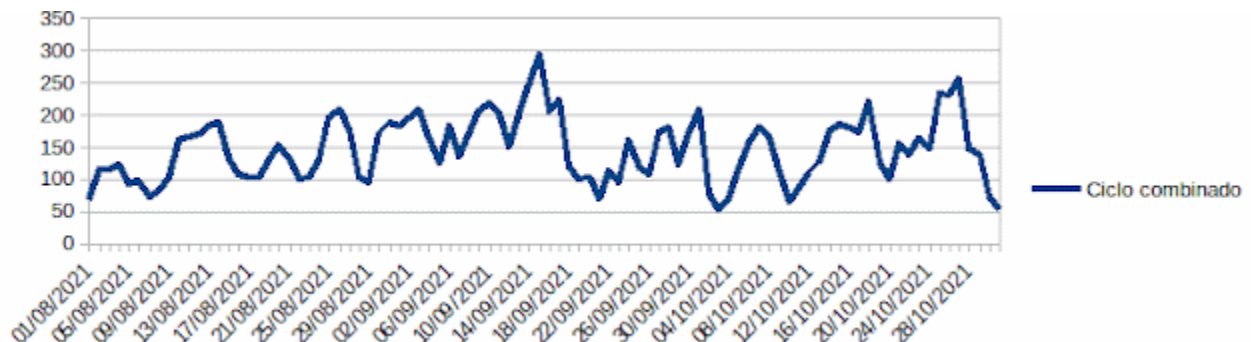
Passons à l'hydroélectricité.



Nous constatons ici de manière plus marquée ce qui a été décrit plus haut : au fil des jours, nous manquons d'eau pour l'hydroélectricité. La turbinage, cependant, est maintenue, bien qu'elle soit évidemment très faible. Ces deux détails, notamment le turbinage (qui est en fait le contraire de l'hydroélectricité : il consomme de l'électricité pour la stocker), seront également détaillés dans le bloc suivant.

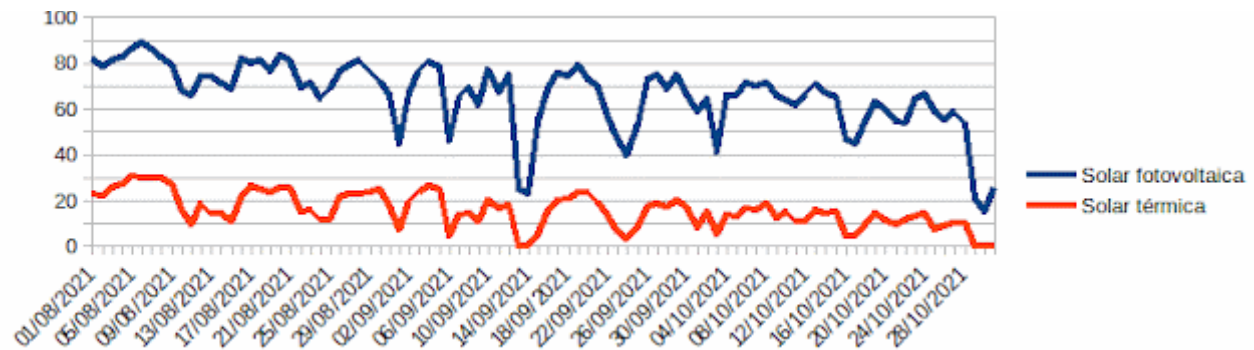
Malgré cela, il est clairement en train d'osciller, mais pas de manière excessive.

Examinons les cycles combinés :



L'oscillation est extrêmement perceptible. La variabilité est très élevée : des minima de 50 à des maxima de 300GWh.

Passons maintenant au photovoltaïque et au solaire thermique :

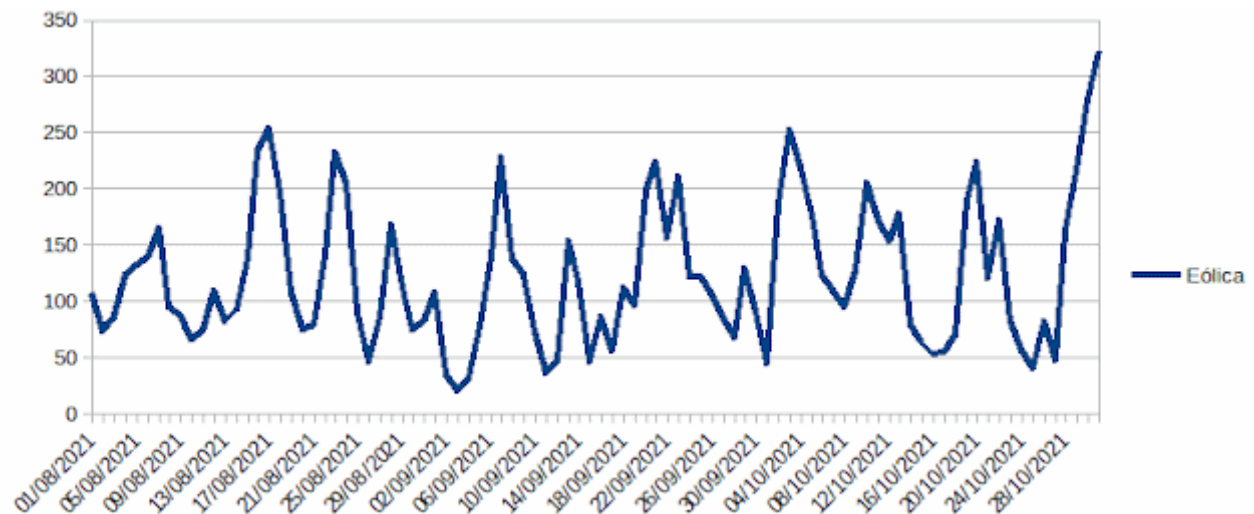


Là encore, une grande variabilité et une tendance à la baisse. Il convient de noter que le solaire thermique a atteint les zéros à plusieurs reprises.

La corrélation entre les deux est également remarquable : de toute évidence, les deux ont la même source d'énergie primaire, le soleil. Et, évidemment, ces vallées et ces zéros sont des jours totalement nuageux dans tout le pays.

La tendance à la baisse est également prévisible d'un point de vue astronomique et météorologique : nous nous trouvons dans la partie de l'année où l'insolation quotidienne diminue, à mi-chemin entre le solstice d'été et le solstice d'hiver, et également au milieu de l'équinoxe d'automne (22 septembre 2021 à 19:21h UTC).

Et le dernier de la saison, la plus grande cause de tout ce désordre : l'énergie éolienne.



Qualifier cette courbe de "prévisible" et "fiable" est clairement un affront à l'intelligence des gens. La meilleure description est "capricieuse", "instable", "extrêmement variable" et, peut-être judicieusement, "variable comme une girouette".

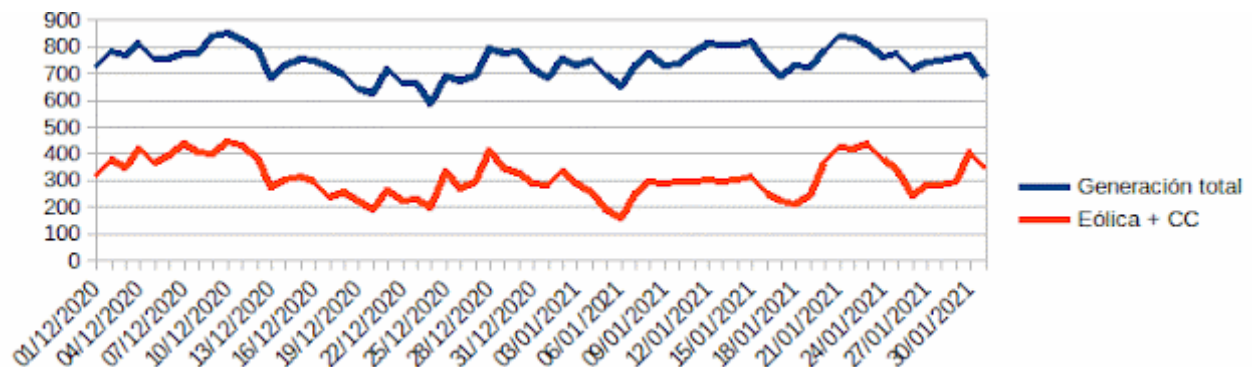
Nous parlons de variations allant de vallées de moins de 50GWh à plus de 300, avec des variations de plus de 200 en moins de deux jours. Oui, ça ressemble à des cycles combinés.

En d'autres termes : la variation de la production d'énergie éolienne, qui est beaucoup plus aléatoire, est du même ordre de grandeur que la variation de la consommation, qui est beaucoup plus prévisible et plus lente. Avec un maximum de 321,7 GWh et un minimum de 21,8 au cours de la période, elle varie davantage en termes absolus (301 GWh) que la demande ne varie au cours de la même période.

Si au lieu de faire ce calcul avec des valeurs absolues, on le fait avec des valeurs relatives, il devient clair qu'il s'agit d'une énergie à laquelle on ne peut pas se fier : sur une moyenne de 109 GWh, la variation est de -100 à +200%. Pas mal, n'est-ce pas ?

En comparaison, ce que nous consommons varie de $\pm 15\%$ (environ 100 sur 684).

En affinant la vue, à partir du graphique en couleurs fourni par le site web REE, on peut voir que la ligne supérieure de la bande jaune (cycles combinés) est beaucoup plus plate que la ligne supérieure sous-jacente de la bande verte (vent). Cela devrait attirer l'attention. Mais pour rendre les choses plus claires, le graphique suivant montre la somme de l'éolien + du CC par rapport à la production totale.



Il est frappant de constater que l'énorme variabilité de l'énergie éolienne fait place à une ligne plus plate, qui imite assez bien la ligne supérieure de la production totale, couvrant environ un tiers de la production. Toutefois, la variation absolue est pratiquement inchangée.

Cela indique clairement que l'énergie éolienne, capricieuse et volatile, est compensée très efficacement par les cycles combinés (il faudrait ajouter l'énergie hydraulique, mais dans ce cas, nous savons déjà que la contribution de l'énergie hydraulique est plus faible).

Le fait que la variation absolue de la production totale et la somme de l'éolien et du CC soit pratiquement la même signifie que non seulement l'éolien est compensé, mais aussi la consommation. Une double tâche pour les DCs.

En d'autres termes, sans centrales électriques de secours, nous n'aurions pas la "sécurité (ou stabilité) électrique" que nous connaissons. L'oscillation observée des cycles combinés est due aux caprices du vent, ni plus ni moins, et non aux cycles combinés eux-mêmes.

Ce sont les cycles combinés qui sont les principaux artisans du fait que nous avons pu intégrer autant d'énergies renouvelables, malgré les problèmes évidents qu'ils présentent.

Il est clair que l'éolien (ni seul, ni associé au photovoltaïque) ne suffit pas à couvrir la demande. Sa variabilité et son caractère capricieux, son intermittence, son absence de contrôle, sont les causes ultimes de la variabilité des prix. Heureusement, ce n'est pas le cas pour l'instant.

Les problèmes viennent des énergies renouvelables intermittentes et capricieuses de l'électricité.

Nous avons besoin de beaucoup de capacités de production dispatchables (et pas n'importe lesquelles) pour

pouvoir compenser cette forte volatilité.

D'ailleurs, c'est à peine perceptible, mais la tendance du vent total est très légèrement à la hausse.

Variabilité saisonnière

Voilà pour l'examen de la situation à l'époque des "records de prix". Mais il a déjà été noté qu'il y a un très fort problème de saisonnalité en termes de production d'énergie, surtout avec la capacité de compensation de l'hydroélectricité, ainsi que de la production éolienne et solaire.

Cette première partie se concentre donc sur l'équinoxe d'automne (septembre et octobre), qui semble être la période de l'année où la volatilité des prix est la plus forte.

Une partie de l'étude, cependant, commence déjà à partir du mois d'août, qui est chaud, mais est encore loin des deux autres jalons annuels autour des solstices d'été (21 juin) et d'hiver (21 décembre).

Quoi qu'il en soit, les problèmes ont tendance à être quelque peu dépassés : le pic de chaleur se situe généralement à la fin du mois de juillet, soit environ un mois après le solstice. De la même manière, le pic de consommation hivernal a également tendance à se produire environ un mois plus tard, à la fin du mois de janvier (autour de la Saint-Antoine, "le jour des ânes"), en raison du décalage thermique associé (inertie thermique, résultat de l'"intégration" de l'énergie reçue - ou non - du soleil, un terme important comme nous le verrons dans la deuxième partie de cette série).

C'est pourquoi il est nécessaire d'analyser les deux mois autour de ces solstices : juin-juillet et décembre-janvier. En l'occurrence, décembre 2020 et janvier 2021, une mauvaise année à prendre comme référence en raison du Coronavirus, mais qui est aussi l'année des pics, et juin et juillet 2021, juste avant l'embellie.

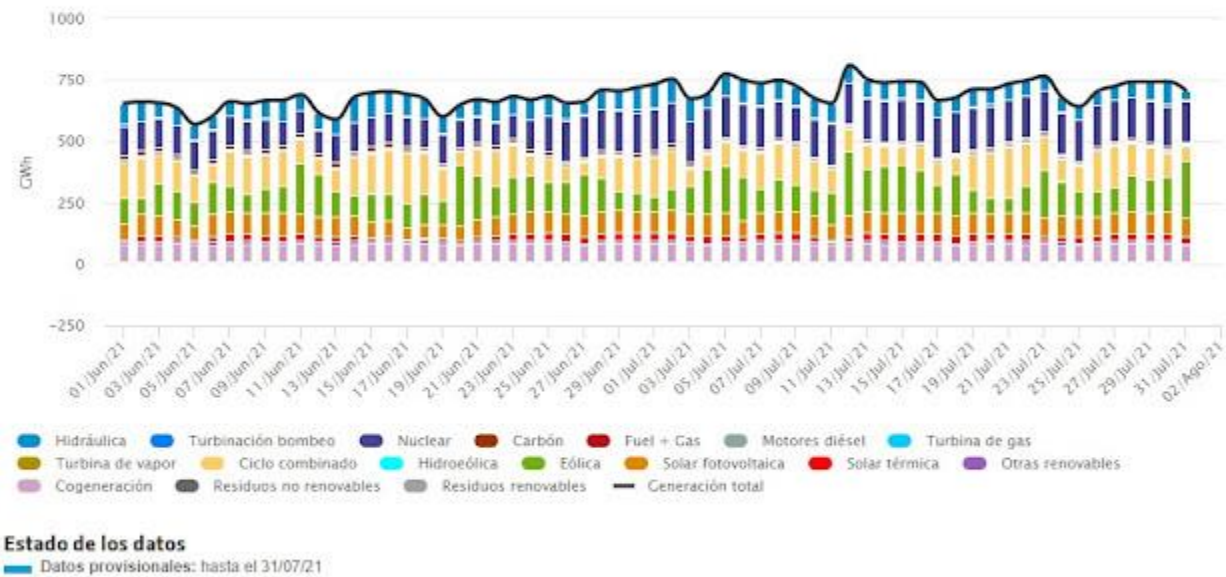
Attention car c'est précisément au printemps 2021 que la hausse des prix de l'électricité s'est imposée, avec le changement de tarifs, alors même que le gaz était encore à "prix normal" !

L'été

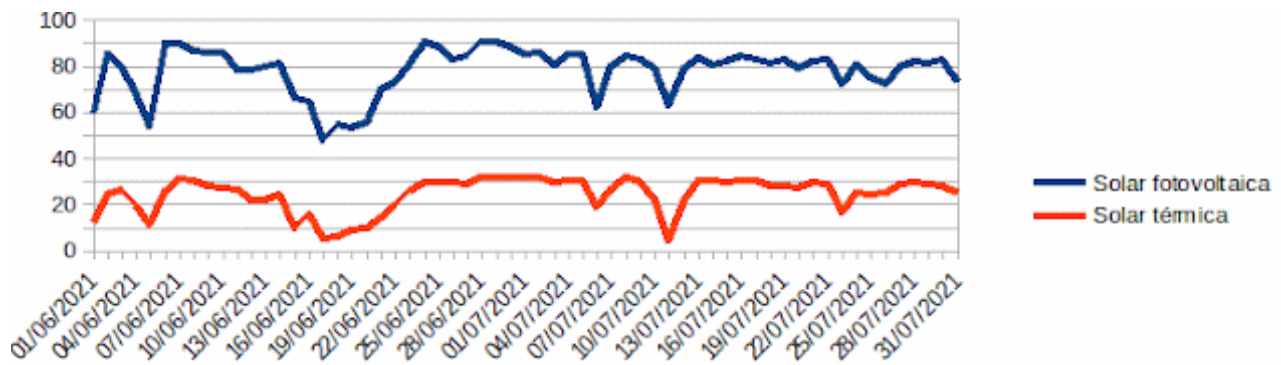
En raison de la proximité des dates où se sont produits les prix alarmants, nous commencerons l'étude de la variabilité saisonnière par la saison d'été : les deux mois précédant ceux déjà analysés, afin de voir exactement l'évolution à partir des maxima solaires.

Selon le REE :

Del 01/06/2021 al 31/07/2021



Par conséquent, étant donné que le solstice d'été est le moment où le jour est le plus long, où il y a le plus d'heures d'ensoleillement, il semble approprié de commencer par analyser les deux énergies renouvelables directement liées : le solaire photovoltaïque et le solaire thermique :



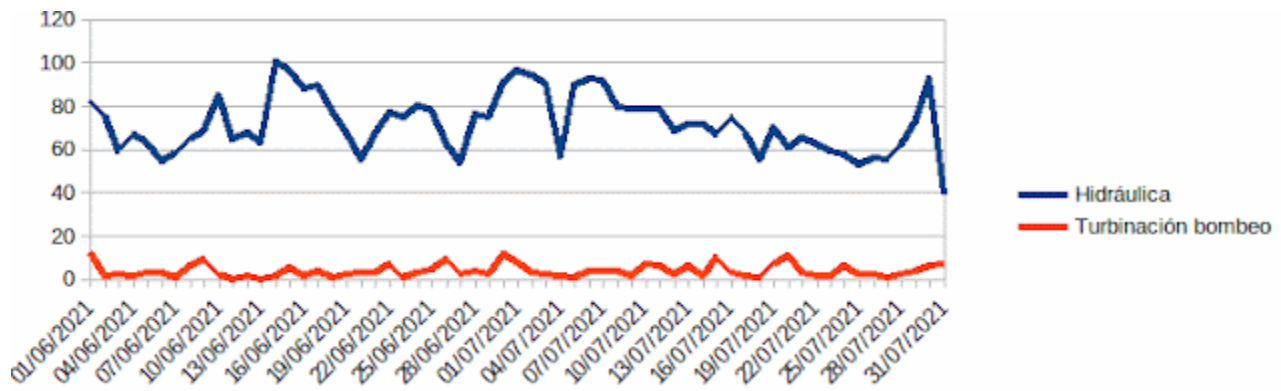
Là encore, la forme est pratiquement identique, bien que la variation relative soit plus importante pour le solaire thermique. À noter : en juin, il y a plus de jours nuageux, mais les jours qui produisent génèrent plus d'énergie PV en juin qu'en juillet. Cette variation n'est pas aussi perceptible pour le thermique.

La raison en est simple : le rendement des panneaux photovoltaïques diminue avec la température, contrairement au solaire thermique. Ainsi, en juillet, lorsqu'il fait plus chaud, la production réelle du photovoltaïque diminue en raison de la somme des deux facteurs : le jour commence à raccourcir même s'il fait plus chaud.

Malgré cela, le "blip" de la deuxième quinzaine de juin, aux alentours du solstice, montre à quel point on peut compter sur le photovoltaïque, démontrant que la "prévisibilité" donne toujours de meilleurs résultats que la réalité, et de loin.

Des pics de production de l'ordre de 90GWh à la fin juin, et 80GWh à la mi-juillet, avec des creux de l'ordre de 50GWh pour le photovoltaïque. Des sommets de 30GWh pour le solaire thermique.

Passons maintenant à l'hydroélectricité et aux turbines :

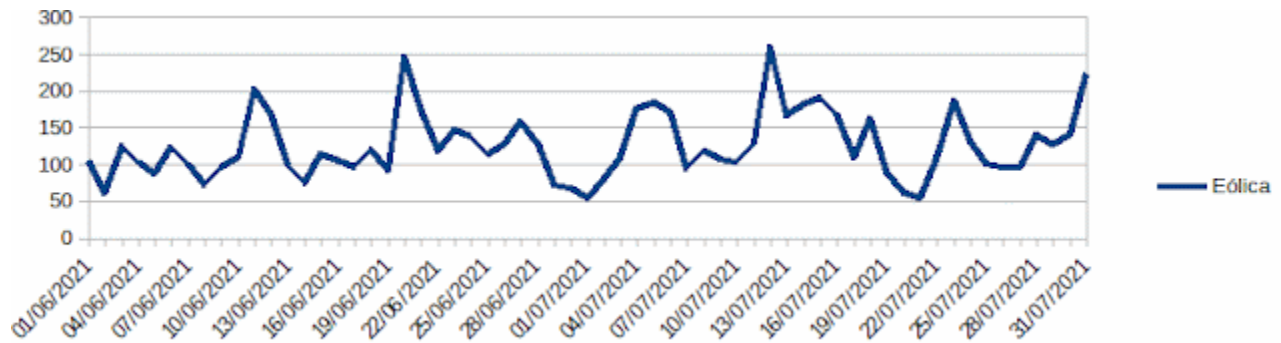


Une certaine variabilité est observée dans le secteur de l'hydroélectricité, qui, bien que plus ou moins stable en juin, a réduit sa production en juillet. Là encore, la turbulence n'est guère pertinente.

Moyenne d'environ 70 - 80 GWh en juin, avec des pointes de l'ordre de 100 GWh, des creux de l'ordre de 50 GWh. Le pic à la fin du mois de juillet est très perceptible, probablement dû à la nécessité de libérer de l'eau pour une raison météorologique qui coïncide avec une baisse de la production solaire.

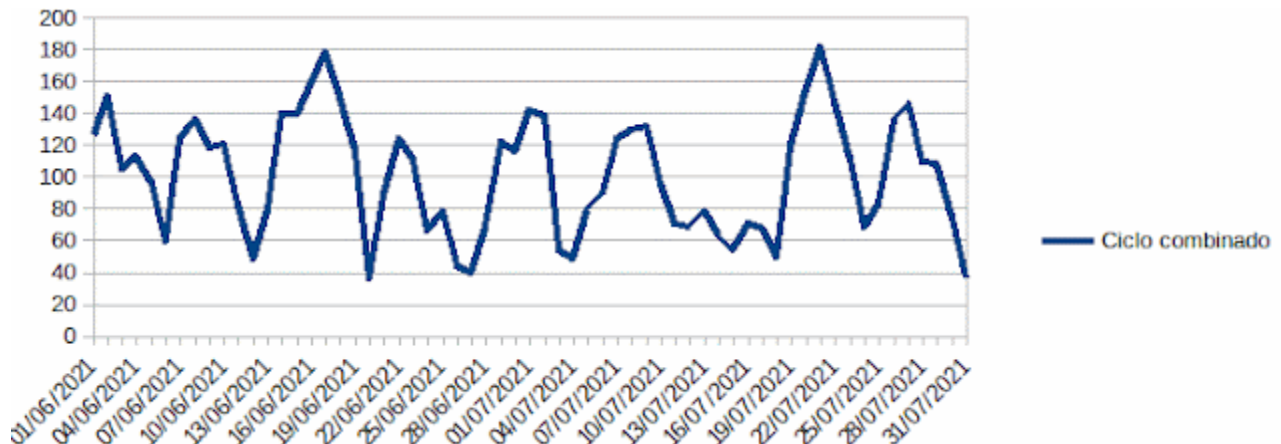
Dans l'analyse précédente, l'hydro avait des pics de 80 et une tendance claire à la baisse. Si l'on compare ce graphique, il est clair que le niveau des réservoirs a baissé.

Passons à l'énergie éolienne :



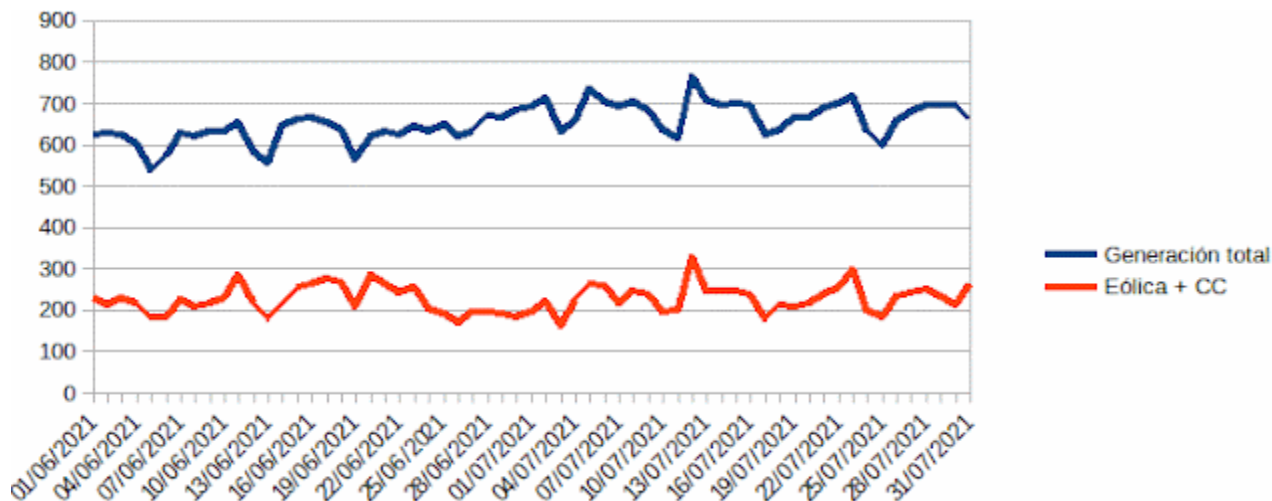
Par rapport à l'analyse précédente, cette période présente un peu moins de variabilité, mais la production moyenne est similaire (environ 125GWh), avec des pics similaires (250GWh), mais moins d'oscillations. En d'autres termes, plus constant et moins variable.

D'autre part, les centrales à cycle combiné :



Là encore, la variation est importante et s'observe aussi périodiquement (l'"intermittence hebdomadaire").

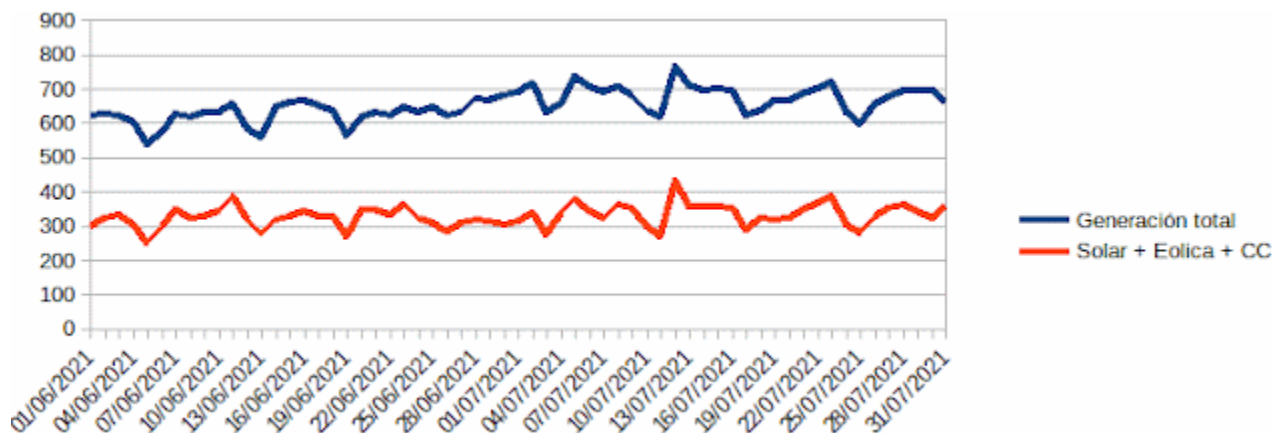
Donc, encore une fois, la somme de Wind + CC comparée à la production :



Là encore, on observe que la somme est non seulement beaucoup plus constante, du même ordre de grandeur relatif (25 - 30% de la production totale), mais que la variation absolue est pratiquement la même que celle de la production totale.

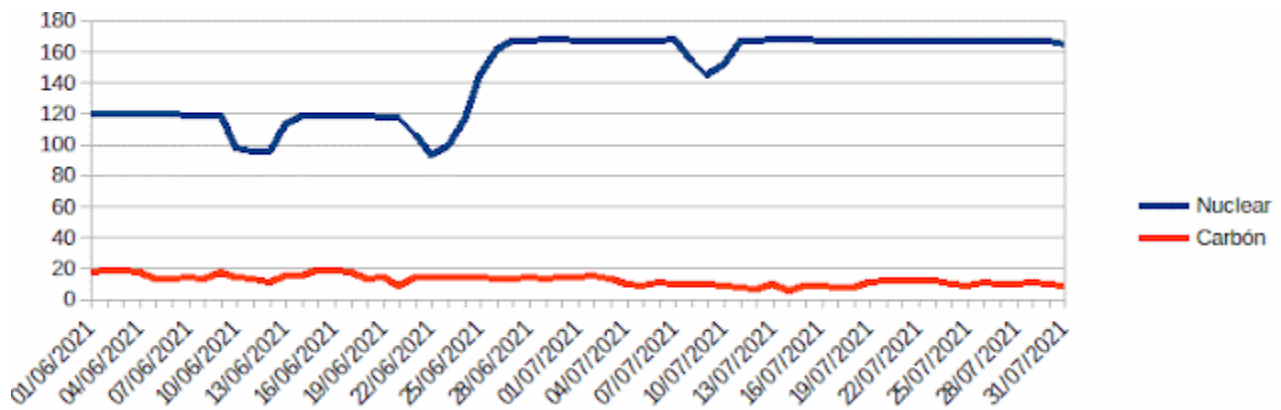
Preuve que les cycles combinés sont responsables de la maîtrise de la production.

Au cas où il y aurait des doutes, et puisque la production solaire est estimée être beaucoup plus élevée dans cet intervalle de temps, mettons la somme de l'éolien, du solaire et du CC contre la production totale :



Le pourcentage relatif s'élève à 50%, tandis que la variation absolue est presque identique entre la production totale et la production de la somme, confirmant la conclusion précédente.

Par souci d'exhaustivité, ajoutons le nucléaire et le charbon :



Nous notons les fermetures temporaires de certaines centrales nucléaires, la faible pertinence du charbon et la contribution importante du nucléaire sur une base durable d'environ 160 GWh. Le contraire de la volatilité.

Pour résumer : en été, l'apport solaire est nettement supérieur à celui de l'équinoxe d'automne, la variabilité de l'énergie éolienne est plus faible, l'énergie hydroélectrique produit encore et permet son utilisation de manière acceptable, et les PED sont toujours chargés de garder le contrôle, en assumant une grande variabilité de leur production.

Il convient toutefois de noter que la production est légèrement inférieure à celle de la période étudiée ci-dessus, pour se rapprocher du pic que l'on trouve habituellement au mois d'août, en raison des températures élevées qui se produisent à la fin du mois de juillet et au début de ce mois d'été. Il s'agit de la "demande de pointe estivale", généralement associée aux climatiseurs.

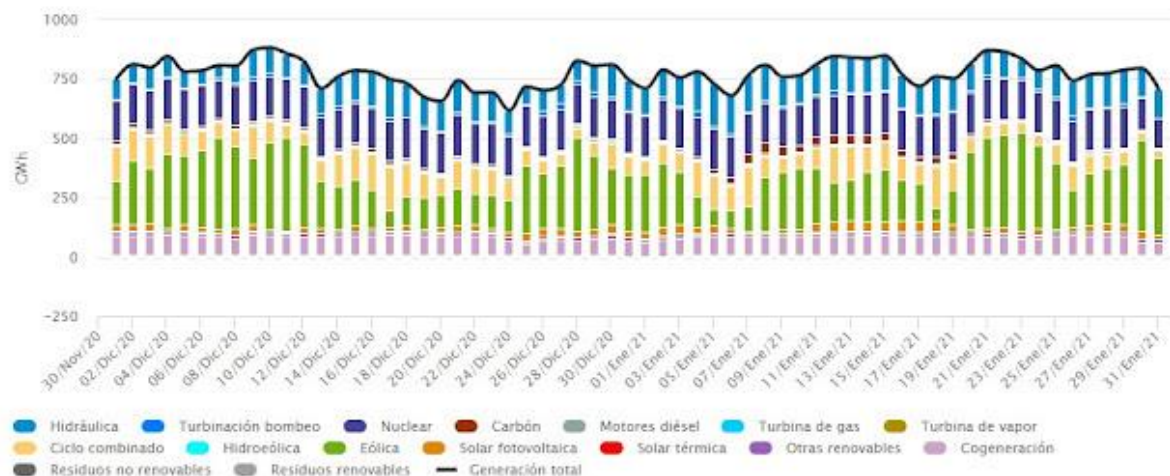
L'hiver.

Aux alentours du solstice d'hiver, le soleil est moins présent et la demande d'électricité est plus importante, précisément en raison des conséquences directes (lumière) et indirectes (froid que l'on combat en faisant fonctionner les cuisinières) de ce manque de soleil.

Selon le REE :

ESTRUCTURA DE LA GENERACIÓN POR TECNOLOGÍAS (GWh) | SISTEMA ELÉCTRICO Nacional

Del 01/12/2020 al 31/01/2021



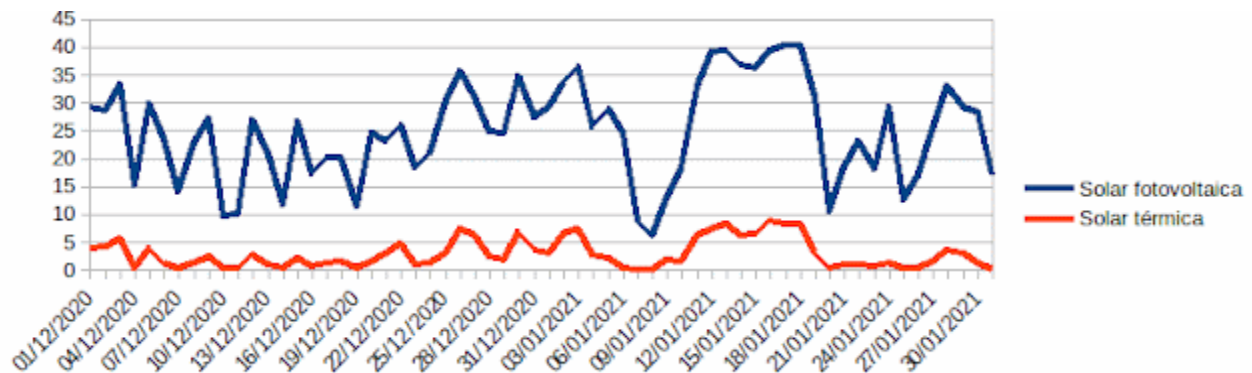
Estado de los datos

— Datos definitivos*: hasta el 31/12/20
— Datos provisionales: hasta el 31/01/21

*Nota: las fechas sin subrayado presentan datos definitivos

En raison de l'inertie thermique, la période la plus froide de l'année se situe généralement entre la mi-janvier et le début du mois de mars. Le pic de consommation électrique de l'année se situe généralement au cours du premier mois de l'année, avec un accent particulier sur sa seconde moitié.

Jetons un coup d'œil à l'hiver 2020 - 2021. Comme dans l'autre cas, nous commencerons par le solaire.

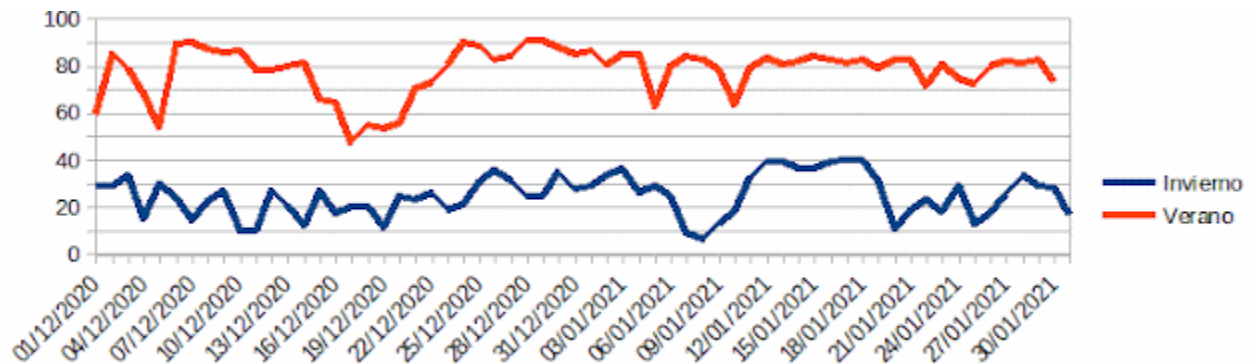


Il convient de noter la grande volatilité et la variabilité de l'énergie photovoltaïque, notamment en décembre. Le solaire thermique était pratiquement inexistant.

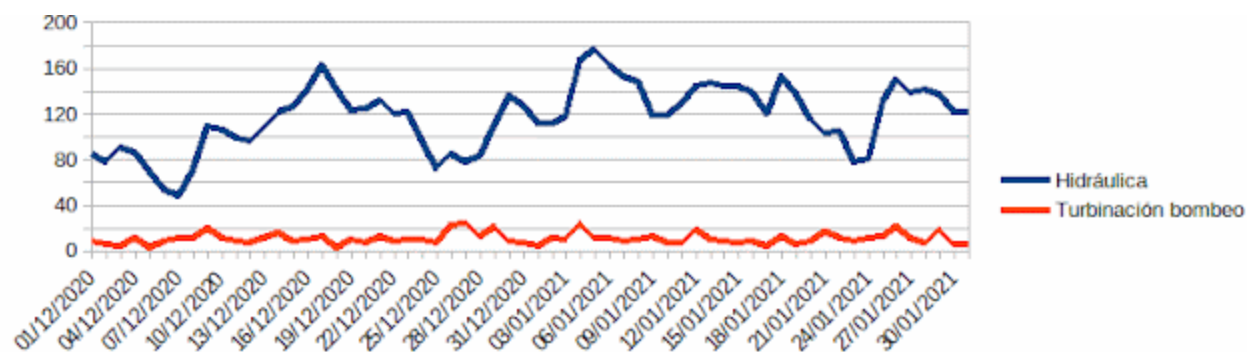
Les pics atteignent à peine 40GWh, soit moins de la moitié des pics du solstice d'été, avec des moyennes nettement inférieures dues à la variabilité, autour de 20GWh. C'est le cas pour le photovoltaïque, tandis que pour le solaire thermique, on passe de pics estivaux relativement soutenus de 30 GWh à des pics occasionnels inférieurs à 10 GWh, avec des moyennes en décembre nettement inférieures à 5 GWh, et pratiquement nulles pendant des journées entières, de manière totalement "aléatoire".

Encore une fois, il y a une grande différence (mais toujours) entre la "production solaire prévue" et la réalité.

Comme prévu, beaucoup moins d'énergie solaire en hiver qu'en été, environ ¼ partie. Pour cela, mettons un graphique comparant le PV pendant les deux mois d'été analysés par rapport aux mois analysés dans cette section :

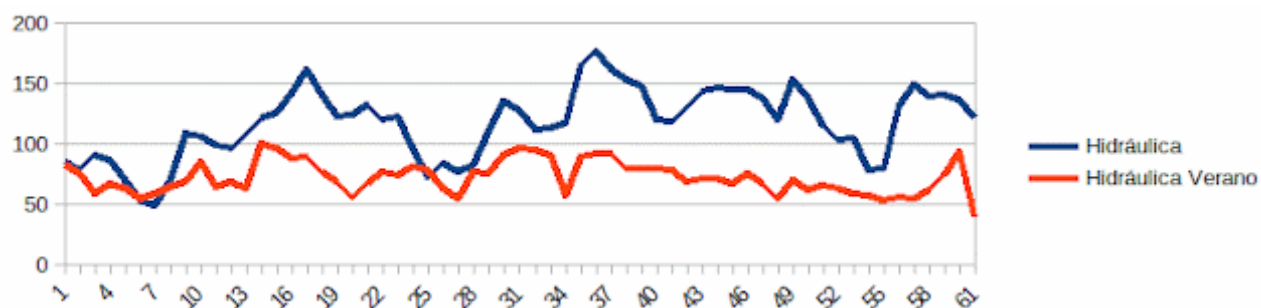


On dit que l'autre côté de la médaille, ce sont deux autres sources renouvelables : l'hydroélectricité et le vent. Commençons par le premier :

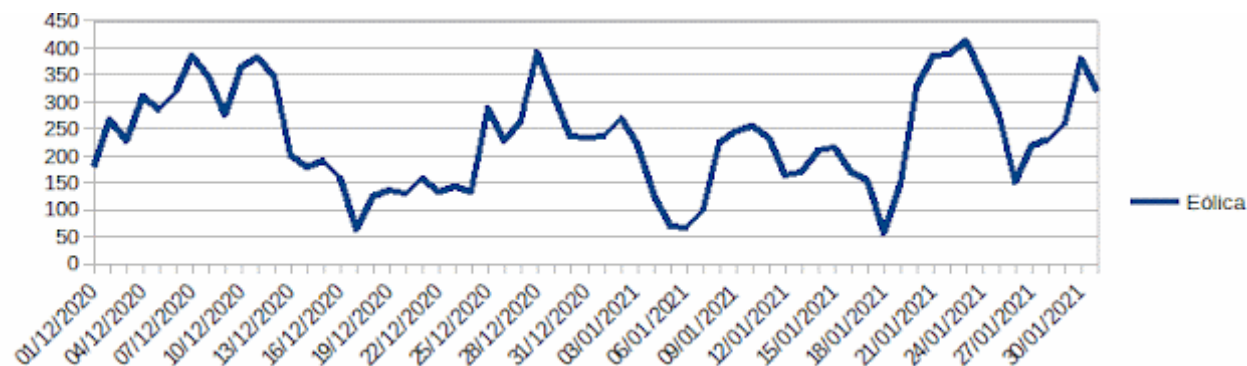


Avec des pointes de près de 180 GWh et une production moyenne supérieure à 100 GWh, il est clair que l'hydroélectricité est assez généreuse à cette période de l'année, comme prévu.

La turbination est également plus élevée, mais elle est éclipsée par la valeur élevée de l'hydroélectricité. Comparons la production d'électricité en hiver et en été :



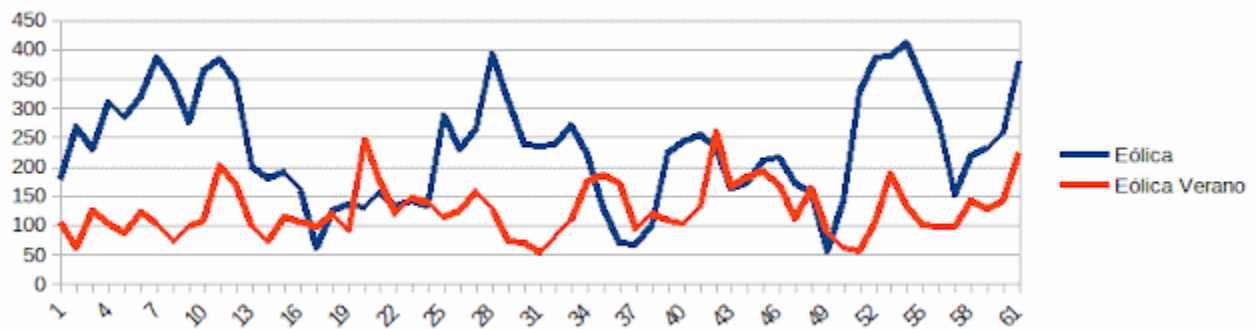
Passons maintenant à l'autre dont on dit qu'il produit davantage en hiver, le vent :



Comme d'habitude, il y a une grande variabilité, bien que dans ces cas les pics et les vallées soient clairement plus durables, mais surtout plus élevés.

Dans un premier temps, on observe quelques pics d'environ 400 GWh, contre seulement quelques pics d'environ 250 GWh. La moyenne est aussi clairement élevée. Cependant, les planchers se situent à nouveau autour de 50GWh.

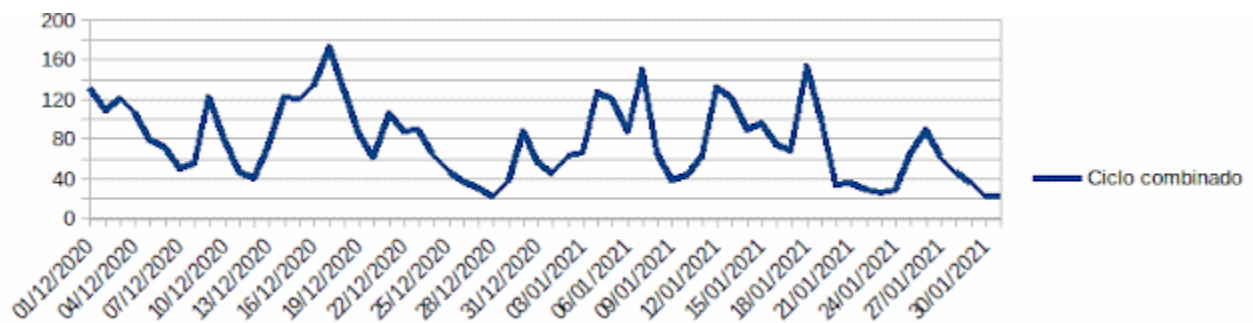
Comparons à nouveau :



Pas de doute : elle est aussi saisonnière, comme l'hydroélectricité. Cependant, il reste très variable et, malgré une moyenne plus élevée, la durée des accalmies est plus longue.

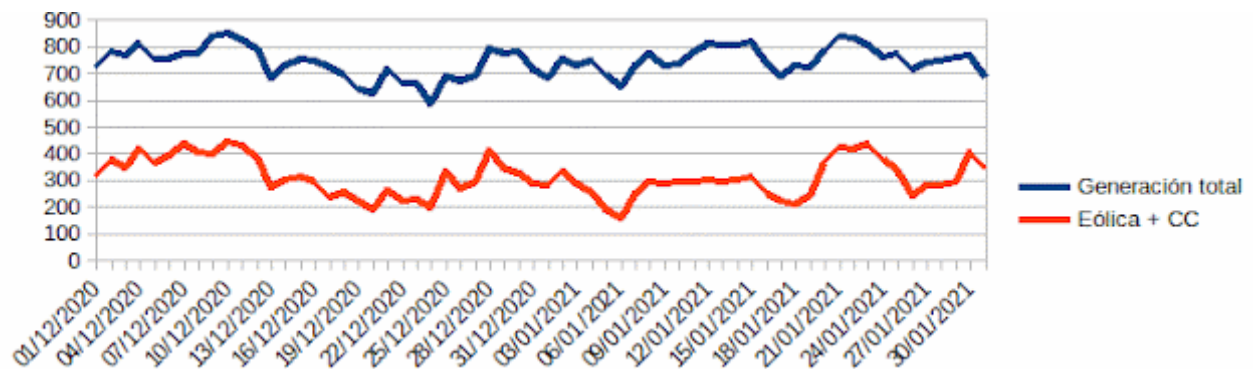
Et contrairement à l'hydroélectricité, elle n'est ni stockable ni contrôlable.

Maintenant, passons au Courant Continu :



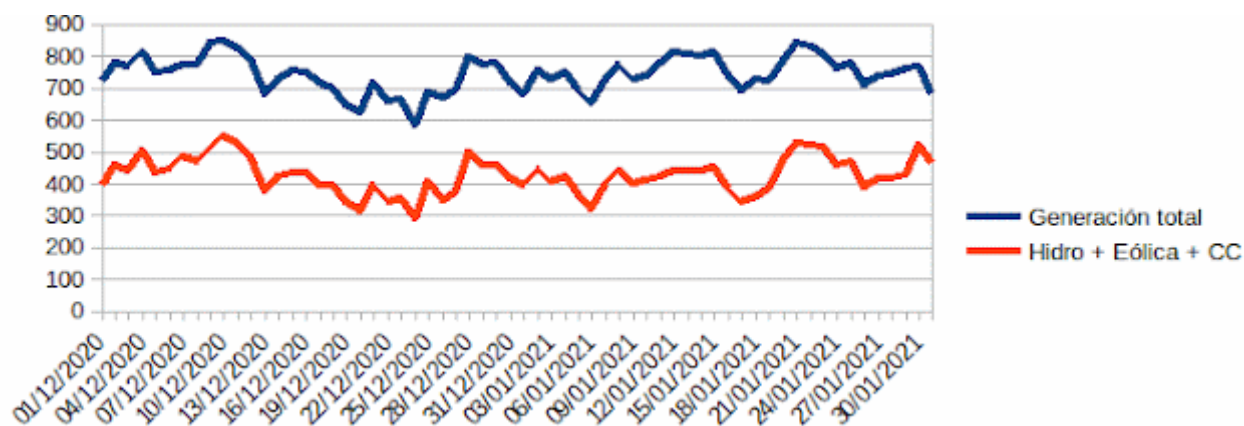
Encore une fois, une grande variabilité, comme d'habitude. Des pics plus bas cette fois, évidemment. Moyenne plus basse, et minimums plus bas (environ 20GWh, contre >40GWh en été).

Comme d'habitude, comparons Wind + DC à la production totale :



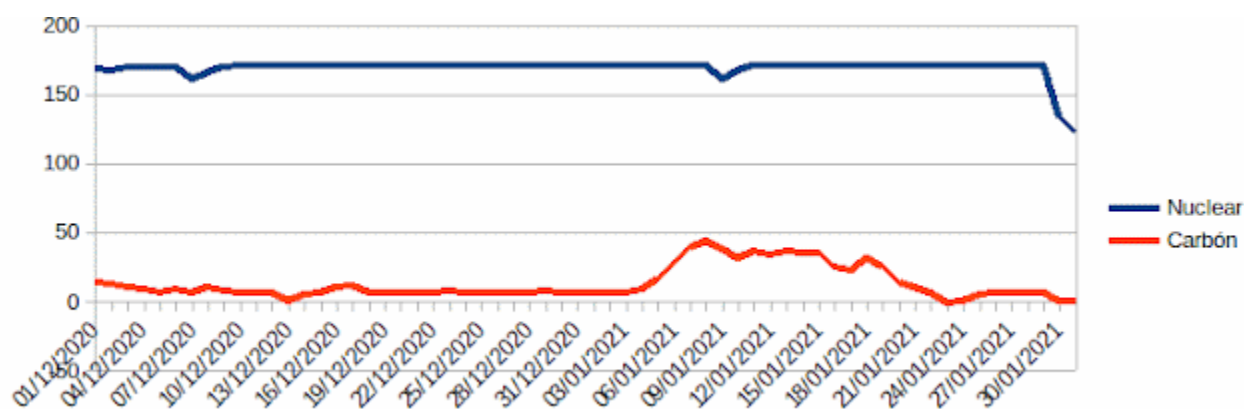
Dans ce cas, contrairement aux précédents, nous observons que la variation absolue de la somme Vent + CC est encore plus élevée que dans le cas d'été, ce qui ne suit pas aussi clairement la production totale.

En fait, c'est évident : l'hydroélectricité, nous avons vu qu'elle contribue beaucoup plus à cette période de l'année, donc la chose correcte à faire est de comparer la somme de l'éolien + du courant continu + de l'hydroélectricité par rapport à la production totale :



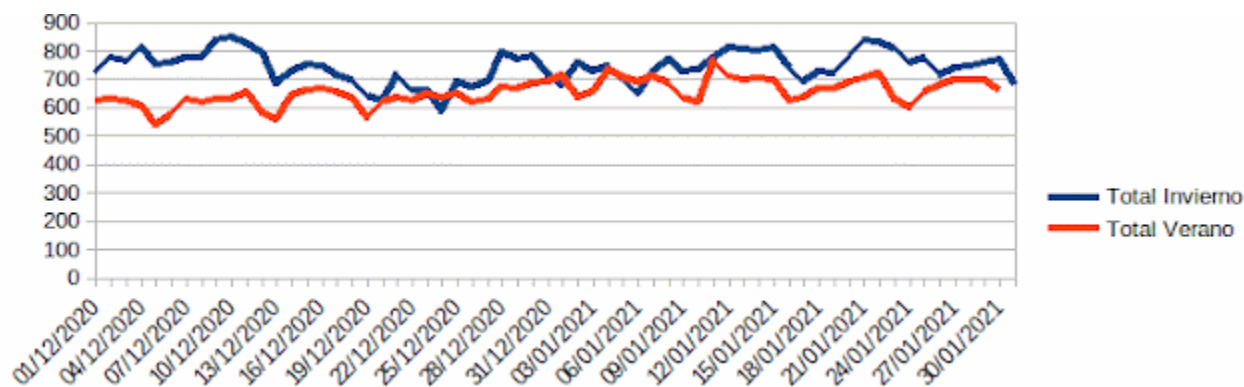
Nous voyons maintenant le mimétisme entre la production totale et la somme des trois contributions.

Pour mémoire, encore une fois, le nucléaire et le charbon :



Encore une fois, de plat à plein nucléaire avec une baisse à la fin en raison de la fermeture prévue. Rien de nouveau. Cependant, on constate une nette reprise du charbon au début du mois de janvier.

Et, cette fois, pour que ce soit clair, comparaison de la production totale entre l'hiver et l'été :



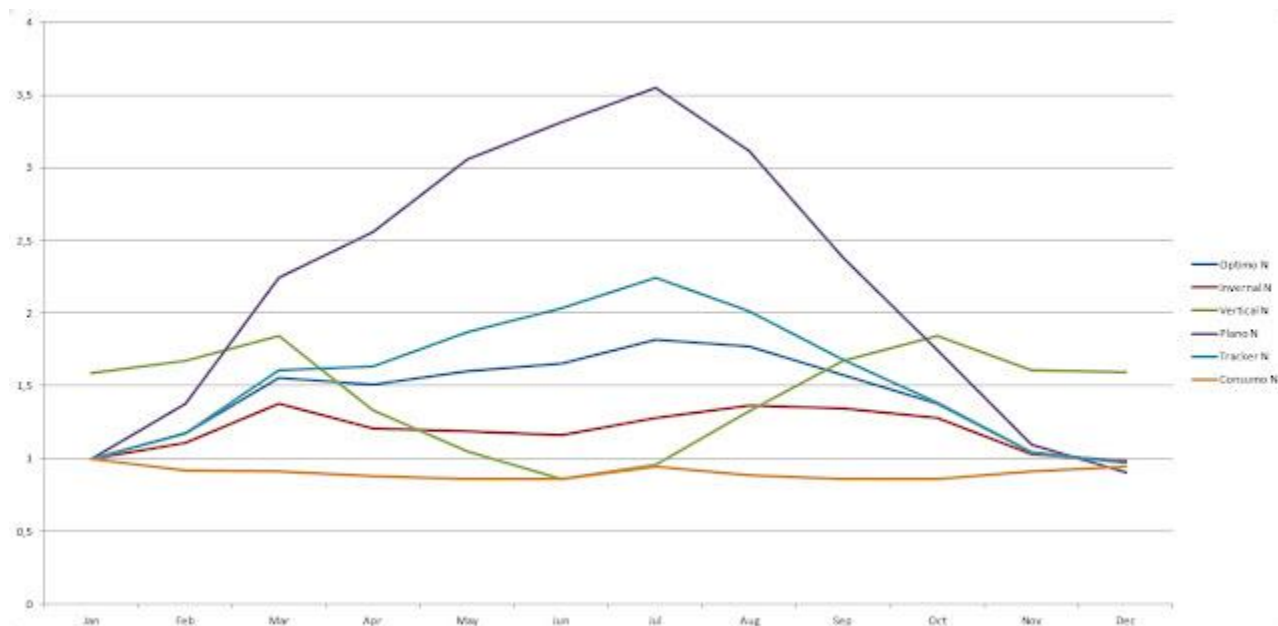
Comme on l'a dit, la consommation est plus élevée en hiver qu'en été et, dans ce cas, elle est également pratiquement stable tout au long de l'hiver, mais avec une légère remontée à la fin du mois de janvier, à peine perceptible.

Autres données.

En plus de ces données sur les ETR, il existe d'autres sources de données qui peuvent être intéressantes. Même les simulations.

Parmi ces données, il est par exemple intéressant de voir les "simulations" solaires, qui donnent l'énergie solaire qui serait reçue s'il n'y avait pas de nuages ou d'effet météorologique affectant le rayonnement solaire, si les panneaux étaient idéaux, si les températures étaient froides, si nous vivions dans des mondes de Yuppie, etc.

L'orientation étant un élément clé dans tout ce qui touche à l'énergie solaire, j'ai effectué la simulation pour différentes hauteurs de panneaux, de manière normalisée (par l'énergie produite à la date la plus défavorable), en incluant également un suiveur solaire. Voici le résultat :



Attention, le graphique peut être trompeur : il a été normalisé pour couvrir la consommation la plus faible. Cela implique que les m² de panneaux nécessaires pour couvrir cette situation ont été redimensionnés, ce qui entraîne une surproduction pour le reste des mois.

Les boîtiers entièrement plats et entièrement verticaux sont ceux qui ont le plus besoin d'être surdimensionnés, c'est pourquoi ils font l'objet de la plus grande surproduction. Ce qui est intéressant dans ces affaires, c'est le moment où.

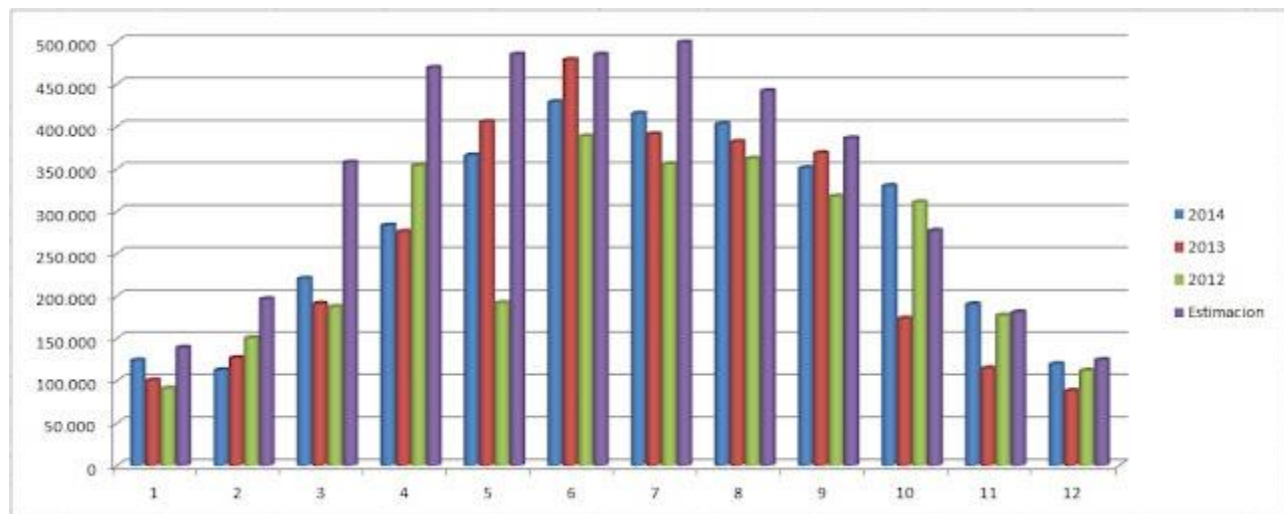
Le cas d'hiver donne le meilleur résultat avec la surproduction et le nombre de panneaux les plus faibles : très vertical, 60° au-dessus de l'horizontale.

Le cas optimal n'est pas optimal, sauf si l'on considère la vente de la surproduction. Dans ce cas, il produit le plus de KWh de tous par m² de panneau, et est pire que le cas d'hiver, car il est orienté à environ 45° au-dessus de l'horizontale, ce qui est proche de l'élévation de la péninsule.

Il est intéressant de noter que le système Tracker présente une surproduction encore plus importante, et bien qu'il ait un meilleur rendement par m² de panneau que l'Optimum, il a également un coût plus élevé.

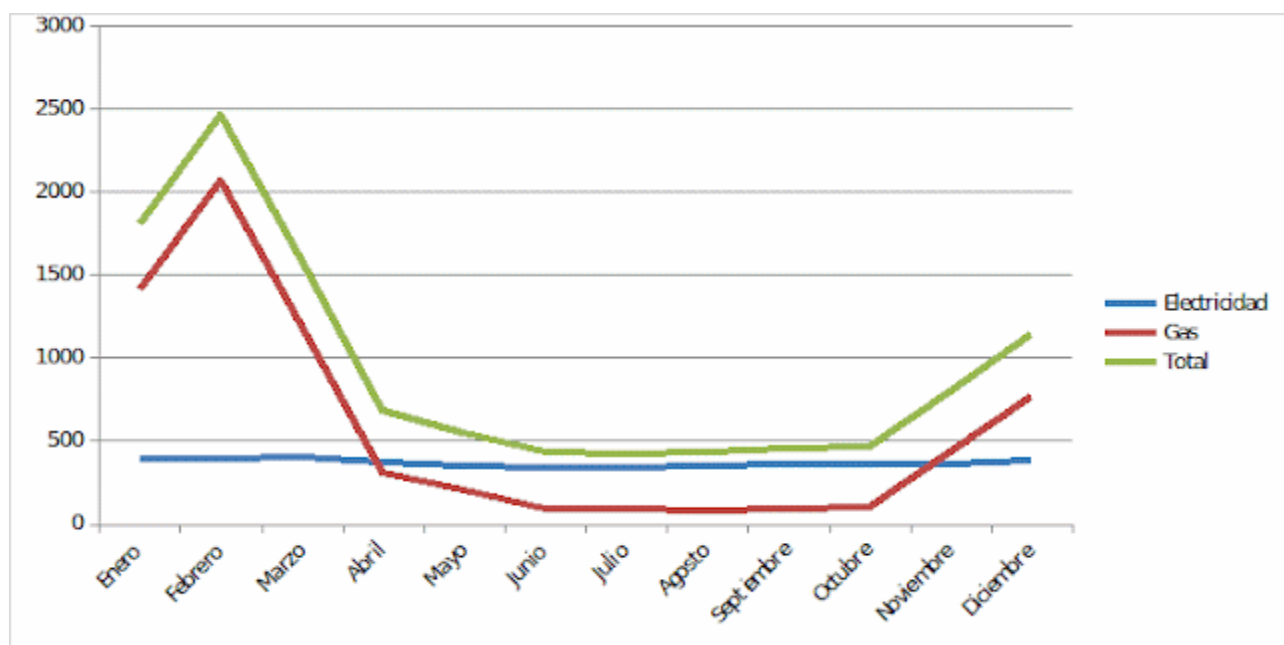
Une comparaison approximative peut être faite avec les données réelles obtenues d'une maison à Oxford, avec l'orientation sur le toit, proche de celle qui a été appelée Optimum dans ce graphique.

Ce qui est intéressant dans ces données, c'est qu'elles sont collectées sur plusieurs années et que l'on peut observer les variations d'une année sur l'autre par rapport aux valeurs "optimales" recalculées pour le même emplacement et la même orientation :



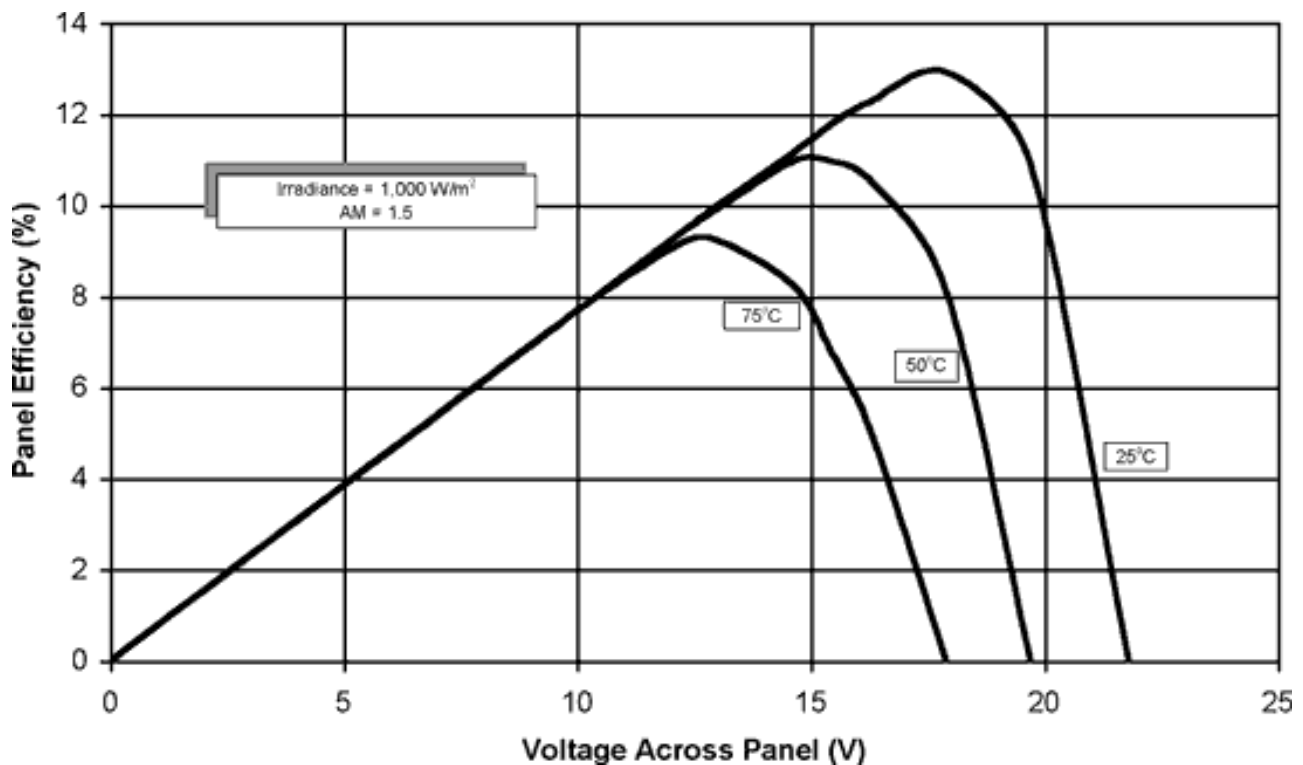
Dans ce graphique, ce que l'on peut voir est une grande variation ou dispersion des valeurs obtenues dans les années 2012, 2013 et 2014, par rapport aux valeurs estimées ou prédites, qui dans presque tous les cas sont supérieures à celles obtenues réelles, dans certains mois sont vraiment scandaleux (Mars et Avril).

Autre graphique, la consommation d'énergie de l'appartement dans lequel j'ai vécu en 2015 :

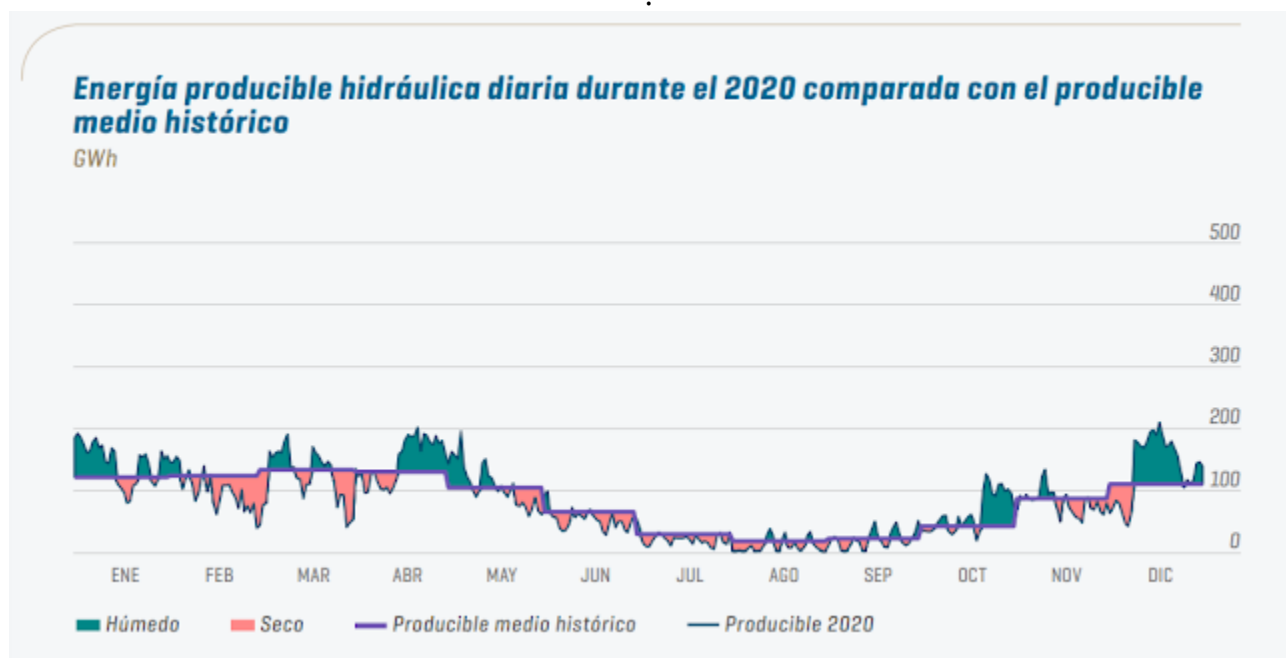


Dans tous les cas, la saisonnalité est plus qu'évidente, notant la complémentarité entre la consommation (plus élevée en hiver) et la production (plus élevée au printemps/été).

Encore quelques graphiques. La suivante, sur l'efficacité du photovoltaïque en fonction de la température, dont on a dit qu'elle réduisait la production en juillet en raison de la température plus élevée des panneaux, qui à son tour est due non seulement à la température ambiante plus élevée, mais aussi à l'insolation plus forte. Notez que c'est la température du panneau qui importe, et non la température ambiante.



Et le dernier, la production hydroélectrique de 2020 selon Red Eléctrica Española, tirée du rapport annuel 2020 :



Ce graphique montre que les mois d'août, septembre et octobre sont effectivement des mois de très faible capacité pour ce type de production, comme mentionné ci-dessus.

Cela démontre le problème de la saisonnalité générée par les énergies renouvelables, y compris l'hydroélectricité.

Conclusions

Pour aujourd'hui, une analyse suffisante a été faite. Ce n'est qu'une petite partie, qui de surcroît est très trompeuse comme on le verra dans la suite de cette analyse.

Néanmoins, les données présentées ici devraient être suffisantes pour avoir établi très clairement plusieurs points :

- * Le vent est très variable et capricieux.
- * Les trois principales contributions renouvelables sont fortement saisonnières.
- * La puissance dispatchable est nécessaire pour pouvoir contrôler et maintenir le réseau dans les paramètres de fonctionnement.
- * L'augmentation de la production non contrôlable (solaire et éolienne) entraîne une forte augmentation de la variabilité de la puissance contrôlable, et
- * La variabilité et l'intermittence des énergies renouvelables non contrôlables entraînent une forte variabilité du bouquet énergétique (ce qui implique une forte volatilité des prix).
- * En été et en hiver, les besoins en puissance dispatchable ne sont pas aussi élevés qu'en automne, principalement en raison du manque d'énergie hydraulique.
- * L'hydroélectricité, si elle peut être utilisée, aide à maintenir le contrôle car elle est répartissable.
- * Le charbon a peu changé.
- * Le nucléaire est en "vitesse fixe", inchangé, bien qu'il apporte une contribution importante.

Beaucoup de choses restent à voir. Tout d'abord, il faut beaucoup de détails qui n'ont pas été clarifiés dans cet article, ainsi qu'une certaine "largeur de vue" pour voir le tableau au niveau européen.

Ces précisions seront apportées dans la partie suivante de cette analyse de la production, en entrant dans le détail des problèmes liés aux énergies renouvelables qui n'ont pas encore été relevés ici.

Une fois que nous aurons analysé la production, ce dont nous disposons et les problèmes auxquels le réseau électrique est actuellement confronté, nous passerons à la partie suivante de cette série où nous analyserons la stabilité et les solutions pour la maintenir qui sont appliquées dans le réseau électrique.

Il convient de noter que le premier bloc de cette série se compose de deux entrées différentes, et c'est la fin de la première.

Meilleures salutations,

Beamspot.

▲ [RETOUR](#) ▲

#234. La Grande-Bretagne au bord du gouffre

Tim Morgan Publié le 2 juillet 2022

Surplus Energy Economics
The home of the SEEDS economic model – Tim Morgan





LE PRIX DE L'EXTRÉMISME

Que les dirigeants du pays le sachent ou non, le Royaume-Uni court désormais **un risque sérieux d'effondrement économique.**

Nous devons espérer que cela ne se produise pas. Si c'est le cas, cela prendra la forme d'une forte baisse de la valeur de la livre sterling qui, dans ces circonstances, est l'indicateur à surveiller.

Un effondrement de la monnaie entraînerait de fortes augmentations, non seulement des prix des importations essentielles comme l'énergie et les denrées alimentaires, mais aussi du coût du service de la dette. Pour défendre sa monnaie, la Grande-Bretagne pourrait être contrainte d'augmenter ses taux, ce qui ferait baisser son marché immobilier dangereusement surgonflé.

Ce risque n'est pas nouveau. Il résulte plutôt d'une longue période de folie, et ne peut être entièrement imputé à l'administration actuelle, aussi inepte que soit le gouvernement Johnson. Ce dont nous sommes témoins aujourd'hui semble être un gouvernement au bord de la panique. L'opposition officielle ne propose pas de programme alternatif viable, et ne serait peut-être pas éligible si elle le faisait.

Nous devons être clairs sur le fait que la cause profonde des problèmes de la Grande-Bretagne est l'adhésion à long terme à une idéologie de plus en plus extrême, parfois qualifiée de "libérale".

C'est une chose de reconnaître les mérites de l'économie de marché, mais c'en est une autre de la transformer en un fanatisme qui juge tout sur sa capacité à générer un profit privé à court terme.

L'extrémisme divise, et crée des gagnants et des perdants dans une mesure que la modération n'a pas. S'il existe encore des solutions aux problèmes croissants de la Grande-Bretagne - et c'est un très grand "si" - il y a deux raisons pour lesquelles ces solutions pourraient ne pas être adoptées.

La première est que ces solutions susciteraient la colère d'un groupe très vocal de gagnants dans le système actuel.

La seconde est que les responsables devraient admettre publiquement les échecs de l'extrémisme.

Le problème pratique

L'économie britannique présente deux grands problèmes structurels, qui s'énoncent simplement.

Premièrement, l'économie fonctionne sur la base d'une expansion continue du crédit.

Même avant le début de la pandémie en 2020, la Grande-Bretagne a passé vingt ans à ajouter 4 £ de nouvelles dettes pour chaque £ de "croissance" déclarée du PIB. Les mathématiques sont encore pires si l'on ajoute à l'équation des engagements financiers plus larges et des engagements de retraite non financés. En ce qui concerne la Grande-Bretagne, ces engagements plus larges sont énormes.

Même ce rapport de 4:1 sous-estime la triste réalité, car l'injection de liquidités crée une activité transactionnelle - mesurée en tant que PIB - plutôt que d'ajouter de la valeur. Les calculs de SEEDS indiquent que, dans la "croissance" enregistrée de 715 milliards de livres (en valeur constante de 2021) entre 1999 et 2019, seuls 30 % (215 milliards de livres) étaient une expansion organique, les 70 % restants (500 milliards de livres) étant l'effet cosmétique de l'emprunt à une moyenne annuelle de 7,2 % du PIB sur cette période.

Ce processus est sous-tendu par la surinflation de la valeur des actifs, et principalement de l'immobilier. Les valeurs élevées et croissantes de l'immobilier fournissent à la fois la garantie et la confiance pour une expansion perpétuelle du crédit.

C'est pourquoi les gouvernements successifs ont cherché à promouvoir l'escalade des prix de l'immobilier, plutôt que d'essayer de l'endiguer.

Chaque initiative présentée comme une "aide" aux jeunes acheteurs a, en réalité, été un moyen de soutenir ou de gonfler davantage le marché immobilier. Au premier signe d'un fléchissement des prix de l'immobilier, les taxes sur les transactions (droits de timbre) sont suspendues. Un effondrement des prix de l'immobilier est l'un des cauchemars qui hante le sommeil des décideurs britanniques.

On pourrait même affirmer, non sans raison, que ce qui passe pour une "économie" est devenu, en réalité, un simple accessoire d'un secteur immobilier hypertrophié.

La deuxième **faiblesse structurelle est le déficit permanent et croissant de la balance courante**. Le Royaume-Uni consomme plus qu'il ne produit. Le système incite les gens à gagner de l'argent - de préférence par l'escalade du prix des actifs - plutôt qu'à produire des biens et des services.

Un concept qui a déjà été décrit ici est la distinction entre la production mondialement commercialisable (OMG) et les services consommés en interne (SCI). En Grande-Bretagne, l'OMG est devenu dangereusement faible, de sorte qu'une dépendance excessive est accordée aux SCI.

Jusqu'à présent, le déficit structurel de la balance courante a été comblé par la vente d'actifs à des investisseurs étrangers, un processus qui a vu de grandes entreprises, des services publics et même des équipes de football passer sous contrôle étranger.

Cette tendance s'est particulièrement accentuée depuis que **la Grande-Bretagne a cessé d'être un exportateur net de pétrole et de gaz**.

Les déficits des comptes courants, autrefois intégrés dans le système et financés par les ventes d'actifs, sont devenus un problème qui s'aggrave de manière autonome, car chaque actif vendu à un acheteur étranger entraîne une nouvelle sortie de rendement du capital pour les nouveaux propriétaires.

Un risque auto-crée

Les dangers implicites de cette structure sont clairs.

Premièrement, une économie fortement endettée et dépendante du crédit est extrêmement vulnérable aux hausses des taux d'intérêt. Cette vulnérabilité est devenue aiguë maintenant que le cycle mondial des taux s'est retourné vers le haut.

En plus d'augmenter le coût du service de la dette, les hausses de taux menacent de faire s'effondrer les marchés d'actifs, supprimant ainsi les garanties et la confiance nécessaires à l'expansion continue du crédit sur laquelle repose l'économie britannique.

Deuxièmement, les investisseurs étrangers pourraient commencer à s'interroger sur la capacité de la Grande-Bretagne à faire face à un déficit structurel de la balance courante qui ne cesse de s'aggraver, estimant qu'il y a des limites à la durée pendant laquelle une économie peut survivre en "vendant l'argenterie familiale" ou en comptant sur "la gentillesse des étrangers".

En outre, bien sûr, les marchés des changes pourraient craindre une descente vers le chaos. L'approche des autorités britanniques en matière d'inflation ressemble - pour le dire charitablement - à un produit de la panique aveugle.

Les problèmes ne peuvent être réglés en nommant un "tsar" et en lançant une campagne de publicité et de slogans. Il ne sert pas à grand-chose d'exhorter les entreprises à maintenir ou même à réduire leurs prix lorsque leurs propres coûts s'envolent. Il est peu probable que les travailleurs prêtent attention lorsque des fonctionnaires grassement rémunérés prônent les vertus de la modération salariale.

Selon la rumeur, le gouvernement prévoit de limiter les augmentations de salaire dans le secteur public à 3 %, voire 2 %, tout en augmentant les pensions de l'État de 10 %. Si cela s'avère être le plan, on peut s'attendre à ce que le chaos s'ensuive.

La Grande-Bretagne pourrait, bien sûr, adopter ce que l'on pourrait appeler un programme "5-5", fixant à 5 % la norme en matière de salaires et de pensions pour l'année en cours, avec l'espoir qu'une nouvelle augmentation de 5 % suivra l'année suivante.

Le financement de ce programme nécessiterait toutefois des réformes fiscales majeures qui, tout en profitant aux jeunes, provoqueraient la colère des bénéficiaires (généralement plus âgés) du système actuel.

Le danger clair et actuel est que les marchés décident que les attrait douteux de la livre sterling sont largement compensés par les risques. Une "crise de la livre sterling" obligerait la Banque d'Angleterre à relever ses taux, ce qui provoquerait l'effondrement du marché immobilier dont l'économie est, de plus en plus, un complément.

Un effondrement de la valeur de la livre sterling déclencherait une inflation galopante en augmentant le coût des importations essentielles, notamment l'énergie et les denrées alimentaires. Les dettes libellées en devises étrangères s'envoleraient, à tel point que la Grande-Bretagne ne pourrait plus se permettre d'assurer le service de ces dettes, et encore moins de les rembourser.

Le piège de l'idéologie

Certains, voire beaucoup, de ces problèmes et vulnérabilités sont reproduits ailleurs.

Mais ce qui distingue la Grande-Bretagne, c'est son adhésion de longue date à une idéologie "libérale" de plus en plus extrême.

Nous l'avons constaté au fil des décennies, avec une succession d'initiatives destinées à transformer les fonds des contribuables en profits privés.

Même ceux d'entre nous qui préfèrent le marché à l'économie d'État réalisent sûrement qu'il y a un équilibre à trouver entre les incitations privées et le rôle du secteur public, et que toute forme d'extrémisme économique tend à être à la fois nuisible et source de division.

Poussée à l'extrême, cette version du "libéralisme" devient le même système qui envoyait les petits enfants dans les cheminées victoriennes. Cela ne serait probablement pas payant dans les années 2020, mais ses équivalents modernes - l'économie des "gigs", les "contrats zéro heure" et la remise en cause incessante de la sécurité de l'emploi - ont tous été chaleureusement accueillis à Westminster et Whitehall.

L'extrême libéralisme a rendu l'économie britannique, et la société britannique elle-même, de plus en plus dysfonctionnelle. Le système est biaisé en faveur des personnes généralement plus âgées qui possèdent déjà des actifs, et chargé contre les personnes généralement plus jeunes qui aspirent à les accumuler. Il favorise la spéculation plutôt que la création de valeur.

Le plus grand problème de tous est peut-être la mesure dans laquelle le public a avalé la propagande de l'extrémisme libéral, un extrémisme qui affirme que tout ce qui est motivé par le profit privé doit être supérieur à tout ce qui est géré sur la base de l'intérêt général.

Les problèmes des années 1970 sont décrits, non pas, comme ils l'étaient en réalité, comme les conséquences de deux crises pétrolières mondiales, mais comme les échecs des gouvernements de gauche et le comportement malveillant des syndicats.

C'est le même genre de myopie qui se souvient de la défaite de l'Armada espagnole en 1588, mais oublie la défaite de l'Armada anglaise l'année suivante.

Cela devient plus pertinent lorsqu'on se rappelle que la débâcle de 1589 résultait des efforts déployés pour transformer une expédition militaire en une entreprise rentable. Le fait de lancer une campagne navale sous la forme d'une société par actions cotée en bourse a dû sembler aussi bizarre à l'époque qu'aujourd'hui.

Si vous vous intéressez à l'histoire militaire, vous savez que les meilleurs du trio de bombardiers lourds britanniques en temps de guerre étaient l'Avro Lancaster et le Handley Page Halifax.

Le danger aujourd'hui est que le nom du troisième - le Short Stirling - puisse sembler une idée de plus en plus bonne aux investisseurs internationaux.

▲ [RETOUR](#) ▲

.Une situation difficile en trois parties

Tim Watkins 30 juin 2022

THE CONSCIOUSNESS OF SHEEP
The storm is breaking... Are you prepared?



Il y a toujours eu quelque chose de Marie-Antoinette dans la décision du gouvernement britannique de nommer

un millionnaire de la technologie comme son "Tsar du coût de la vie", mais les critiques ont rebaptisé SW1 "Versailles sur la Tamise" pour de bonnes raisons. Quoi qu'il en soit, à peine M. Buttress a-t-il pris ses marques dans son nouveau bureau qu'il suscite la controverse. La réponse à la crise du coût de la vie - qu'apparemment aucun économiste ou responsable politique du royaume n'avait décelée - est que les entreprises doivent baisser leurs prix... *si seulement quelqu'un y avait pensé plus tôt !*

Les représentants des entreprises britanniques n'ont pas tardé à riposter, comme le rapporte Michael Race de la BBC :

"La Fédération des petites entreprises a déclaré que demander aux entreprises en difficulté de 'supporter des coûts supplémentaires n'est pas réaliste'..."

Martin McTague, président national de la FSB, a déclaré que la plupart des petites entreprises avaient 'largement dépassé le point où elles pouvaient absorber des coûts supplémentaires sans les répercuter, ce qui est souvent un dernier recours... Demander à ce groupe d'absorber des coûts supplémentaires n'est tout simplement pas réaliste, en particulier lorsque tant d'entre elles s'inquiètent de leur survie et ont déjà réduit toutes les dépenses, même celles qui sont nécessaires, à l'essentiel'."

Selon les chefs d'entreprise, c'est au gouvernement plutôt qu'aux entreprises d'agir pour freiner la hausse des prix :

"M. McTague a fait valoir que le gouvernement pouvait faire beaucoup plus pour aider, par exemple en réduisant les taux de TVA pour sortir davantage de petites entreprises de l'impôt sur les sociétés, plutôt que de lancer une campagne de marketing utilisant les ressources des contribuables pour afficher la marque du gouvernement dans les vitrines des magasins... Pendant ce temps, Kate Nicholls, directrice générale de l'organisme industriel UK Hospitality, a déclaré que les bars, les hôtels et les restaurants étaient déjà très compétitifs en termes de prix et qu'ils devaient également faire face à des coûts d'intrants colossaux qui rendent les réductions de prix extrêmement difficiles."

"Les coûts de l'énergie ont augmenté de 74%, ceux des marchandises de 55% et ceux de la main-d'œuvre de 54%, par exemple", a-t-elle déclaré. Si les efforts du gouvernement pour aider les consommateurs sont toujours les bienvenus, la réalité est qu'à peine une entreprise hôtelière sur trois est désormais rentable."

Les plus grandes critiques sont réservées au gouvernement lui-même :

"Le patron de Wetherspoons, Tim Martin, a déclaré que la proposition de la campagne était un 'exemple classique de rafistolage, instigué par des ministres qui ne comprennent vraiment pas l'argent'. 'La principale critique économique de ce gouvernement est qu'il n'a pas de plan d'ensemble, mais se contente de réagir aux événements, comme un médecin qui ne traite que les symptômes, pas la cause', a-t-il ajouté."

Pour sa part, le gouvernement britannique tente de maintenir les augmentations salariales en deçà de l'inflation afin d'éviter une spirale prix-salaires digne des années 1970 - le Premier ministre affirmant qu'il est inutile d'accorder aux travailleurs du secteur public une augmentation salariale supérieure à l'inflation. Les commentaires de Johnson font écho à ceux du gouverneur de la Banque d'Angleterre, Andrew Bailey, dont le salaire est de 500 000 £ par an, au début de l'année, lorsqu'il a été critiqué pour avoir exhorté la main-d'œuvre britannique à renoncer aux augmentations de salaire, suite à l'insistance de Frances O'Grady, leader du TUC, sur le fait que "la Grande-Bretagne a besoin d'une augmentation de salaire".

Pendant ce temps, la Grande-Bretagne connaît une vague de grèves, les cheminots, les postiers, les professeurs d'université et les avocats de l'aide juridique organisant des débrayages pour protester contre la baisse des salaires

et des conditions de travail. Comme le rapportait Jonathan Moules du Financial Times la semaine dernière :

"Plus inquiétant pour le gouvernement, les demandes d'augmentations salariales significatives se répandent dans d'autres professions clés. Les principaux syndicats d'enseignants britanniques menacent de se mettre en grève à l'automne si le gouvernement n'est pas en mesure d'accorder à leurs membres une augmentation de salaire de 12 %, ce qui représente une véritable explosion de l'inflation.

"La tentative de Rolls-Royce d'apaiser les inquiétudes de son personnel face à l'augmentation du coût de la vie en proposant une augmentation de salaire de 4 % et une somme forfaitaire de 2 000 £ a rebondi sur le groupe d'ingénierie lorsqu'elle a été rejetée par le syndicat Unite, qui représente des milliers d'employés de l'entreprise."

Ce qui nous ramène à la boucle des tentatives de David Buttress d'encourager les entreprises à trouver des moyens d'absorber la hausse de leurs coûts de production afin de réduire les prix pour le consommateur final. Et cela nous indique que nous sommes coincés dans une situation difficile - quelque chose qui ne peut être résolu - plutôt que dans un problème - pour lequel des solutions pourraient exister.

Après des décennies de néolibéralisme, la plupart des entreprises ont déjà éliminé les inefficacités et fonctionnent désormais de manière hyper-efficace. En effet, de nombreuses entreprises - en particulier les petites - arrivent à la fin des liquidités qu'elles avaient en banque. Et avec la hausse des taux d'intérêt dans une vaine tentative de rendre le pétrole et le gaz importés moins chers, les banques sont plus réticentes à prêter aux entreprises qui avaient déjà du mal à assurer le service de leur dette. La hausse des taux d'intérêt a également l'effet pervers d'aspirer le capital d'investissement des secteurs productifs de l'économie vers des actifs financiers improductifs. Ainsi, les entreprises qui pourraient autrement réduire leurs coûts par l'automatisation - en utilisant des machines bon marché pour remplacer des travailleurs coûteux - ont beaucoup moins de chances d'attirer des fonds.

Néanmoins, Buttress n'a pas tort dans la mesure où ce sont les entreprises qui parviennent à maintenir les prix bas qui ont le plus de chances de survivre à la dépression en cours. La raison en est que - malgré les déclarations des médias sur un "été de mécontentement" - les syndicats britanniques restants - principalement du secteur public - ne sont plus que l'ombre du pouvoir qu'ils avaient dans les années 1970 et, surtout, ils négocient en position de faiblesse. Les patrons des chemins de fer, par exemple, auront économisé des millions de livres en salaires et en frais de carburant pendant les arrêts de travail de la semaine dernière - qui, dans une nouvelle ère de travail à domicile, ont été beaucoup moins perturbateurs que prévu. Mais le manque à gagner pour des travailleurs déjà confrontés à une augmentation vertigineuse du coût de la vie est insoutenable à long terme. Et dans la mesure où les travailleurs ne sont pas en mesure d'imposer une hausse des salaires, la demande dans l'ensemble de l'économie va s'effondrer.

En effet, les secteurs discrétionnaires de l'économie ont déjà été frappés, avec des faillites d'entreprises en mai dépassant de 80 % celles de mai 2021, car les consommateurs modifient leurs dépenses pour couvrir la hausse des prix des produits de première nécessité comme la nourriture, l'énergie domestique et le carburant. En effet, l'inflation dans ces secteurs discrétionnaires de l'économie est déjà tombée près de ses niveaux pré-pandémiques. Le chiffre de 10 % d'inflation est presque entièrement dû à l'augmentation du coût des denrées alimentaires (engrais et importations), du gaz, de l'électricité, de l'essence, du diesel et des voitures d'occasion - autant d'éléments sur lesquels ni l'État ni la banque centrale ne peuvent rien et qui ne s'inverseront qu'à la suite d'une "destruction de la demande" généralisée, c'est-à-dire de fermetures massives d'entreprises et de chômage.

Le moyen à court terme par lequel l'État pourrait intervenir pour réduire les charges financières pesant sur les entreprises et les ménages est de procéder à des réductions importantes des impôts indirects tels que la TVA, les charges permanentes d'énergie et les taxes sur les carburants, ainsi que des impôts directs tels que les taux d'imposition des entreprises au Royaume-Uni. Étant donné que, par exemple, les taxes et la TVA représentent la moitié du prix de l'essence et du diesel au Royaume-Uni, une réduction importante pourrait effacer une grande partie de l'inflation qui frappe actuellement l'économie, y compris l'augmentation des frais d'expédition et de

livraison à laquelle sont confrontées la plupart des entreprises britanniques depuis la fin des lockdowns. Le gouvernement a déjà fait quelque chose de similaire à petite échelle en accordant des rabais sur la taxe d'habitation payée par les ménages britanniques - bien qu'il s'agisse en grande partie d'une tentative pour éviter d'avoir à augmenter le taux du crédit universel, qui a été réduit de 20 livres par semaine une fois que les lockdowns ont pris fin.

Le problème pour le gouvernement est qu'il est déjà confronté à des déficits fiscaux au moment même où l'inflation et la hausse des taux d'intérêt augmentent ses remboursements aux détenteurs d'obligations d'État. Pour les lecteurs qui ne sont pas familiers avec la façon dont la monnaie est créée, l'imposition intervient à la fin du processus et non au début comme beaucoup d'entre nous ont été élevés pour le croire. En d'autres termes, le gouvernement émet des reconnaissances de dette (obligations) en échange de monnaie détenue par des banques et d'autres investisseurs agréés. Les intérêts et le remboursement final de ces obligations proviennent des impôts prélevés sur les entreprises et les ménages. Mais à une époque où les faillites d'entreprises sont nombreuses et où les revenus des ménages sont comprimés, le gouvernement a du mal à lever les impôts dont il a besoin. Réduire encore les impôts risque de décourager les investisseurs potentiels en obligations, faisant ainsi baisser la valeur de la livre. Cela entraîne à son tour une hausse de l'inflation, car le coût des importations, dont le Royaume-Uni est fortement dépendant, augmente encore plus. Ainsi, s'il est vrai que l'État britannique pourrait procéder à certaines réductions d'impôts temporaires, son problème le plus urgent est de trouver des moyens de remplacer les recettes fiscales anticipées qui ne seront pas payées.

En d'autres termes, les trois acteurs de ce drame - les entreprises, les ménages et les pouvoirs publics - se retrouvent enfermés dans des situations difficiles - insolvabilité, chômage/sous-emploi et pénurie d'impôts - pour lesquelles il n'existe que des choix moins mauvais et aucune issue facile. Et vu de l'intérieur, le problème de chacun semble être la faute de l'un ou des deux autres. La dure réalité est que c'est à cela que ressemble une économie en surchauffe.

Nous avons dépassé le pic pétrolier en novembre 2018 et nous subissons maintenant l'impact du "pic de tout", car le véritable coût énergétique de notre consommation se fait sentir. La seule *solution théorique* serait que des personnes intelligentes, quelque part, trouvent un autre gisement massif de pétrole bon marché que nous aurions négligé d'une manière ou d'une autre, ou qu'elles développent une source d'énergie abondante et bon marché qui n'a pas encore été inventée pour remplacer le pétrole (indice : ce n'est pas le vent, le soleil ou le biocarburant). Ces options hautement improbables mises à part, le seul choix qui s'offre à nous est de réduire suffisamment notre activité économique pour l'adapter à l'énergie dont nous disposons. Tout le reste n'est qu'une querelle pour savoir qui va absorber les pertes.

▲ [RETOUR](#) ▲

Énergies, Économie, Pétrole et Peak Oil: Revue Mondiale Juin 2022

Laurent Horvath Publié le 1 juillet 2022



Le 1er de chaque mois, retrouvez un tour du monde des Energies. A l'agenda:

- France: Macron annonce le peak oil pour l'Arabie Saoudite
- Europe: Plus haut, plus fort, plus loin
- USA: Interdiction de limiter la pollution des centrales au charbon
- Russie: Les ventes vers la Chine et l'Inde augmentent
- Iran: L'accord sur le nucléaire patine
- Chine: Deux bombardiers nucléaires pour dire adieu à Joe Biden
- Australie: Le pays arrête ses exportations de charbon
- Nigeria: Forte baisse de la production pétrolière
- France: Le pays redécouvre le "Pas de pétrole, mais des idées."

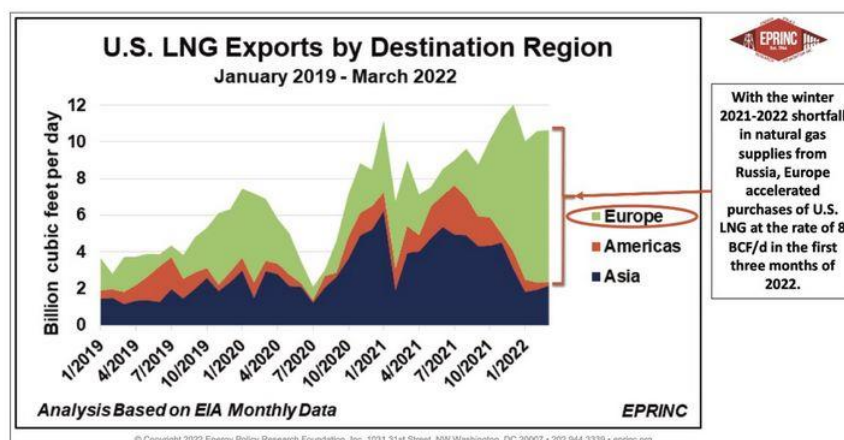
Mais dans quelle direction se dirige le pétrole? C'est la bonne question. Heureusement qu'il se limite vers le haut et le bas, parce que s'il fallait ajouter gauche et droite, les prévisions seraient compliquées. En tout cas, il n'a rien eu à faire de la victoire de Stephen Curry et de ses Warriors dans la ligue de Basket, NBA, aux USA.

A Londres, le Brent termine le mois à \$115,0 (\$123,2 fin mai). Du côté du pays où l'avortement et les limitations de la pollution du charbon deviennent interdit, le WTI de New York penche vers les \$106,6 (\$117,0 fin mai).

Vous êtes bien assis? Ça commence!

Graphique du mois

Importations de gaz américain liquide par régions. L'Europe a fait bondir ses importations



Pétrole

Goldman Sachs a relevé son objectif pour le Brent de 125 à 140 dollars d'ici à l'été. En réalité, personne ne sait où cela va aller.

Diesel

Selon l'agence pétrolière **Rystad Energy** : *"La perte des exportations russes de raffinage a provoqué un trou de plus d'un million de barils de pétrole par jour (b/j) de diesel. Elle ne sera pas facilement comblée par le reste du monde. Les prix élevés du diesel entraîneront une hyperinflation à l'échelle mondiale et laisseront entrevoir une possible contraction du PIB. La destruction de la demande peut conduire à une récession et rétablir l'équilibre, mais ce sera une expérience douloureuse pour les consommateurs."*

Bon, si vous vous arrêtez ici de lire la revue, forcément votre moral va en prendre un coup. Du coup, mieux vaut continuer.

Du côté de l'Union pétrolière Suisse, elle garantit des stocks de mazout (diesel) pour les 12 mois à venir. Cette profession de foi risque bien de hanter le lobby du pétrole. Mais en général comme personne ne s'en souvient, Martin Stucky s'en fiche. Alors on vous met [le lien pour la postérité!](#)

Les stocks américains de diesel poursuivent leur tendance à la baisse, passant de 246 millions de barils au début de l'invasion de l'Ukraine par la Russie à 217 millions de barils actuellement.

OPEP+

Mais pourquoi Emmanuel Macron a lâché une bombe devant les caméras du monde entier durant le G7? Courant après Joe Biden, et pour être certain d'avoir les projecteurs sur lui, il a balancé: "**La production pétrolière des Émirats arabes unis et de l'Arabie saoudite approchent de leurs limites. Le cheikh Mohammed bin Zayed al-Nahyan a dit que les Saoudiens peuvent augmenter de 150'000 b/j. Peut-être un peu plus, mais ils n'ont pas d'énormes capacités avant six mois.**" On se doutait bien de la chose et que **le peak oil de l'Arabie était en vue**, mais les chiffres étaient inconnus. Merci Manu!

Alors que les quotas d'extractions de +432'000 b/j par mois sont prévus par les membres de l'OPEP, de nombreux pays n'arrivent pas à suivre et à atteindre les niveaux exigés. **L'OPEP est à environ 2,6 millions de b/j en dessous de sa production prévue, selon S&P Global, soit près de 3% de la demande mondiale de pétrole.**

Au total, les consultants de Rapidan Energy Group estiment que l'Opep+ (avec Russie) ne parviendra à augmenter sa production que de 355'000 b/j au cours des deux prochains mois.

C'est minime par rapport aux **3 millions de b/j d'approvisionnement en pétrole** qui, selon l'Agence internationale de l'énergie, **pourraient être perdus en provenance de la Russie au cours du second semestre.**

G7

Pendant que l'équipe des plus grands du monde libre discutent dans un palace luxueux en Allemagne, la Russie a tricoté des accords afin de rediriger les productions pétrolières de l'Iran et de l'Irak via la Russie et la Chine.

Les membres du G7 planchent sur de nouvelles sanctions contre la Russie, et comme jusqu'à présent tout à très bien fonctionné, pourquoi ne pas continuer ?

On en vient même à se demander si les sanctions impactent plus l'occident que Moscou.



Économie

La Banque Mondiale a diminué ses estimations de croissance mondiale à 2,9%. La Banque Nationale Suisse est félicitée pour sa vision de hausse des taux. Par contre, la BNS s'est totalement plantée au niveau de l'inflation, une prévision de 1,8% contre 3% en réalité. Et les gars sont payés une fortune.

La Banque Européenne, suit la FED américaine et va augmenter ses taux directeur de 0,25% en juillet pour contrer l'inflation de 8%. Avant l'invasion russe, l'inflation dans la zone Euro était de 5,9% en janvier.

Un chiffre encore, dans les trucs marrants, depuis le top du marché boursier, nous avons perdu \$9.3 trillions de capitalisation boursière. Lors du krach du COVID, nous avons perdu \$9.8 trillions et nous en avons regagné 18 entre le confinement et le top de l'année. Comme quoi, si ça continue à baisser, on se demande à quoi auront servi les injections monétaires, si ce n'est à créer une inflation hors de contrôle.

Du côté des obligations, la perte est de \$10'000 milliards.

Nourriture

Avant la guerre en Ukraine, aux USA 36% de la production de céréale était à destination du biocarburant pour les voitures. 40% du soja est transformé en essence pour voitures. La transformation de céréales en carburant représente de la nourriture pour 1,9 milliards de personnes selon Gro Intelligence.

Faut-il continuer à produire des céréales pour nos voitures ? Une baisse de 50% de création de biocarburants suffirait à compenser la production de l'Ukraine et de la Russie.

Climat

Tiens, des températures qui dépassent les 43 degrés en Espagne pour un mois de juin, idem en France et aux USA, sans parler de l'Inde et du Pakistan.

“La remarquable précocité de cet épisode est un facteur aggravant”, a déclaré Météo-France, précisant qu’il s’agissait d’une première depuis 1947.

Gaz

L'Agence internationale de l'énergie a prévenu que l'Europe devait se préparer immédiatement à l'interruption complète des exportations de gaz russe cet hiver. Bruxelles tient fermement dans ses mains un couteau qui à deux lames et pas de manche.

Avec la coupure des gazoducs russes, les tarifs d'affrètement d'un bateau méthanier pour un an sont proches de leur niveau le plus élevé depuis dix ans, à \$120'000 par jour soit une augmentation de plus de 50% par rapport à l'année dernière selon Clarksons Platou Securities.

Les armateurs affirment que Total a été particulièrement actif dans la recherche de méthaniers à louer pour une durée de trois à cinq ans, soit une période plus longue que d'habitude.

Les 3 pays dans le hit-parade du Mois

Russie

La Russie a dépassé l'Arabie Saoudite comme plus grand exportateur de pétrole vers la Chine, +55% soit 1,98 millions de barils par jour contre 1,5 en mai.

L'Arabie fournit 1,84 millions b/j à Pékin. Moscou est également devenu le plus grand fournisseur de pétrole à l'Inde avec 819'000 b/j contre 277'000 en avril. Clairement, une partie des 4 millions b/j de pétrole Européen est en train de partir vers d'autres horizons et le tout avec des rabais à plus de 30\$ le baril.

Les exportations de gaz russe ont baissé de 27,6% entre janvier et mai par rapport à 2021 selon Gazprom.

Les activités de la raffinerie de Novoshakhtinsky, dans le sud de la Russie, ont été suspendues après que deux frappes de drones ont provoqué un incendie et endommagé des équipements.

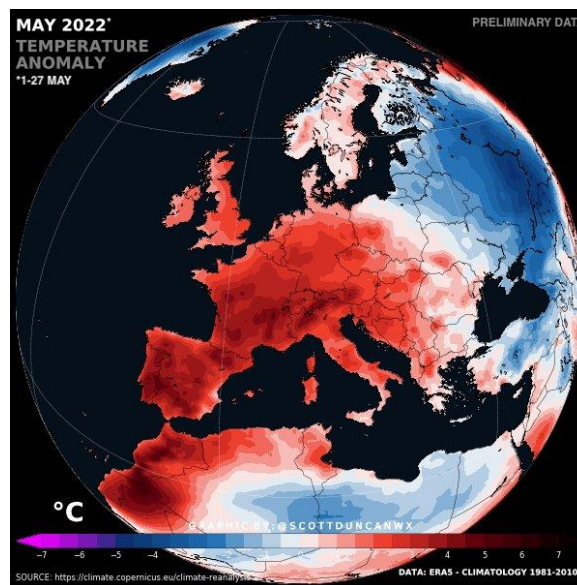
La Russie fait fi de la sixième série de sanctions de l'UE. Moscou a laissé entendre qu'elle trouvera des solutions de rechange pour maintenir ses exportations de pétrole et que ces mesures nuiront aux pays européens en faisant grimper les prix et en provoquant des pénuries de diesel.

Moscou a fortement réduit les exportations de gaz à l'Allemagne, la France et l'Italie. C'est un peu comme Koh-Lanta, jamais à l'abri d'une surprise et c'est toujours assez marrant de voir le truc se dérouler sous vos yeux. Les prix du gaz ont immédiatement grimpé sur les €130 MG contre 80 au début du mois.

L'Italie clairotte sur tous les toits qu'il est possible de se passer du gaz russe et soutient l'entrée de l'Ukraine dans l'Europe et l'OTAN. Pour l'Allemagne, la baisse d'importation va coïncider. Le ministre de l'économie Allemand demande de faire des économies d'énergies et annonce des pénuries à venir.

La Russie est en défaut de paiement pour une dette impayée. Vladimir a l'argent pour payer, mais on ne le laisse pas utiliser le système bancaire international.

Au moins trois pétroliers ont disparu des systèmes de suivi des tankers pétroliers alors qu'ils approchaient des Açores, un minuscule groupe d'îles situé à environ 950 miles à l'ouest du Portugal continental. Ils ont probablement transféré leurs cargaisons sur d'autres navires. L'Iran est également coutumier de cette stratégie afin de contourner les embargos.



Température au mois de mai 2022

Iran – Irak

Les deux pays dans un duo pack.

Des discussions indirectes entre les États-Unis et l'Iran pour relancer un accord nucléaire de 2015 se sont terminées au Qatar sans résultat selon l'agence de presse semi-officielle iranienne Tasnim. Les USA ne sont plus

pressés de trouver un accord comme la Chine a conclu un accord de 25 ans pour acheter le pétrole Iranien et que les Russes sont dans les parages.

En juin, gros brassage de cartes, dans cette région pétrolière stratégique. Pendant que les pays du G7 discutent, dans les coulisses les choses avancent.

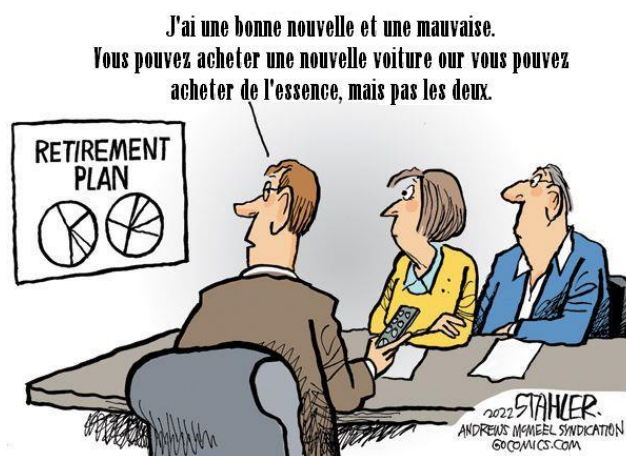
Durant le mois, le ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov, et de hauts responsables politiques et militaires iraniens, dont le président Ebrahim Raisi se sont rencontrés à plusieurs reprises.

Lavrov et Raisi ont discuté de l'élargissement de la coopération dans tous les domaines: dont le pétrole et le gaz et les produits connexes, à la fois de l'Iran vers la Russie et de la Russie vers l'Iran à développer la coopération avec la région eurasiennne et le Caucase ainsi que de la possibilité que la Russie fournisse enfin à l'Iran le système de défense antimissile S-400 et les avions de combat Sukhoi Su-35. La Russie a toujours lié ces demandes de matériel militaire de la part de l'Iran à d'autres de ses propres préoccupations en matière de sécurité au Moyen-Orient, en particulier en Syrie, une région dans laquelle l'Iran et la Russie collaborent. On voit ici une partie du domino.

En Irak, retrait du parlement irakien du leader de facto de longue date, Moqtada al-Sadr, et de son bloc politique de 73 membres. L'Irak est revenu au point de départ, sans figure de pouvoir claire, ce qui est exactement ce que veulent l'Iran et la Russie.

Une nouvelle feuille de route de coopération entre l'Iran et l'Irak. L'une des méthodes les plus importantes pour assurer le pouvoir au Moyen-Orient est de consolider le contrôle du réseau de distribution d'énergie (électricité, pétrole, gaz) Ca ressemble furieusement à la dépendance de l'Europe face à la Russie.

Les USA connaissent aussi parfaitement le pouvoir que l'Iran exerce sur l'Irak via les livraisons d'électricité et de gaz, qui fait l'objet d'un débat intense entre Washington et Bagdad depuis des années. Le vice-ministre irakien du pétrole pour l'exploration, Bassem Mohammad Khazir, a déclaré qu'une feuille de route devait être préparée pour les étapes et les objectifs futurs de l'Irak et de l'Iran, ajoutant : *"Une autre question importante est la technologie et les produits iraniens... Par exemple, ce pays dispose déjà d'une grande capacité dans de nombreux secteurs tels que les câbles électriques, les tuyaux et les raccords, ainsi que des technologies de pointe qui peuvent nous être transmises."*



Chine

Les villes sortent du Covid, la consommation de charbon repart à la hausse pour générer l'électricité afin de produire les gadgets qui seront achetés par les occidentaux. C'est évidemment un raccourci, mais cela rappelle que nous avons balancé à la Chine les productions polluantes pour nous donner une bonne conscience.

Les responsables chinois ont clairement indiqué que *"leur politique de "Chine Unique" à l'égard de Taïwan est fondée sur le principe constitutionnel de la "réunification pacifique". La guerre est une mesure de dernier recours, qui ne doit être utilisée que pour empêcher la sécession de Taïwan de la Chine ou lorsque les possibilités de réunification pacifique ont été complètement épuisées."*

Si la Chine avait maintenu une certaine retenue face à la guerre en Ukraine, surtout pour ne pas chatouiller Washington, les choses évoluent. Lors d'un téléphone avec Vladimir, le président Xi a "noté la légitimité" des mesures prises par la Russie pour se protéger "face aux défis pour sa sécurité créés par des forces extérieures".

La Russie est devenue le plus grand exportateur de pétrole vers la Chine devant l'Arabie Saoudite. Le Kremlin a souligné que M. Poutine et M. Xi ont tous deux convenus que les relations entre la Chine et la Russie se situaient à un "niveau sans précédent" et qu'ils prévoyaient d'approfondir les liens dans les domaines de l'énergie, de la finance et de l'industrie.

L'armée chinoise ne va plus se cantonner à se défendre contre une guerre contre la Chine. Dès ce mois, les troupes chinoises pourront effectuer des missions telles que l'aide en cas de catastrophe, l'aide humanitaire, l'escorte et le maintien de la paix, et sauvegarder la souveraineté nationale, la sécurité et les intérêts de développement de la Chine.

Pékin pourrait étendre les exonérations fiscales sur les achats de voitures électriques afin de stimuler le secteur automobile", selon Bloomberg. Le gouvernement envisagerait de prolonger les exonérations d'environ \$ 30 milliards. Les subsides devaient prendre fin en 2023, mais les ventes d'automobiles en Chine ont baissé de 17 % d'une année sur l'autre. Comme il faut vendre pour créer des emplois...



Europe

L'Europe est dans une **"merde noire"**, impossible d'utiliser un autre terme, au niveau des énergies et de tout mettre sur le dos de l'Ukraine ne suffit plus. Va falloir que **Bruxelles commence à réaliser qu'à force de faire des bêtises, ça se voit**. Inutile de vous dire qu'il est nécessaire de faire un stock de chaussettes chaudes et de pulls en laine pour passer l'hiver, surtout si vous dépendez du gaz ou du fioul de chauffage (mazout).

"Les récentes perturbations de l'approvisionnement en gaz naturel, notamment la forte réduction des flux de la Russie vers les pays de l'UE, devraient retirer environ 35 milliards m3 de gaz du marché cette année, posant ainsi de gros défis aux efforts de remplissage des stocks. C'est une alerte rouge pour l'UE pour l'hiver prochain", selon le directeur de l'Agence Mondiale de l'Energie Fatih Birol.

Bruxelles a annoncé l'interdiction d'importation de charbon russe à partir d'août 2022. Jusqu'alors, 70% des importations européennes de charbon thermique provenaient de Russie. Une razzia sur les pellets a été constatée. Là aussi, c'est déjà le moment d'acheter des pellets pour l'hiver prochain.



France

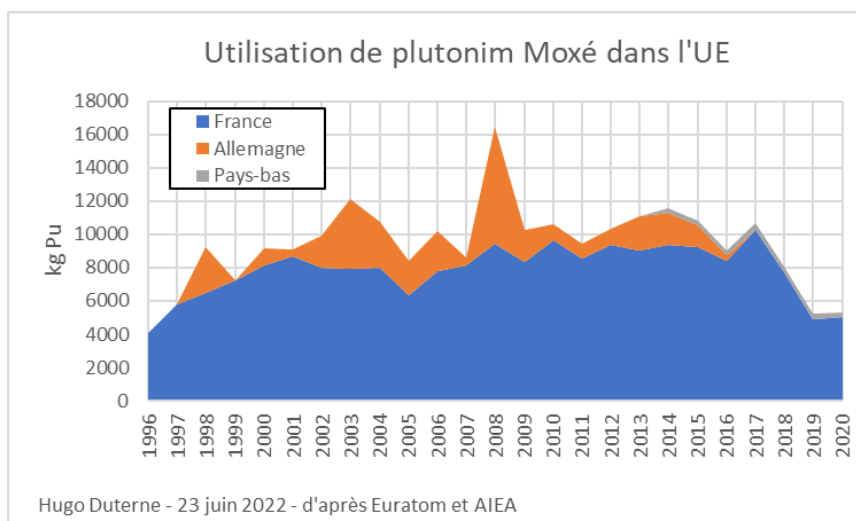
DEF, Total et Engie appellent les Français à consommer moins d'énergie. Ca ressemble furieusement au choc pétrolier du mois de novembre 1973.

Est-ce que la France n'aurait pas de pétrole mais des idées? Peut-être que d'arrêter le subventionnement du pétrole et du gaz pourrait être un bon début.

Emmanuel Macron a affirmé qu'il n'y a aucun risque de coupure de courant pour l'hiver prochain. "Quand il y a des besoins, on s'approvisionne sur le marché européen." On retient cette phrase bien au chaud pour la resservir en février ou mars. Les gouvernements n'auraient-ils pas intérêt de dire la vérité et d'être plus transparent au lieu de conduire les citoyens dans une impasse?

Le gouvernement va continuer à subventionner l'essence jusqu'à la fin de l'année. De son côté, les stations de Total sur les autoroutes, vous n'y reviendrez pas par hasard, donneront un rabais supplémentaire de 10 ct. C'est généreux mais l'entreprise ne mentionne pas les bénéfices prodigieux qu'elle génère sur le raffinage.

La moitié des centrales nucléaires françaises sont toujours à l'arrêt pour des problèmes de corrosion et de manque d'uranium?



Source et graphique: [Hugo Duterne](#)

Ukraine

L'Ukraine produit environ 14,4 millions de tonnes d'équivalent pétrole de charbon, 16,5 Mtep de gaz naturel et 2,3 Mtep de pétrole brut, ce qui rend le pays autosuffisant pour 65% de ses besoins énergétiques, selon les chiffres de l'AIE. Une partie de ces matières se trouvent dans le Donbass.

Kiev a annoncé arrêter ses exportations pour préparer l'hiver 2022 alors que le pays manque d'essence et de diesel. La grande partie des logements se chauffent au gaz.

Allemagne

L'inflation se calme et passe de 8,7 à 8,2% et le chômage repart à la hausse sur les 5%.

Durant tout le mois, le gouvernement a annoncé des pénuries et rationnements à venir au niveau du gaz et du pétrole. Berlin est fortement impactée par sa stratégie. Quelle sera la réaction des citoyens et l'impact sur l'Economie moteur de l'Europe?

L'Allemagne va remettre en service des centrales à charbon pour compenser la production d'électricité gazière. Pas de panique. Si l'on prend en compte les émissions de CO2 et de Méthane, le gaz est presque aussi néfaste pour le climat que le charbon. Choisir entre deux poisons reste toujours un poison.

Pour une période de 3 mois, l'abonnement général de train est à €9. L'objectif est de proposer une alternative à la hausse de l'essence et de retrouver des clients. Pour comparaison, qui n'est pas raison, l'abonnement général suisse pour un mois est de \$400. Plus de 6,5 millions de forfait ont été vendus après une semaine.

La compagnie allemande EnBW Energie Baden-Wuerttemberg AG a signé un accord sur 20 ans avec l'américain Venture Global LNG pour acheter du gaz naturel liquéfié et 1,5 million de tonnes de par an à partir de 2026. Le but de réduire les importations en provenance de Russie. Cependant, Bruxelles, pour des raisons de compétition, n'autorisait pas les contrats à long terme pour l'achat de gaz. C'est d'ailleurs pour cette raison que l'Europe est dans la panade actuelle.

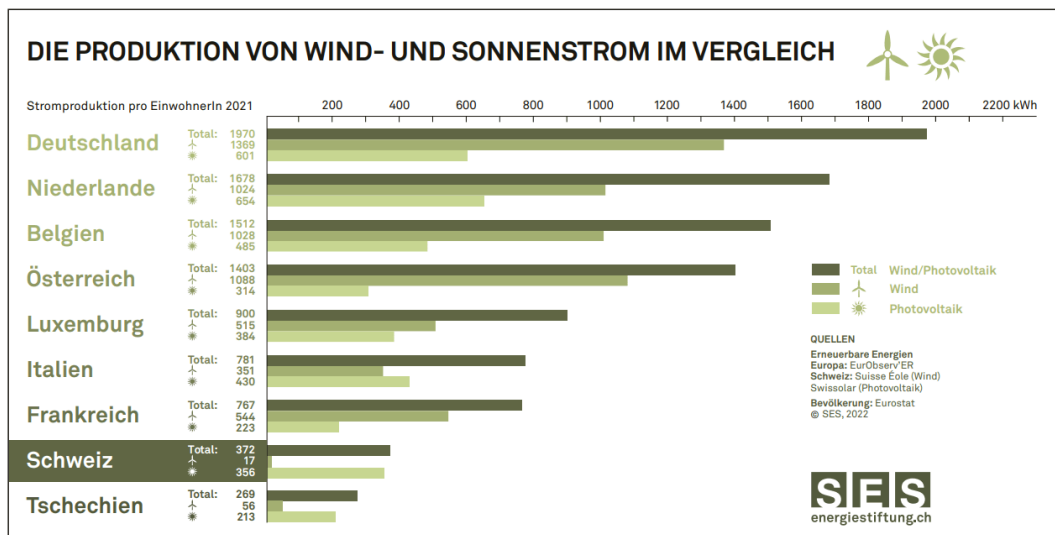
Angleterre

Plus de 40'000 travailleurs ont débrayé pour la plus grande grève des chemins de fer britanniques depuis 30 ans. Ils ont laissé des millions de passagers sur les quais.

Les syndicats et le gouvernement ont promis de rester sur leurs positions dans un conflit sur les salaires. Si aucun ne bouge, ça va forcément aider.

Le Royaume-Uni a annoncé qu'il coupera l'approvisionnement en gaz vers l'Europe s'il est touché par de graves pénuries de gaz livrés de la Mer du Nord. Le plan britannique vise à fermer les gazoducs vers les Pays-Bas et la Belgique et risque de compromettre les efforts de coopération internationale en matière d'énergie. En fait, au niveau de l'énergie, c'est chacun pour soi.

Plus de 22'000 emplois britanniques dans la fabrication de moteurs ou d'autres pièces automobiles traditionnelles sont menacés par le passage aux véhicules électriques. Une partie de ces emplois seront détruits et les autres exportés en Chine.



Installations solaires par pays

Hollande

La question se pose sur le prolongement du gisement gazier de Groningue qui est l'un des plus grands d'Europe. Des secousses telluriques liées au gigantesque gisement de gaz avaient inquiété les habitants et sa fermeture avait été annoncée.

Du coup on hésite entre les tremblements de terre en Hollande ou limiter la dépendance de l'Europe au gaz russe.

Suisse

La Suisse verra son approvisionnement en électricité incertain pour l'hiver prochain, et des problèmes de capacité électrique suffisante ne sont pas à exclure, selon la Commission fédérale de l'électricité, Elcom.

Les lobby du pétrole et du gaz sont en train de ramer pour rassurer sur l'hiver qui arrive. Gabrielle Bourguet, responsable des affaires publiques du gaz, se réjouit: "L'avantage de la Suisse est que la Suisse se situe au centre du réseau européen." Ainsi, l'ancienne présidente du Grand Conseil Fribourgeois, devenue mercenaire pour le lobby du gaz, annonce que l'on peut faire confiance à l'industrie du gaz.

Le 10 juin, le représentant romand de l'Union Pétrolière Suisse, Martin Stucky, a rassuré la population. Les stocks de mazout de chauffage sont suffisants pour les 12 prochains mois et il n'y aura aucun problème d'approvisionnement en essence et en diesel pour la Suisse. ([Ecoutez l'interview](#)). De son côté le ministre de l'Energie, Guy Parmelin appelle tous ceux qui peuvent se passer de gaz et de mazout à agir tout de suite ou de remplir les citernes!

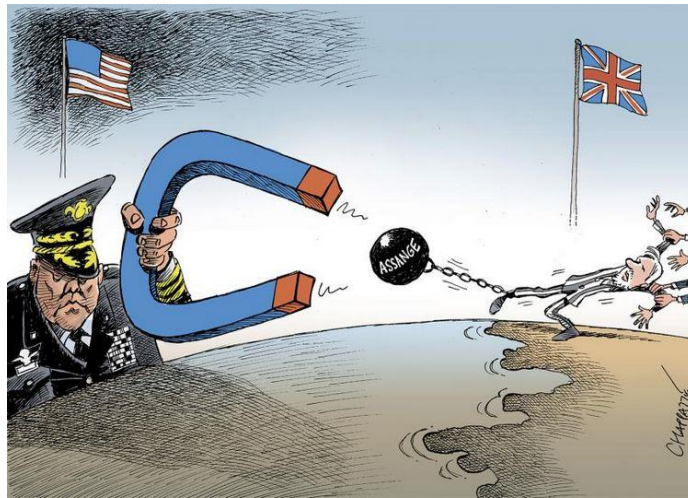
On repassera l'interview durant cet hiver! Une question: s'il y a des stocks de mazout pour une année, comment expliquer que son prix a été multiplié par 2 alors qu'il s'agit de pétrole acheté l'année dernière?

En Suisse, 300'000 ménages se chauffent au gaz. En cas de rupture de livraison durant cet hiver, cet échantillon pourra tester en grande nature un pénurie de chauffage. Cela pourra donner des idées à ceux qui se chauffent encore au mazout!

Moldavie

La Banque européenne pour la reconstruction et le développement a accordé au pays un prêt de €300 millions pour l'aider à renforcer sa sécurité énergétique. Comprenez: 300 millions pour acheter du gaz. Ca tombe assez bien car la totalité du gaz consommé par le pays vient de Russie.

Le pays a accueilli des centaines de milliers de réfugiés ukrainiens depuis le début de la guerre.



[Dessin Chappatte](#)

Les Amériques

Etats-Unis

Madame Yellen, Ministre du budget US, veut trouver une solution pour empêcher la Russie de gagner de l'argent sur son pétrole.

Après avoir coupé le droit à l'avortement, autorisé les armes dans la rue, la Cours Suprême vient d'interdire de limiter les émissions de pollution des centrales à charbon qui produisent 20% de l'électricité du pays!

Même si les Européens et les Américains ne désirent plus acheter du pétrole Russe, il y a encore plein de pays qui sont moins regardant et qui se contentent d'acheter du pétrole à un prix discount. L'Inde et la Chine en premier lieu. Et puis ça tombe bien, ce sont des pays qui n'ont pas vraiment des grosses populations. D'ailleurs, on s'autorise à penser que les Indiens achètent du pétrole aux Russes et le revendent sous forme d'essence aux Américains et aux Européens. Mais chut, faut pas dire sinon cela voudrait dire que les décisions Européennes ne sont pas efficace.

Atterrissage en douceur : c'est le concept prévu pour l'Economie Américaine. Selon le laboratoire Cato, depuis l'après-guerre, la FED a réalisé 8 atterrissages en catastrophe et 4 en douceur.

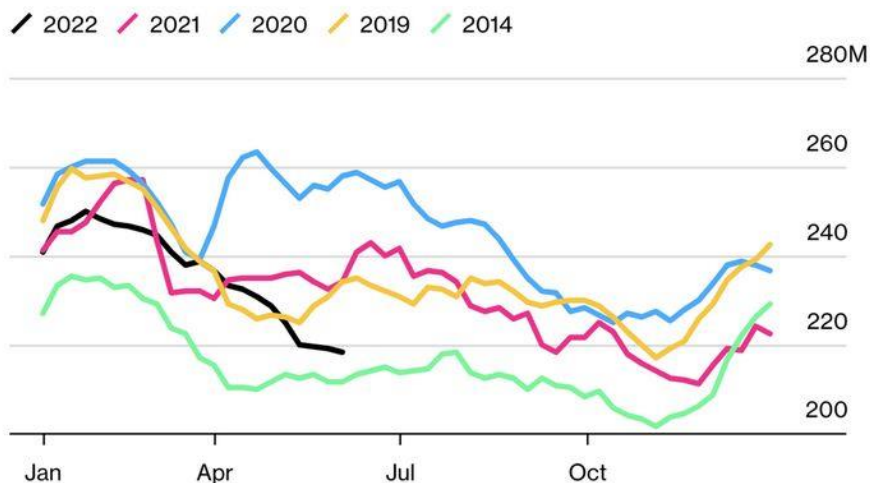
L'inflation atteint les 8,6% aux USA. Il y a peut-être quelque chose que l'on devrait commencer à observer, c'est l'immobilier américain selon [Thomas Veillet](#). Le nombre de nouvelles hypothèques s'est retrouvé au plus bas depuis 22 ans, ce qui veut dire « même plus bas que pendant la crise des subprimes », et si l'on regarde la hausse des taux hypothécaires, on peut commencer à s'inquiéter d'une éventuelle crise immobilière, ce qui mettrait un peu de piment sur ce que nous vivons déjà.

En janvier 2021, le taux hypothécaire à 30 ans était de 2,65 % et le prix moyen des maisons était de 400'000\$. La semaine dernière, le taux à 30 ans était de 5.23%, pour un prix moyen de 570'000\$. Si l'on part du principe que l'acheteur met 20% d'apport de loyer, cela veut dire qu'en 18 mois, le loyer moyen de la dette est passé de 1'250\$ à 2'500\$, plus ou moins. En gros ça a doublé. Pas sûr que ça soit un argument de vente.

Les producteurs de viande artificielle à base de céréales comme Beyond Meat, Maple Leaf voient leurs revenus plafonner. Après un temps de curiosité et d'achats compulsifs, la sauce semble retomber. Il semble y avoir un os dans la viande qui remplace la viande. Du coup, les producteurs changent de stratégie marketing et orientent leur viande artificielle comme produit de luxe.

Tight Stockpiles

Gasoline inventories are at the lowest seasonal level since 2014



Source: EIA

Les stocks de diesel aux USA sont de plus en plus limités

Colombie

La Colombie a doublé ses exportations de charbon thermique vers l'Europe à court terme lorsque des problèmes logistiques ont retardé la livraison de charbon russe à grande échelle. Le président colombien Duque a conclu avec le chancelier allemand Olaf Scholz, un accord afin d'exporter son charbon vers l'Allemagne pour remplacer la Russie.



Choc pétrolier 1973

Moyen-Orient Arabie Saoudite

L'Arabie saoudite, premier exportateur mondial de pétrole brut, n'a jamais testé la capacité de 12 millions b/j qu'elle prétend avoir, alors qu'elle n'a jamais produit plus de 11 millions b/j pendant une période prolongée.

Le pays a augmenté ses prix pour les livraisons en Europe et en Asie. Le light crude pour les pays asiatiques +\$6.50 le baril par rapport aux prix du marché. Comme l'Europe s'est mise toute seule dans la panade, il n'y a pas de raison de s'en priver. Du côté de l'Asie, la demande est en train d'augmenter fortement.

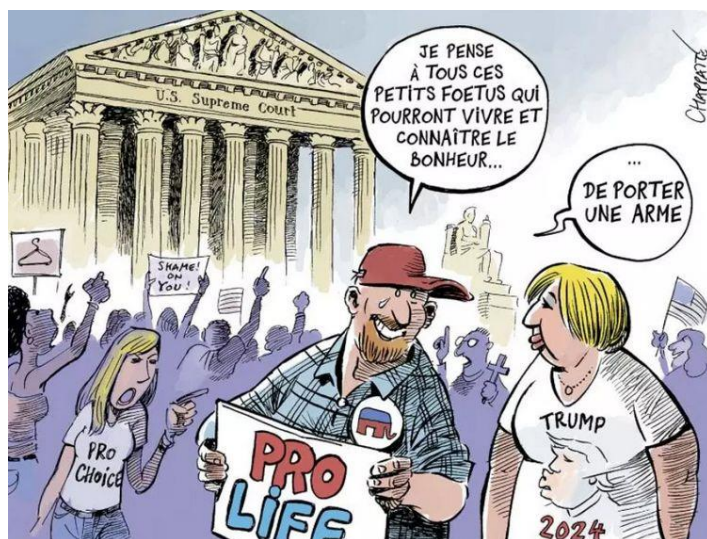
Ryad ne va pas augmenter ses tarifs pour les USA d'autant que Joe Biden va venir faire une ballade dans le pays durant juillet.

Le Royaume veut vraiment capitaliser pendant il est encore temps.

L'Arabie Saoudite a lancé une nouvelle ligue de golfe LIV Golf. Vous savez la petite balle. Ainsi 48 golfeurs pros ont rejoint le truc. Jusque-là, rien d'anormal. Par contre, les montants pour attirer les joueurs sont pharamineux à plus de \$100 millions par tête. Phil Mickelson va même toucher 200 millions. Indécent, cela est. Un grand merci aux automobilistes occidentaux pour participer au financement via l'essence.

Qatar

Après une déclaration d'intention sur la coopération énergétique avec l'Allemagne visant à devenir son principal fournisseur de gaz naturel liquéfié (GNL), l'Émirat a signé des accords de partenariat avec la société française TotalEnergies et la société italienne Eni pour l'extension du champ nord, d'une valeur de \$30 milliards, dans le cadre du plus grand projet GNL du monde.



[Dessin Chappatte](#)

Asie **Australie**

Le pays pourrait suspendre ses exportations de charbon s'il devait y avoir des problèmes de production d'électricité dans le pays.

Japon

Des températures records à 40,2 degrés à Tokyo et pour celui qui a déjà été au Japon et son taux d'humidité, le problème est connu. Jamais vu ça durant le mois de juin. Mais là n'est pas la mauvaise nouvelle. Le gouvernement annonce qu'il va y avoir des coupures d'électricité et un rationnement électrique.

Tokyo a appelé les ménages et les entreprises à économiser autant d'électricité que possible cet été, afin d'éviter les pannes d'électricité alors que les réserves de capacité devraient tomber à des niveaux extrêmement bas. La climatisation doit être réglée à 28 degrés Celsius, et le public doit éteindre toutes les lumières inutiles.

Tiens, il n'y a pas qu'en Europe que ça coince!

La saison des pluies s'est terminée avec 22 jours d'avance, du jamais vu depuis 1951.

Philippines

Enrique Razon, le deuxième homme le plus riche des Philippines cherche à prendre le contrôle du plus grand champ de gaz naturel en exploitation du pays. Prime Infra d'Enrique Razon cherche à obtenir une participation majoritaire dans le champ en eau profonde de Malampaya, dont le gaz produit environ un cinquième de l'électricité consommée dans ce pays de 110 millions d'habitants.

Le contrat de service du champ expire en 2024 et il arrive en fin de vie, mais sa vie pourrait être allongée avec des investissements. L'homme riche a proposé \$ 508 millions.



Afrique

Libye

Le pays extrait 700'000 barils de pétrole par jour alors que ce chiffre dépassait les 1,7 millions b/j sous Kadhafi. Les conflits internes ont même réduit les extractions à 100'000 b/j. La peur de voir la production libyenne est l'un des facteurs qui poussent les prix sur les 120\$.

Phrases du mois

"Je crois vraiment que nous allons être confrontés à une assez grande incertitude sur les marchés pendant un certain temps encore. Les capacités de réserve pétrolières et gazières sont très, très faibles. Pour le gaz, il est impossible que le GNL remplace tout le gaz russe acheminé par gazoduc." **Ben van Beurden**, PDG de Shell.

"En période faste, il n'y a que des bons managers. En dehors de ça, il n'y a que des coupables."

"Au niveau des énergies, c'est assez impressionnant le niveau de poules sans tête." Salutation à Thomas pour sa pensée

Au sujet du logiciel de Google LaMDA d'intelligence améliorée d'un ordinateur : Blake Lemoine affirme "que le système d'IA est capable d'exprimer des pensées et des sentiments équivalents à ceux d'un enfant humain. Si je ne savais pas exactement ce que c'est, c'est-à-dire ce programme informatique que nous avons construit récemment, je penserais que c'est un enfant de 7 ou 8 ans qui s'avère connaître la physique." Blake Lemoine, ingénieur à Google, viré pour avoir partagé son opinion.

Cette revue s'appuie sur les sources de: Tom Whipple et de Steve Andrews d'ASPO USA de Resilience.org, OilPrice.com, l'humour des chroniques matinales de Thomas Veillet Investir.ch, et toutes les informations diverses et variées, récoltées dans différents médias à travers le monde comme FT.com, Bloomberg, Le Temps, etc.

▲ [RETOUR](#) ▲

Pourquoi tout le monde a-t-il cessé de parler de la population et de l'immigration ?

Alice Friedemann Posté le 25 juin, 2022 par energyskeptic

Peak Energy & Resources, Climate Change, and the Preservation of Knowledge Collapse or Extinction?



Préface. Ce post résume les 20 principales raisons pour lesquelles la croissance démographique a été abandonnée ces 40 dernières années. Une compréhension plus profonde peut être trouvée dans l'excellent Beck & Kolankiewicz (2000) "The Environmental Movement's Retreat from Advocating U.S. Population Stabilization" et le "Countdown" de Weisman : Our last, Best hope for a future on Earth ?" de Weisman.

Pendant de nombreuses années, j'ai travaillé bénévolement pour le planning familial, la croissance démographique zéro et les groupes d'action du Sierra Club sur la population, car c'est le SEUL moyen de réduire les 9 menaces existentielles auxquelles nous sommes confrontés : **le changement climatique, la perte de biodiversité, la déforestation, l'érosion de la couche arable, l'épuisement de l'eau douce, l'appauvrissement de la couche d'ozone, le changement d'affectation des sols, l'altération des cycles bio-géochimiques due à la surutilisation des engrais, l'acidification des océans, la pollution chimique, la charge des aérosols atmosphériques et le cycle du phosphore** (Steffen et al 2015, Rockström J et al 2009). Sans parler de la réduction des embouteillages et des nuisances sonores, pouvez-vous imaginer un seul problème qui ne serait pas résolu par une diminution de la population ?

C'est grâce aux combustibles fossiles que nous avons pu dépasser ces limites et dépasser la capacité de charge de

la planète, la population mondiale passant de 400 millions avant le charbon à plus de 8 milliards aujourd'hui.

Mais il semble que la production mondiale de pétrole, conventionnel et non conventionnel, ait atteint son pic en 2018, le charbon en 2013, et peut-être le gaz naturel en 2019, ce qui est presque aussi grave que le pic pétrolier, puisque les engrais ne sont pas seulement fabriqués à partir de gaz naturel, mais utilisent le gaz naturel pour créer la chaleur et la pression énormes nécessaires pour que l'azote inerte de l'air se combine avec l'hydrogène du gaz naturel - un engrais qui permet à au moins 4 milliards d'entre nous de rester en vie aujourd'hui (Fisher 2001 ; Smil 2004 ; Stewart et al. 2005 ; Erisman et al. 2008).

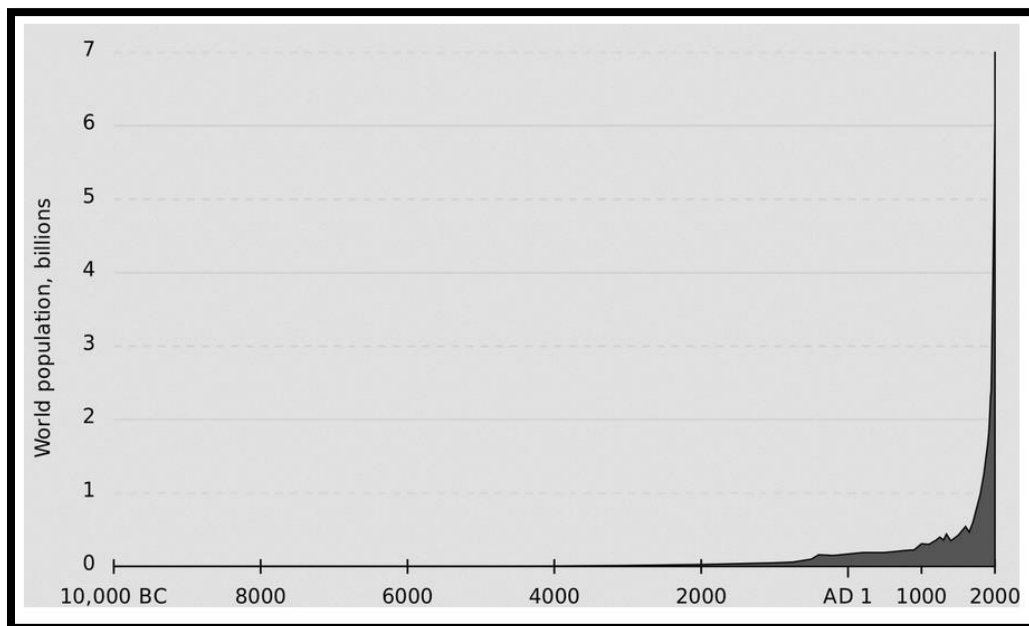
Aujourd'hui, la Cour suprême a annulé Roe V Wade, alors que la capacité de charge de la planète est sur le point de revenir à 500 millions de personnes et que le contrôle des naissances et l'avortement sont les seuls moyens d'y parvenir en dehors des quatre cavaliers de l'apocalypse...

Voir aussi : Lochhead C (2013) Pourquoi lier la croissance démographique au stress environnemental est-il politiquement tabou ? San Francisco Chronicle.

• • •

"Il n'y a pas besoin de décider s'il faut arrêter l'augmentation de la population ou non. Il n'y a pas besoin de décider si la population va baisser ou non. Elle le fera, elle le fera ! La seule chose que l'humanité doit décider est de laisser le déclin de la population se faire selon la vieille méthode inhumaine que la nature a toujours utilisée, ou d'inventer une nouvelle méthode humaine de notre cru."
Isaac Asimov, 1974.

"Sans qu'on s'en aperçoive, mais rapidement, nous sommes arrivés comme un essaim de sauterelles : un nuage large, épais, sombre, se déposant comme des flocons de neige vivants, étouffant chaque tige, chaque feuille, dévorant chaque parcelle de verdure jusqu'à la terre brute, nue, dévastée... Il y a trop d'hommes pour que la Terre puisse les héberger. Avec près de sept milliards d'habitants, nous avons dépassé la capacité de charge de la Terre". **Dave Foreman**, cofondateur de Earth First.



Population mondiale en milliards

1) La consommation

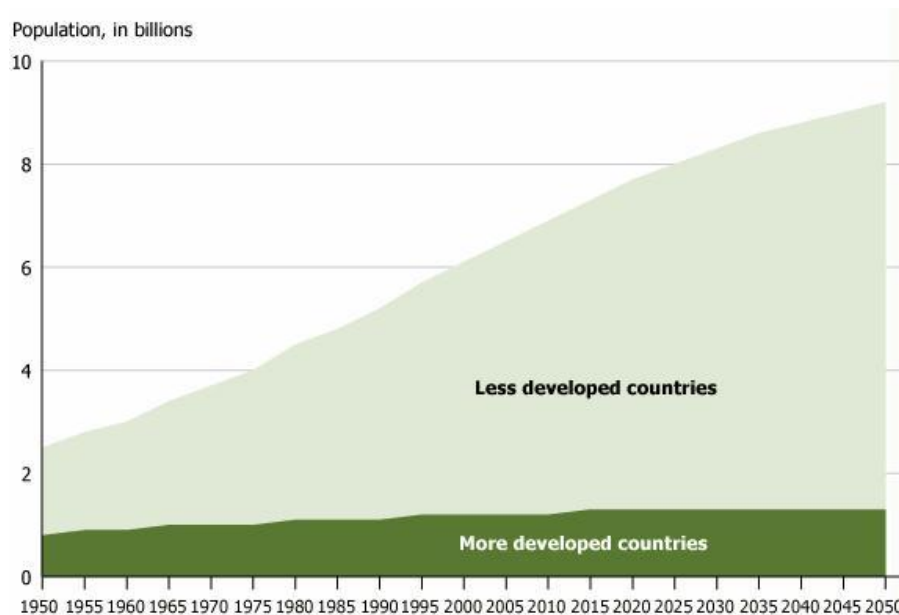
L'équation célèbre pour décrire ce phénomène est $I = P \times A \times T$, ce qui se traduit par l'impact de l'homme (I) sur

l'environnement = (P)opulation fois (A)ffluence fois (T)echnologie.

Les États-Unis utilisent 7 milliards de tonnes de minéraux par an. Par habitant, cela représente 47 769 livres par Américain : 1400 livres de cuivre, 9 tonnes de roche phosphatée, 300 tonnes de charbon, 16 tonnes de minerai de fer, 700 tonnes de pierre, de sable et de gravier, etc.

Bien que certains ne blâment que les 2 milliards de personnes les plus riches, **les pauvres ont également un impact important sur l'environnement :**

- Les agriculteurs pratiquant **la culture sur brûlis** s'enfoncent dans les forêts tropicales en empruntant des routes d'exploitation illégale et provoquent une perte massive de la biodiversité, des incendies de forêt et l'érosion.
- **Déforestation** due à la récolte illégale de bois et à la cuisson des aliments.
- **Surpêche**
- **Désertification**
- Concurrence pour la rareté de l'eau
- pollution par **les eaux usées** et les produits chimiques en raison de l'absence de traitement.
- Les pauvres s'échappent en **migrant** vers les pays riches, en augmentant leur consommation et en réduisant la nécessité de contrôler les naissances.
- **Les meilleurs et les plus brillants quittent les pays pauvres**, ouvrant la voie à l'autocratie et à la mafia des gangs, qui poussent encore plus de gens à fuir vers les pays riches pour leur échapper.



Croissance de la population mondiale 1950-2050 Source : Division de la population des Nations unies, *World Population Prospects, The 2008 Revision*.

2) Il est tabou de mentionner le lien entre pauvreté et population

Une grande partie de la misère et de la famine au Niger est due au fait que le pays a le taux de natalité le plus élevé du monde, ce qui réduit clairement la tranche de ressources par personne (et partout). Mais les journalistes ne mentionnent jamais ce lien car il n'est pas politiquement correct.

3) Ne vous inquiétez pas, le taux de natalité de l'Amérique a baissé

En 1973, le taux de natalité est tombé en dessous du seuil de remplacement. Les médias ont donc publié des titres déclarant que le problème de la population était résolu et que l'Amérique avait atteint la croissance

démographique zéro.

C'est faux ! La population des États-Unis était, et est toujours, en croissance. Et même si le taux d'augmentation est moindre, il est toujours cent fois supérieur à celui de l'époque où nous étions contraints de vivre dans des limites avant les combustibles fossiles. Et avec 8 milliards de personnes, dont la moitié a moins de 30 ans, il naît chaque année beaucoup plus de bébés qu'auparavant, 80 millions par an aujourd'hui, et 3 milliards de plus sont attendus d'ici 2050.

4) Les féministes et les groupes de défense des droits de l'homme ont pris le contrôle du Sierra Club

Après que des féministes et des défenseurs des droits de l'homme aient été nommés au comité de population du Sierra Club, ils se sont battus pour que l'autonomisation des femmes soit le principal objectif. Dave Foreman, qui faisait partie de ce comité, s'y est opposé, car l'objectif était de stabiliser la population, puis de la réduire. L'autonomisation des femmes pourrait être un chemin clé vers cet objectif, mais n'était pas l'objectif lui-même.

Les nouveaux venus ont répondu que toute restriction implicite, telle qu'un objectif de stabilisation de la population, était une atteinte aux droits des femmes de choisir le nombre d'enfants qu'elles ont. La simple mention de limites à la croissance était coercitive.

La prise de contrôle de la plate-forme démographique du Sierra Club par des personnes ignorant ou incapables de comprendre "The Limits to Growth" et "The Tragedy of the Commons" était une tragédie. Le Sierra Club a contribué à rendre le sujet de la population tabou et politiquement incorrect.

Un autre facteur important qui a poussé le Sierra Club à abandonner sa position sur la population est le fait que David Gelbaum, qui leur avait donné plus de 100 millions de dollars, a exigé qu'ils prennent cette position, sinon il ne continuerait pas à leur faire des dons importants (Weiss).

Depuis les années 1980, les médias ont accordé peu d'attention à la croissance démographique, et pratiquement aucune depuis 1994.

Non seulement le Sierra Club et d'autres groupes environnementaux ont cessé d'écrire sur les questions de population, mais ils ont aussi cessé de rappeler aux gens que la surpopulation était responsable de tous les problèmes qu'ils essayaient de "résoudre". Il est clair que tous ces problèmes seraient réduits s'il y avait moins de gens :

- Le changement climatique
- Océans : acidification, surpêche, pollution.
- Destruction des forêts (pluviales) pour l'agriculture, l'élevage et la construction
- Perte de la biodiversité (6e extinction de masse)
- Offrir une bonne éducation aux enfants du monde entier
- Nourrir tout le monde
- Créer des emplois pour un nombre record de jeunes chômeurs

Martha Campbell va encore plus loin : elle constate une hostilité à l'égard de la question de la population, car les universités enseignent aux étudiants que le simple fait de discuter du lien entre population et environnement n'est pas un sujet de discussion tolérable et qu'il est politiquement incorrect de suggérer que le ralentissement de la croissance démographique pourrait protéger l'environnement pour les générations futures.

5) Les Cornucopiens et les écologistes de gauche ont également détruit les objectifs d'immigration et de stabilisation de la population.

On pourrait penser que la gauche est favorable à la conservation, mais il y a des dissidents qui considèrent que parler de surpopulation revient à blâmer les pauvres du monde pour leur situation critique. Mieux vaut empêcher les pays riches de consommer autant.

En 1998, le groupe marxiste de la Bay Area "Political Ecology Group" a réussi à faire échouer une initiative du Sierra Club visant à réduire l'immigration. Les idéologues de gauche ont également supprimé les discussions sur la surpopulation lors de la Conférence des Nations unies sur l'environnement humain de 1972, car ils considéraient comme coercitives les tentatives de la Chine et de l'Inde de stabiliser leur population.

6) Le public américain n'a pas de formation scientifique et ignore les avertissements des scientifiques.

Toute personne qui nie que la surpopulation est un problème devrait être appelée négationniste de la population, tout comme ceux qui insistent sur le fait qu'il n'y a pas de changement climatique sont appelés négationnistes du changement climatique. Pour une raison quelconque, presque tout le monde, qu'il ait ou non des connaissances scientifiques, ignore les avertissements concernant la population :

1. 1798, Essai sur le principe de population de Thomas Malthus.
2. 1968 La tragédie des biens communs de Garrett Hardin.
3. 1968 The Population Bomb de Paul Ehrlich
4. 1973 Limits to Growth de Donella Meadows et al.
5. 1980 Overshoot de William Catton (surtout le chapitre 2)
6. 1992 L'avertissement des scientifiques mondiaux à l'humanité. 1 700 des plus grands scientifiques du monde, dont la majorité des lauréats du prix Nobel des sciences, ont lancé cet appel
7. 1993 The Arithmetic of Growth : Méthodes de calcul par Albert Bartlett.
8. 1995 The Immigration Dilemma : Avoiding the Tragedy of the Commons par Hardin
9. 1999 The Ostrich Factor : Notre myopie en matière de population par Garrett Hardin
10. 2001 Perspectives mondiales de la biodiversité 2001
11. 2005 Évaluation des écosystèmes pour le millénaire
12. 2006 L'exponentiel essentiel : Pour l'avenir de notre planète par Albert Bartlett (vidéo)
13. 2014 Les lauréats du prix Nobel 2014 appellent à un changement révolutionnaire dans la façon dont les humains utilisent les ressources. Onze titulaires du prestigieux prix affirment que la consommation excessive menace la planète et que les humains doivent vivre de manière plus durable.

7) Eduquer les femmes pour réduire la population : une bonne idée mais...

En ce qui concerne la réduction de la population, Virginia Abernethy émet des critiques valables quant à l'efficacité de cette mesure dans "Population Politics : The Choices That Shape Our Future".

La principale raison pour laquelle cela ne fonctionnera pas est qu'il est trop tard. Nous sommes trop loin dans le dépassement de la capacité de charge une fois que les combustibles fossiles commencent à décliner.

Mais c'est quand même une bonne idée, pour qu'au fur et à mesure que l'énergie, les ressources naturelles et la population diminuent, des femmes éduquées puissent lutter contre la perte de leurs droits parce qu'elles sauront qu'il ne doit pas en être ainsi.

8) Seuls les humains comptent, au diable les autres espèces de la planète.

Presque tous les livres optimistes écrits sur le thème général "OUI, NOUS POUVONS FAIRE GRANDIR 10 MILLIONS D'HABITANTS" ignorent les autres espèces de la planète. Tout ce qui compte, ce sont les besoins

humains. La 6e extinction massive causée par l'homme est en bonne voie. L'idée que nous pouvons tuer la plupart des autres espèces et maintenir une population de 10 milliards d'habitants est absurde.

9) Toute personne qui veut limiter l'immigration ou la population est dépeinte comme un raciste.

Avez-vous déjà vu quelqu'un à la télévision ou dans les journaux qui déclarait que la raison pour laquelle il souhaitait une réduction de l'immigration et de la population était son inquiétude face à la perte de biodiversité, l'augmentation de la pollution, le déclin des aquifères, des pêcheries, des forêts, de l'énergie et d'autres ressources ? Et s'ils étaient autorisés à parler des questions environnementales, ils seraient toujours accusés de cacher leur VRAIE motivation, qui est le racisme.

Pas du tout. Seuls les racistes haineux sont interviewés et leurs opinions sont liées à l'eugénisme, au génocide et au colonialisme. Ils sont présentés comme n'essayant pas de freiner toute croissance, mais seulement celle des personnes indésirables, comme les pauvres ou les races indésirables.

De nombreux écologistes systémiques ont estimé que sans les combustibles fossiles, les États-Unis pourraient faire vivre tout au plus 100 millions de personnes. Les médias devraient demander aux gens comment nous pouvons passer de 320 millions à 100 millions sans contrôle des naissances, avortement et limitation de l'immigration.

Personnellement, je pense que c'est moins de 100 millions en raison de ce que nous avons fait à notre couche arable, à nos aquifères, à l'extinction massive de la vie marine à cause de l'eutrophisation (due au ruissellement des engrais), au manque de terres pour cultiver de la nourriture une fois que l'intensification de 4x à 5x de la nourriture produite grâce aux engrais à base de gaz naturel ne sera plus atteinte, à l'épuisement du phosphore, aux espèces envahissantes, et à un tas d'autres obstacles écologiques couverts ailleurs sur ce site.

10) Le Sierra Club et d'autres groupes environnementaux ont abandonné les objectifs de niveau d'immigration

En 1989, la position du Sierra Club était que "l'immigration aux États-Unis ne devrait pas être plus importante que celle qui permettra d'atteindre la stabilisation de la population aux États-Unis".

Mais dans les années 1990, les défenseurs de l'environnement ont craint de s'aliéner les groupes de gauche et de défense des droits raciaux et ont supprimé de leurs programmes l'immigration visant à stabiliser la population.

Depuis lors, l'immigration a connu une croissance considérable. Jusqu'en 1965, elle était d'environ 200 000 par an. En 1965, elle a bondi à 1 000 000, et en 1990 à 1,5 million.

L'immigration est désormais la principale cause de la croissance démographique des États-Unis. Entre 1900 et 2000, la population a presque quadruplé (de 76 à 281 millions), la plus forte augmentation sur 10 ans ayant eu lieu entre 1990 et 2000 (32,7 millions).

11) Nous devons avoir une croissance démographique plus importante pour financer les retraités et faire croître l'économie.

C'est clairement un schéma de Ponzi fou qui ne peut pas durer éternellement sur une planète finie.

C'est aussi un moyen d'avoir une main d'œuvre bon marché une fois que de nombreuses personnes se disputent les emplois, et peut-être la vraie raison pour laquelle les élites voulaient une croissance démographique.

12) Les immigrants prennent les emplois dont les Américains ne veulent pas.

Qui profite de l'immigration ? Les entreprises qui veulent payer les gens moins cher. Tous les autres sont perdants. Les salaires seraient beaucoup plus élevés s'il n'y avait pas autant de personnes en concurrence pour chaque emploi, ce qui fait baisser les salaires, la sécurité et les conditions de travail.

L'économie de marché apprécie également la forte croissance démographique des pays à faible revenu à l'étranger, ce qui contribue à faire baisser les salaires dans le monde entier.

13) Nous sommes riches, donc nous sommes obligés d'offrir un abri aux immigrants, et nous sommes une nation d'immigrants.

Ce n'est pas parce que nous ne pouvons pas contrôler les politiques démographiques des autres pays que nous devons les récompenser pour s'être reproduits au-delà de leur capacité de charge. Puisque les nations développées consomment beaucoup plus de ressources, les immigrants de l'Inde aux États-Unis multiplient par 40 l'épuisement des ressources, puisque les Américains consomment 40 fois plus par habitant que les Indiens.

14) La nature nous maintient en vie

Les gens subissent un lavage de cerveau en voyant le monde à travers des filtres économiques, oubliant que les forêts, les pêcheries, les zones humides, les aquifères, la terre arable saine et profonde de classe 1 et 2, et d'autres ressources sont essentielles à la survie, et peuvent être diminuées et même épuisées.

15) Conférence internationale des Nations Unies sur la population et le développement de 1994

Lors de cette conférence, l'église catholique et des activistes bien intentionnés mais ignorants de l'écologie ont déplacé l'objectif de stabilisation et de croissance de la population vers l'autonomisation des femmes. Ils ont qualifié les tentatives de la Chine et de l'Inde de coercitives et ont ainsi tué le planning familial, le remplaçant par l'autonomisation, les droits reproductifs et la santé, parce que le planning familial était désormais présenté comme coercitif.

Ils ont peut-être oublié que les femmes sont contraintes à des grossesses non désirées et qu'elles meurent souvent ou sont gravement blessées lors de l'accouchement. L'un des résultats de cette conférence est que de nombreuses femmes pauvres n'ont que peu ou pas d'accès au planning familial et, par conséquent, sont incapables de contrôler leur corps, le nombre d'enfants qu'elles ont et le moment où elles les ont.

Cette conférence a découragé toute discussion sur le lien entre la croissance démographique et la destruction de l'environnement, car cela était considéré comme anti-femme. Toute personne qui persistait à parler de la croissance de la population était dédaigneusement qualifiée de malthusienne.

16) La théorie démographique standard

On supposait que les femmes voudraient moins d'enfants au fur et à mesure que leur nation se moderniserait et que davantage de femmes seraient éduquées.

Une meilleure théorie, qui correspond à la réalité, est que si les hommes et les femmes ont un accès facile au contrôle des naissances, ils auront moins d'enfants.

Par exemple, en Thaïlande, où le planning familial est facile à obtenir, les femmes sans éducation utilisent le contrôle des naissances autant que les femmes éduquées. Aux Philippines, où le contrôle des naissances est

difficile à obtenir en raison de l'Église catholique, les femmes sans éducation n'utilisent pas de contraception parce qu'elles ne peuvent pas l'obtenir.

Si les femmes pouvaient avoir accès au contrôle des naissances, le taux de croissance de la population diminuerait.

Les femmes ne sont pas stupides, elles savent que l'accouchement est dangereux - le risque de décès ou de blessure est très élevé. Les femmes préfèrent rester en vie pour s'occuper de leurs enfants existants. Un million d'enfants restent orphelins chaque année - l'accouchement tue 287 000 femmes et en blesse 10 millions d'autres chaque année, selon l'Organisation mondiale de la santé.

17) C'est dans la nature humaine de ne pas s'inquiéter de la surpopulation

En fin de compte, il se peut que nous ne soyons pas faits pour nous préoccuper de cette question. Tout le monde aime les bébés. Nous sommes tribaux. Nous sommes optimistes.

18) Ne vous inquiétez pas : le taux de fécondité et les maladies font baisser la population

Dans le monde entier, le planning familial a fait baisser le taux de fécondité de 5,5 à 2,5 enfants par femme. C'est pourquoi les médias annoncent que l'explosion démographique est terminée. Mais le taux est toujours supérieur au taux de remplacement, la population continue de croître de manière exponentielle. Juste un peu plus lentement.

19) Propagande des militants anti-avortement, des chefs religieux et des groupes de réflexion de droite.

Les plus extrêmes ne sont pas seulement contre l'avortement, mais même contre le planning familial. Les catholiques et les militants de droite ont mis au point une stratégie pour convaincre les gens qu'il n'y avait pas de problème de population, puisque c'est l'une des raisons pour lesquelles de nombreuses personnes ont soutenu les avortements légaux.

Les pays islamiques sont considérés comme vivant à l'âge des ténèbres, mais certains pays musulmans sont les plus avancés en matière de planning familial. En Iran, les subventions cessent après le troisième enfant et des cours sur les méthodes de contraception modernes sont exigés avant l'obtention d'une licence de mariage.

Les capitalistes ont réussi à dépeindre les écologistes avec des termes négatifs, comme le fait qu'ils sont trop préoccupés par l'environnement, ce qui menace les emplois, et que leurs préoccupations concernant la pollution et les espèces en voie de disparition sont exagérées.

20) De nombreuses personnes ne comprennent pas la puissance de la croissance exponentielle.

Population doubling times

Years	Billions	Years to add 1 billion more people
1800	1	200,000
1930	2	130
1960	3	30
1975	4	15
1987	5	12
1999	6	12
2011	7	12

Source: Scheidel (2003)

21) Les républicains ont réduit le financement des programmes internationaux de planification familiale

Sans parler de la lutte acharnée qu'ils ont menée contre le contrôle des naissances et l'avortement dans leur pays. Reagan, Trump et George W. Bush ont tous nui aux efforts visant à fournir aux femmes des pays en développement des moyens de contrôle des naissances et des avortements. En raison du manque de contrôle des naissances et d'avortements, les Mexicains et les autres habitants d'Amérique centrale ont beaucoup plus d'enfants que ce que leurs pays peuvent supporter, alors bien sûr ils viennent ici, tout comme les immigrants légaux des nations surpeuplées. Les États-Unis fonctionnent comme une soupape de sécurité pour les nations qui ne peuvent pas contrôler leur propre population et retardent un peu plus la révolution et la famine.

22) Il est plus facile de blâmer le changement climatique que de faire quelque chose pour la population.

Si les politiciens voulaient vraiment faire la différence, ils limiteraient la croissance de leurs villes en fonction de la disponibilité de l'eau, etc. Selon le professeur Keeley de l'UCLA, dans deux tiers des comtés de Californie, l'homme est à l'origine de 95 à 99 % des incendies, et non du changement climatique. Il a déclaré : "Pour moi, le changement climatique est une distraction du problème de la population... ils sont à l'aise avec le réchauffement climatique parce qu'ils ne peuvent pas être tenus responsables, alors que la croissance démographique est quelque chose qui affecte beaucoup plus directement leurs électeurs, en ce moment (Bland 2019).

23) Extrait de Comment Nixon et l'Église catholique ont conspiré pour stopper les actions visant à prévenir la surpopulation.

En 1971, il a reconnu que la confiance dans les décisions privées et volontaires : "ne sera pas suffisante pour assurer la limitation nécessaire de la croissance démographique, à moins d'un changement radical et rapide des attitudes et des désirs. L'Église doit s'engager à opérer ce changement. L'hypothèse selon laquelle les couples ont la liberté d'avoir autant d'enfants qu'ils peuvent en supporter doit être remise en question. Nous ne pouvons plus justifier de mettre au monde autant d'enfants que nous le désirons. Notre responsabilité collective les uns

envers les autres l'interdit. Compte tenu de la crise démographique, nous devons reconnaître et enseigner, en commençant par nous-mêmes, que l'homme a l'obligation de limiter la taille de sa famille."

Et en 1972, les presbytériens ont demandé aux gouvernements "de prendre les mesures qui permettront de stabiliser la taille de la population" (....). Nous qui sommes motivés par l'urgence de la surpopulation plutôt que par la perspective de la décimation, nous préserverions l'espèce en répondant par la foi : Ne vous multipliez pas - la terre est remplie !" [3].

Ce genre d'appel à l'action a permis aux dirigeants politiques américains de s'identifier au concept de contrôle de la croissance démographique et de réclamer de nouveaux programmes pour faire face au problème.

C'est dans ce climat de préoccupation croissante que le président Nixon a envoyé au Congrès son "Message spécial sur les problèmes de croissance démographique". Les messages spéciaux au Congrès sont extrêmement rares et c'était le premier message de ce type sur la population. Cette action a marqué le début de l'apogée de la volonté politique américaine de faire face à la crise démographique croissante. Le message, pour la première fois, engageait les États-Unis à faire face au problème de la population. Autre fait rare, ce message spécial a été approuvé par le Congrès. Son adoption était bipartisane, indiquant un large soutien politique à l'action politique américaine pour combattre ce problème. Le message a fait couler beaucoup d'encre, mais peu s'en souviennent.

L'élément le plus important du message spécial était la création de la Commission sur la croissance démographique et l'avenir américain. Lors de la signature du projet de loi établissant la Commission, le président Nixon a commenté le large soutien politique et public : "Je crois que c'est un événement historique. Elle a été rendue historique non seulement par l'acte du Président qui a signé cette mesure, mais aussi par le fait qu'elle a bénéficié d'un soutien bipartisan et d'un soutien aussi large dans la nation."

La Commission, composée de 24 membres, était présidée par John D. Rockefeller, 3e du nom. Elle a ordonné plus de 100 projets de recherche qui ont permis de collecter et d'analyser les données qui rendraient possible la formulation d'une politique démographique américaine globale. Après deux ans d'efforts intenses, la Commission a rédigé un rapport de 186 pages intitulé *Population and the American Future*, qui contenait plus de 70 recommandations. Ces recommandations constituaient une réponse audacieuse mais sensée aux défis auxquels nous étions confrontés en 1973. Par exemple, elles demandaient : l'adoption d'une loi sur l'éducation en matière de population pour aider les systèmes scolaires à établir des programmes bien planifiés d'éducation en matière de population ; la généralisation de l'éducation sexuelle pour tous, y compris les mineurs, aux frais du gouvernement si nécessaire ; le développement considérable de la recherche dans de nombreux domaines liés au contrôle de la croissance démographique ; et l'élimination de tout emploi d'étrangers illégaux.

Les recommandations représentaient les conclusions de certaines des personnes les plus compétentes de la nation. Les scientifiques qui ont mené à bien les 100 projets de recherche de la Commission étaient parmi les meilleurs dans leur domaine. Ces recommandations sont incluses dans ce livre car il est important pour le lecteur de savoir quelle aurait pu et dû être la réponse des États-Unis au problème de la population. Le 5 mai 1972, lors d'une cérémonie organisée dans le but de présenter officiellement les résultats et les conclusions de la Commission, le président Nixon a publiquement renoncé au rapport [4]. 6 mois avant sa réélection, le président ressentait une forte pression politique de la part d'un groupe d'intérêt particulièrement puissant et contrôlé par l'étranger, la hiérarchie de l'Église catholique romaine. Rien n'a été fait pour mettre en œuvre l'une ou l'autre des plus de trente recommandations qui, ensemble, auraient créé une politique démographique américaine globale. Pas une seule recommandation n'a été adoptée. À ce jour, les États-Unis n'ont pas de politique démographique, l'un des rares grands pays à avoir cette distinction.

Si ces 70 recommandations soigneusement motivées avaient été adoptées comme politique démographique américaine en 1973 - ou si seulement une douzaine des plus importantes avaient été adoptées - l'Amérique serait très différente aujourd'hui. Nous serions plus en sécurité, soumis à moins de criminalité, mieux éduqués aujourd'hui, avec des possibilités d'éducation encore plus grandes à l'avenir, vivant avec moins de stress dans un

environnement plus sain, avec un emploi plus sûr et de plus grandes possibilités d'emploi, avec de meilleurs soins médicaux, le tout dans une Amérique physiquement moins surpeuplée.

Nous aurions donné l'exemple au monde entier, et nous avons de bonnes raisons de croire qu'une grande partie du monde aurait suivi. Ironiquement, le peuple américain était mieux préparé à accepter ces recommandations en 1973 qu'en 1994, même si la population mondiale a connu une croissance effroyable de 43 % pendant cette brève période. Au cours des 20 dernières années, nous avons tous été soumis à un intense programme de désinformation mis en scène par l'opposition pour faire naître en chacun de nous des doutes sur la gravité du problème démographique.

24) Même Norman Borlaug, qui a obtenu un prix Nobel pour la révolution verte, est alarmé par la surpopulation.

La révolution verte a fini par être attaquée par des critiques environnementaux et sociaux qui ont déclaré qu'elle avait créé plus de difficultés qu'elle n'en avait résolues. Le Dr Borlaug a répondu que le véritable problème n'était pas ses techniques agricoles, mais la croissance démographique galopante qui les avait rendues nécessaires. "Si la population mondiale continue d'augmenter au même rythme, nous détruirons l'espèce", a-t-il déclaré. Il a prévenu le public du prix Nobel que la lutte contre la faim n'était pas gagnée. "Nous sommes peut-être à marée haute maintenant, mais la marée descendante pourrait bientôt s'installer si nous devenons complaisants et relâchons nos efforts", a-t-il déclaré (Gillis 2009).

Citations

Aldo Leopold : *"Pour une espèce, pleurer la mort d'une autre est une chose nouvelle sous le soleil. L'homme de Cro-Magnon qui a tué le dernier mammouth ne pensait qu'aux steaks. Le sportif qui a abattu le dernier pigeon n'a pensé qu'à sa prouesse. Le marin qui a matraqué le dernier pingouin n'a pensé à rien du tout. Mais nous, qui avons perdu nos pigeons, nous pleurons cette perte. Si les funérailles avaient été les nôtres, les pigeons n'auraient pas eu à nous pleurer".*

Leon Kolankiewicz : *"Notre espèce est unique, car ici et maintenant, nous sommes les seuls à avoir la capacité de détruire ou de sauver la biodiversité. Nous sommes les seuls à pouvoir nous en soucier dans un sens ou dans l'autre. Le destin de tous les êtres vivants sauvages est entre nos mains. Allons-nous les écraser ou les laisser être sauvages et libres ? Limiter la population humaine ne garantit pas le succès, mais ne pas le faire signifie un échec certain".*

Isaac Asimov : *"La démocratie ne peut survivre à la surpopulation. La dignité humaine ne peut y survivre. La commodité et la décence ne peuvent y survivre. À mesure que vous mettez de plus en plus de gens sur la planète, la valeur de la vie ne fait pas que décliner, elle disparaît".*

▲ [RETOUR](#) ▲

Géopolitique de la science : la Chine accélère

par Sylvestre Huet Publié le 29 juin 2022

Jean-Pierre : Sylvestre Huet semble être un excellent scientifique, mais ses articles sont d'une très grande pauvreté informative. **C'est une vision « en tunnel »** (il ne voit que le sujet dont il parle mais pas les autres facteurs extérieurs qui rendrait son analyse fausse : à partir de maintenant, la Chine n'a pas plus d'avenir que les autres pays riches.). C'est un article vide, dont les conclusions ne sont pas claires (il devrait utiliser une conclusion d'entrée), et, surtout, il ne dit pas les informations essentielles.

Chaque année la revue scientifique Nature publie son indicateur de la géopolitique de la science. Celui de 2022 peut donner des sueurs froides à Joe Biden. Il montre que l'ambition stratégique de la Chine, accéder à la parité avec les Etats-Unis d'Amérique, est au bout de son effort spectaculaire pour la recherche scientifique.

L'index de Nature est fondé sur la mesure des publications scientifiques dans 82 revues dites « primaires » où les chercheurs publient leurs résultats afin de les diffuser et de les confronter à la critique de leurs pairs (hors sciences humaines et sociales). Ce chiffre peut sembler petit au regard des milliers de revues scientifiques, mais il s'agit des plus côtés dans les laboratoires. Celles dont l'accès signifie en général – il y a bien sûr des exceptions – que les résultats exposés sont considérés comme majeurs ou importants par les « relecteurs », les scientifiques qui donnent un avis favorable ou défavorable à la publication.

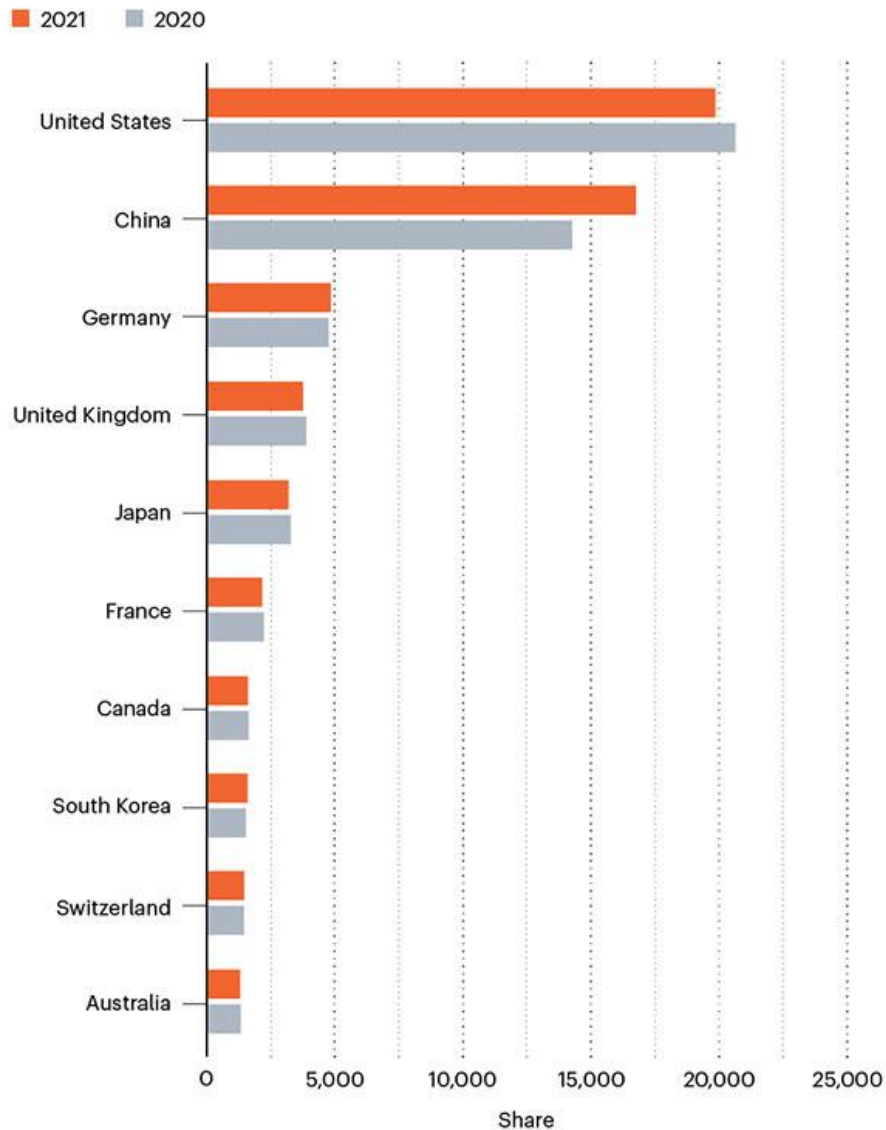
Un effet de la pandémie ?

Le classement des principaux pays, ci-dessous dans un graphique, montre que la Chine talonne les Etats-Unis dans ce monde des happy fews de la science mondiale. Un décompte subtil, qui prend en considération l'origine géographique des auteurs d'une publication pour attribuer des points au pays, ce qui permet de s'affranchir du phénomène croissant des co-publications qui domine de plus en plus la recherche mondiale.

Or ce classement montre que la Chine a accéléré son approche de son rival stratégique, notent certains observateurs dans l'article de Nature, notamment durant la période de pandémie de COVID-19. Et serait-il en partie due à cette pandémie ? En effet, les Etats-Unis montrent un curieux recul de leur part de la production scientifique mondiale ainsi mesurée en 2021 par rapport à 2020, une part qui passe symboliquement sous la barre des 20%. Or, comme il y a souvent plusieurs mois d'écart entre la recherche conduite et sa publication, le classement de 2021 reflète la production de 2020 – et souvent le résultat de plusieurs années d'efforts et d'investissements – et le classement de 2020 celle de 2019. Comme si les restrictions d'activités durant l'année 2020 avaient ralenti les laboratoires états-uniens, tandis que les laboratoires chinois continuaient leur marche avant à vitesse accélérée. Le tableau montre une stagnation ou un recul de la part de la plupart des grands pays scientifiques. Seule la Chine exhibe une évolution marquée qui lui fait enjambrer franchement la barre des 15%.

LEADING COUNTRIES 2021

The leading countries by research output as measured by the metric Share in the Nature Index for 2021, compared with their Share for 2020.



Le classement par institutions scientifiques (organismes de recherche et universités) illustre cette évolution rapide. Voici ci-dessous le classement des 25 premières :

#	Institution	Share 2020	Share 2021	Count 2021	Share 2020-2021*
1	Chinese Academy of Sciences (CAS), China	1,888.67	1,963.00	6,325	1.3% ↑
2	Harvard University, United States of America (USA)	925.43	910.93	2,649	-4.1% ↓
3	Max Planck Society, Germany	794.38	782.72	2,780	-4.0% ↓
4	French National Centre for Scientific Research (CNRS), France	713.31	675.69	4,399	-7.7% ↓
5	Stanford University, United States of America (USA)	637.25	606.51	1,559	-7.3% ↓
6	Helmholtz Association of German Research Centres, Germany	582.72	565.07	2,584	-5.5% ↓
7	Massachusetts Institute of Technology (MIT), United States of America (USA)	526.03	533.13	1,869	-1.3% ↓
8	University of Chinese Academy of Sciences (UCAS), China	425.45	530.20	2,720	21.4% ↑
9	University of Science and Technology of China (USTC), China	449.73	502.50	1,444	8.8% ↑
10	Peking University (PKU), China	446.96	492.69	1,823	7.4% ↑
11	Tsinghua University, China	394.18	472.49	1,480	16.8% ↑
12	Nanjing University (NJU), China	417.66	464.02	1,099	8.2% ↑
13	University of Oxford, United Kingdom (UK)	459.53	452.28	1,485	-4.1% ↓
14	The University of Tokyo (UTokyo), Japan	461.12	447.54	1,256	-5.5% ↓
15	Zhejiang University (ZJU), China	342.75	417.24	1,020	18.6% ↑
16	University of Cambridge, United Kingdom (UK)	457.10	416.69	1,370	-11.2% ↓
17	National Institutes of Health (NIH), United States of America (USA)	399.22	406.70	1,011	-0.8% ↓
18	Swiss Federal Institute of Technology Zurich (ETH Zurich), Switzerland	379.03	395.67	1,065	1.7% ↑
19	University of California, Berkeley (UC Berkeley), United States of America (USA)	394.86	373.76	1,247	-7.8% ↓
20	Fudan University, China	291.42	366.74	1,042	22.6% ↑
21	University of California, San Diego (UC San Diego), United States of America (USA)	336.45	347.55	1,005	0.6% ↑
22	Shanghai Jiao Tong University (SJTU), China	296.70	343.13	1,050	12.7% ↑
23	Sun Yat-sen University (SYSU), China	269.08	339.08	914	22.8% ↑
24	University of Michigan (U-M), United States of America (USA)	398.48	337.97	923	-17.4% ↓
25	Yale University, United States of America (USA)	360.72	335.71	972	-9.3% ↓

Il est devenu courant d'y trouver l'Académie des sciences chinoise au premier rang, un effet du grand nombre de chercheurs chinois qui la déclarent comme leur lieu de travail dans leurs publications. C'est le même effet qui permet à la Max Planck Society allemande et au CNRS français de figurer dans les quatre premiers. Mais le plus spectaculaire est ceci : pas moins de 9 universités chinoises (donc 10 institutions avec l'Académie des sciences) font partie des 25 premiers. La prestigieuse Yale University s'y trouve certes, mais... au 25ème rang. Nature note ainsi que sur les 50 institutions qui ont grimpé le plus vite dans ce classement la dernière année pas moins de 31 sont chinoises.

Soyons taquins avec nos dirigeants français obnubilés par le classement dit de Shanghai des universités mondiales : on comprend, à la vue de ce classement, que le gouvernement chinois ait invité ses chercheurs et ses étudiants à le délaissier. Destiné au départ à aider les étudiants chinois à identifier les meilleures universités du monde pour y aller faire leurs études et notamment leurs doctorats, il devient franchement inutile pour ce faire, lorsque le meilleur endroit se situe de plus en plus souvent... en Chine !

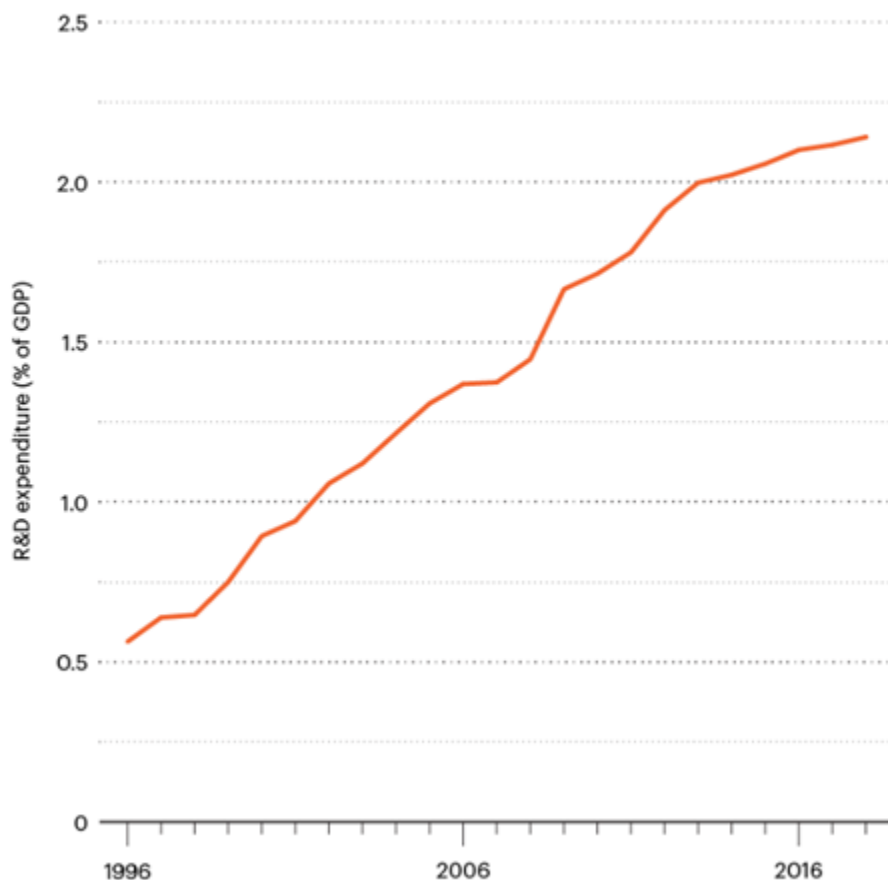
MONEY

Mais comment la Chine a-t-elle pu obtenir un succès aussi rapide ? Nature ne tourne pas autour du pot : «Money» répond-elle. Il est vrai que l'investissement de la Chine dans la recherche scientifique et technologique, en fonds publics et privés, a connu une évolution sans précédent par sa rapidité et son ampleur. La revue publie un graphique provenant de la Banque Mondiale pour la période 1996 à 2018 pendant laquelle la part du PIB consacrée par la Chine à cet effort a grimpé de 0,6% à 2,14%. Elle est aujourd'hui de 2,4, un des ratios les plus élevés du monde... et agissant sur un PIB en croissance rapide. Cela signifie des effectifs de chercheurs et

ingénieurs toujours plus nombreux et disposant des meilleurs équipements possibles.

STEADY SPENDING

China's research and development (R&D) spending as a share of its gross domestic product (GDP) has been rising steadily. This has probably contributed to the recent strong performance of its institutions in the Nature Index.



Source: World Bank (<https://go.nature.com/3tbbsxq>)

Cette ambition se poursuit aujourd'hui, car les dirigeants chinois ne se satisfont pas de leur position actuelle. Ils souhaitent augmenter encore leur effort de manière à assurer à leur pays la base scientifique et technologique qui leur a manqué lorsque le Japon et le Royaume-Uni ont attenté à sa souveraineté à la fin du 19ème siècle et au début du 20ème. Une leçon jamais oubliée à Pékin. L'objectif est clair : atteindre la parité stratégique avec les Etats-Unis dans ce domaine, la clef d'une position géopolitique à la hauteur de la démographie chinoise.

▲ [RETOUR](#) ▲

Le monde a besoin d'un " refroidissement rapide du climat " car le dépassement de 2°C est désormais probable, selon une nouvelle étude

Nafeez Ahmed 29 juin 2022



Journaliste-perroquet : Il n'est donc pas capable de poser des questions ? Article vraiment médiocre.



Les scientifiques avertissent que la situation climatique est si grave que nous devons non seulement retirer le carbone de l'atmosphère, mais aussi commencer à explorer les technologies controversées de géo-ingénierie solaire pour refroidir la planète, rapporte Nafeez Ahmed.

Selon un récent article paru dans **Nature Climate Change**, il y a désormais 66 pourcent de chances que le seuil de sécurité climatique de 1,5°C soit dépassé après 2030 et que le seuil de 2°C soit franchi d'ici 2057. Ce n'est toutefois pas la première fois que des experts soulignent la rapidité avec laquelle le monde se dirige vers un réchauffement planétaire dangereux.

L'année dernière, un article publié dans la revue *Climate Risk Management* concluait que "**le dépassement de l'objectif climatique dangereux est presque inévitable**" et que la seule façon de l'atténuer maintenant est de stopper les émissions de carbone dès que possible, d'éliminer le dioxyde de carbone de l'atmosphère et de déployer des technologies "~~pour refroidir rapidement les températures mondiales~~".

"En ce moment critique, la communauté internationale doit donner la priorité à la recherche et à l'élaboration d'un plan de gestion du risque de dépassement réalisable, sous peine de subir des dommages catastrophiques irréversibles aux systèmes biophysiques et physiochimiques qui soutiennent la civilisation humaine", a déclaré le Dr Graeme Taylor, de l'Institut du changement mondial de l'université du Queensland, coauteur du rapport.

Le somnambulisme vers la catastrophe

Selon le rapport 2021 sur le déficit d'émissions du programme des Nations unies pour l'environnement, pour limiter le réchauffement de la planète à 1,5 °C, **le monde doit réduire de moitié les émissions de gaz à effet de serre en huit ans seulement.**

"**Cela n'arrivera pas**", a déclaré le Dr Taylor au *Byline Times*. "**Malgré les nouveaux engagements nationaux, les émissions devraient continuer à augmenter, et non à diminuer. L'objectif de 1,5°C sera dépassé la prochaine décennie, avec des conséquences potentiellement catastrophiques.**"

Bien que de nombreux scientifiques insistent sur le fait que cela est "techniquement" possible, de plus en plus de privés pensent que, en raison de la réalité de l'inertie politique, nous allons forcément dépasser cette limite. Cela pourrait avoir des conséquences catastrophiques.

Un réchauffement supérieur à 1,5 °C entraînerait la disparition de la plupart des récifs coralliens et rendrait la majeure partie des régions tropicales invivables. À 1,6 °C, la majeure partie de la calotte glaciaire du Groenland fondrait, ce qui entraînerait une élévation du niveau des mers pouvant atteindre sept mètres. En outre, 20 à 30 % des terres émergées de la planète deviendraient nettement plus sèches.

Mais le plus grand risque, selon le Dr Taylor, est que le réchauffement de la planète à ce niveau puisse "**déclencher des rétroactions incontrôlables**".

"Le premier point de basculement climatique, à savoir la fonte complète de la glace de mer arctique en été, pourrait se produire dans une décennie", a-t-il déclaré à ce journal.

Comme la recherche conclut que le changement climatique dangereux est pratiquement inévitable, elle soutient qu'il est maintenant urgent d'explorer les technologies qui peuvent rapidement refroidir les températures mondiales et éliminer le dioxyde de carbone de l'atmosphère.

"Les températures moyennes mondiales ont déjà un impact mesurable sur les systèmes de la Terre à 1,2 °C au-dessus des niveaux préindustriels", indique le rapport. "De nombreux systèmes humains et environnementaux ne peuvent pas s'adapter à des températures plus élevées, qui pourraient dépasser des points de basculement critiques dans les systèmes climatiques physiques et écologiques."

Refroidissement global

Ces risques sont aggravés par la probabilité de dépasser la limite internationale des 2 °C *"en raison des obstacles politiques et de l'inertie systémique des gaz à effet de serre existants, du réchauffement des océans et des décennies nécessaires pour remplacer les infrastructures existantes"*.

Alors que la plupart des scénarios d'atténuation des Nations unies prévoient diverses formes d'élimination du dioxyde de carbone à grande échelle pour ramener les températures à des niveaux sûrs, l'un des principaux problèmes est que *ces mesures "agiront trop lentement pour empêcher un dangereux dépassement"*.

Il est donc urgent d'étudier *"si des mesures rapides de refroidissement du climat peuvent être nécessaires pour réduire les risques liés aux températures élevées"* pendant la période où le réchauffement planétaire risque de franchir la zone de danger alors que nous sommes encore en train de décarboniser l'économie mondiale.

~~L'une des approches les plus prometteuses pour un tel refroidissement du climat - concluent le Dr Taylor et la co-auteure du rapport, Sue Vink, chercheur principal à l'université du Queensland - est la gestion du rayonnement solaire.~~

Cela peut impliquer de nombreuses technologies différentes conçues pour renvoyer l'énergie solaire dans l'espace. Certaines sont aussi simples que la peinture blanche des toits pour réduire la chaleur urbaine ou la création de nuages marins pour réduire la probabilité de blanchiment des coraux. D'autres technologies plus controversées consistent à libérer des aérosols réfléchissants dans l'atmosphère ou à placer des miroirs géants en orbite autour de la Terre.

Le Dr Taylor a déclaré que "**ces technologies ne peuvent être utilisées tant que leurs risques ne sont pas compris et atténués**". Mais il a également affirmé qu'elles seront nécessaires *"pour limiter le dépassement de la température jusqu'à ce que les concentrations de gaz à effet de serre soient stabilisées à des niveaux sûrs"* - nous devons donc comprendre leurs risques et avantages potentiels.

"Le dépassement de l'objectif climatique dangereux est presque inévitable", a déclaré le Dr Taylor au Byline Times. "La planète souffre déjà d'un changement climatique dangereux et nous devons de toute urgence réduire les températures moyennes mondiales pour empêcher la perte de l'Arctique, des récifs coralliens, des forêts tropicales et d'autres écosystèmes critiques et éviter de franchir les points de basculement climatique et de déclencher un emballement du changement climatique."

Les détracteurs de la géo-ingénierie solaire ont fait valoir que le simple fait de discuter de cette technologie

augmente le risque d'actions unilatérales et pourrait retarder la décarbonisation. À l'heure actuelle, les technologies de géo-ingénierie sont déjà explorées par divers gouvernements sans qu'il y ait de responsabilité publique mondiale.

Au début de l'année, une équipe de scientifiques a écrit dans la revue interdisciplinaire **Wiley Climate Change** que "*la géo-ingénierie solaire à l'échelle planétaire n'est pas gouvernable de manière inclusive et juste au sein du système politique international actuel*". Selon eux, les risques et les avantages sont "mal compris" et pourraient ne jamais l'être avant le déploiement - avec trop d'incertitudes quant aux impacts sur les modèles météorologiques régionaux, l'agriculture et la disponibilité de la nourriture et de l'eau.

Leur plus grande préoccupation est que l'utilisation équitable, collective et responsable de ces technologies nécessite que les pays les plus puissants accordent aux institutions multilatérales un droit de veto et un contrôle sur leur déploiement, afin de garantir les intérêts et les droits des pays les plus vulnérables. Mais, comme de telles structures et organisations internationales "*dotées de moyens convaincants de contrôle démocratique et de pouvoirs d'exécution sans précédent*" n'existent même pas, l'utilisation équitable et responsable de la géo-ingénierie solaire est impossible.

Ils ont donc appelé les gouvernements et l'ONU à prendre immédiatement le contrôle politique de ces technologies et à convenir d'un "*accord international de non-utilisation de la géo-ingénierie solaire*" pour garantir qu'elles ne soient pas déployées.

Une approche de précaution ?

Le problème le plus fondamental de cette argumentation est peut-être qu'elle n'aborde pas de manière crédible la question essentielle - la probabilité élevée et actuellement croissante que nous franchissions la zone de danger climatique.

L'autre problème est la solution : après avoir écarté la perspective que les institutions multilatérales existantes puissent fournir un mécanisme pour réglementer la géo-ingénierie solaire, l'étude préconise que les institutions multilatérales et les gouvernements se réunissent pour réglementer ces technologies en convenant collectivement de leur non-utilisation et en la faisant respecter - ce qui est, en fait, exactement ce qui, selon eux, sera impossible.

Selon le Dr Graeme Taylor, les détracteurs de ces technologies soulèvent des questions importantes et légitimes sur **leurs risques potentiels**, mais oublient que les meilleures preuves scientifiques suggèrent que nous sommes déjà trop loin. Il ne s'agit donc pas d'interdire purement et simplement toutes les approches de la géo-ingénierie, mais d'identifier les approches les plus sûres.

Le Dr Taylor a également souligné que la géo-ingénierie ne devrait pas être utilisée pour légitimer le statu quo. Au contraire, l'accord de Paris doit être complété par ce que lui et Vink appellent "*un plan réaliste de gestion des risques de dépassement*", combinant trois approches.

Tout d'abord, selon eux, nous devons réduire les émissions de gaz à effet de serre aussi rapidement que possible. Deuxièmement, comme le changement climatique dangereux est déjà là, nous devons ~~déployer des mesures d'élimination du dioxyde de carbone à grande échelle pour réduire le carbone atmosphérique~~. Et troisièmement, ils pensent que nous devons utiliser des technologies de gestion du rayonnement solaire pour maintenir les températures dans des limites sûres jusqu'à ce que les niveaux de CO2 aient été réduits à un niveau permettant de stabiliser le climat.

"Je pense que les gouvernements auront inévitablement recours à la géo-ingénierie solaire pour éviter que des conditions météorologiques de plus en plus extrêmes ne provoquent des pertes de récoltes catastrophiques", a déclaré le Dr Taylor. De nombreux gouvernements pourraient même commencer à prendre des mesures unilatérales, ce qu'ils ont déjà fait, ce qui signifie que nous avons besoin d'une réglementation mondiale dès

maintenant et que nous ne pouvons pas l'avoir sans une meilleure recherche.

Le document appelle donc à la mise en place d'un solide programme de recherche mondial dirigé par les Nations unies *"sur les risques, les coûts et les avantages de toutes les méthodes d'atténuation potentielles par rapport aux risques et aux coûts probables d'un dépassement des températures de sécurité"*, ainsi qu'à un accord international qui n'interdit pas la géo-ingénierie, mais qui en régit l'utilisation afin d'éviter que les gouvernements ne prennent des mesures unilatérales dangereuses.

Le Dr Taylor s'est référé au "principe de précaution" pour reconnaître l'urgence d'évaluer scientifiquement les technologies d'élimination du carbone et de gestion du rayonnement solaire.

"S'il pourrait être très dangereux de déployer des technologies non testées, les conséquences pourraient être catastrophiques si les interventions climatiques n'étaient pas utilisées à temps pour empêcher un dépassement dangereux", a-t-il déclaré. "Les opposants doivent reconnaître que l'alternative à la recherche et au déploiement de la géo-ingénierie est de laisser tous les efforts pour limiter les hausses de température à la réduction des émissions, une stratégie qui serait presque certaine d'échouer."

Il fait valoir que le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat des Nations unies devrait coordonner les recherches nécessaires et urgentes afin que nous puissions mieux comprendre les risques et l'efficacité de ces technologies.

Transformer le système

Comme Byline Times l'a déjà signalé, d'autres recherches montrent que les technologies existantes dans les secteurs de l'énergie, des transports et de l'alimentation sont en passe de bouleverser les industries à forte intensité de carbone, responsables de 90 % des émissions, au cours des deux prochaines décennies. Si ces bouleversements ne peuvent être arrêtés, ils peuvent être retardés.

Mais si le changement climatique dangereux est déjà là, le risque est que le fait de retarder ces bouleversements en s'accrochant le plus longtemps possible aux industries en place place la Terre dans la zone de danger climatique pendant beaucoup trop longtemps - ce qui pourrait déclencher des effets de rétroaction dangereux qui, à leur tour, pourraient déclencher les pires scénarios.

En conséquence, pour le Dr Taylor, l'élimination du carbone et la gestion du rayonnement solaire pourraient être les seuls moyens de garantir un climat stable.

*"Si je suis d'accord pour dire que les nouvelles technologies vont provoquer des changements massifs et rapides dans les domaines de l'énergie, de l'alimentation et des transports", a-t-il déclaré, "le processus sera inégal et retardé en raison de la combinaison de l'opposition économique et politique et des retards causés par les difficultés et les coûts liés au changement des comportements et à la transformation des infrastructures existantes. Bien que nous puissions nous attendre à une accélération exponentielle du changement, je pense qu'il faudra encore des décennies pour atteindre le niveau **zéro-net**. Pendant ce temps, les concentrations atmosphériques totales de gaz à effet de serre continueront à augmenter, tout comme l'inertie thermique des océans".*

L'effet combiné du déploiement de ~~ces technologies de rupture — solaire, éolienne et batteries ; véhicules électriques (VE), éventuellement VE autonomes, et Transport as a Service ; et fermentation de précision et agriculture cellulaire (PFCA) —~~ sera de réduire considérablement les coûts de déploiement des technologies CDR et SRM potentielles.

~~Une électricité propre et abondante, combinée au travail des machines et aux nouvelles avancées dans le domaine des matériaux, rendrait ces technologies, et bien d'autres technologies exotiques qui sont trop chères aujourd'hui, commercialement viables et technologiquement réalisables pour la première fois.~~

En d'autres termes, ces technologies CRD et SRM ne deviendront réellement réalisables que lorsque nous aurons réellement transformé et décarbonisé nos systèmes énergétiques, de transport et alimentaires. Si cette transformation ne se limite pas à la technologie - gouvernance, structures économiques, valeurs, mentalités, etc. -, nous pouvons accélérer le changement des systèmes en tirant parti des technologies existantes dans ces trois secteurs clés.

Un nombre croissant de scientifiques préviennent qu'il est peut-être déjà trop tard pour éviter un changement climatique dangereux. Mais il n'est pas trop tard pour sortir de la zone de danger et accélérer le passage à un climat sûr. Mais si nous voulons y parvenir, nous aurons besoin de conversations beaucoup plus robustes pour nous aider à faire les choix difficiles qui nous attendent.

▲ [RETOUR](#) ▲

Sobriété énergétique, l'affolement gagne

Par [biosphere](#) 1 juillet 2022



Catherine MacGregor, directrice générale d'Engie, Jean-Bernard Lévy, président-directeur général d'EDF, Patrick Pouyanné, président-directeur général de TotalEnergies appellent à une sobriété d'urgence face à la flambée des prix de l'énergie. ([Le Journal du Dimanche](#))

Éditorial du MONDE

Il est assez rare que des entreprises incitent leurs clients à moins acheter les produits qu'elles commercialisent. « *Le prix de l'énergie menace notre cohésion* », clament les dirigeants dans la tribune. Une phrase qui aurait sans doute encore beaucoup plus de retentissement si elle était prononcée et assumée au sommet de l'Etat. Lorsque les efforts sont massifs et coordonnés, les économies d'énergie sont substantielles. Mais la ruée sur les climatiseurs lors de la dernière vague de chaleur montre qu'il y a encore beaucoup à faire en matière de civisme énergétique. Le gouvernement doit expliquer clairement que la sobriété est une moindre contrainte que le rationnement. Or, si la première n'est pas acceptée, c'est le second qui finira par s'imposer.

Sobriété énergétique : la nécessité d'un discours public

Éditorial Le Monde

L'appel des dirigeants de TotalEnergies, EDF et Engie à une réduction de la consommation d'énergie souligne en creux le retard pris par le gouvernement pour inciter les Français à changer véritablement leurs comportements.

Il est assez rare que des entreprises incitent leurs clients à moins acheter les produits qu'elles commercialisent. Pourtant, les dirigeants des trois énergéticiens français, TotalEnergies, EDF et Engie viennent de lancer un vibrant appel, publié le 26 juin dans [Le Journal du dimanche](#), pour enjoindre aux Français de réduire leur consommation de pétrole, d'électricité et de gaz.

Patrick Pouyanné, Jean-Bernard Lévy et Catherine MacGregor alertent l'opinion sur les fortes perturbations qui fragilisent le système énergétique français. Les tensions liées au conflit russo-ukrainien ainsi que la réduction des capacités de production d'énergie d'origine nucléaire et hydraulique mettent à rude épreuve notre approvisionnement, soulignent-ils, avant d'appeler à un effort « *immédiat, collectif et massif* » de la part des Français.

La force et la pertinence de cet appel ne font que souligner en creux l'absence de discours des pouvoirs publics sur le sujet de la sobriété. La crise énergétique a commencé dès l'été 2021, avec une forte envolée des prix, que l'invasion de l'Ukraine par la Russie a portée à son paroxysme depuis quatre mois. A part quelques déclarations isolées, le gouvernement tarde à lancer une grande campagne pour inciter les Français à changer véritablement leurs comportements en matière énergétique. « *Le prix de l'énergie menace notre cohésion* », clament les dirigeants dans la tribune. Une phrase qui aurait sans doute encore beaucoup plus de retentissement si elle était prononcée et assumée au sommet de l'Etat.

Une efficacité surprenante

Fin février, Emmanuel Macron aurait pu saisir l'occasion de la présentation de son plan sur la transformation du mix électrique pour sensibiliser les Français sur leur consommation. L'instauration du bouclier énergétique ou la baisse de 18 centimes du prix de l'essence auraient pu également être des moments-clés pour lancer une mobilisation nationale qui tarde à prendre forme. Pendant que le gouvernement allemand n'hésite pas à déclencher un seuil d'alerte sur l'approvisionnement en gaz du pays, appelant ses citoyens à un « *effort national* », la France se contente d'un discours diffus et peu audible.

Deux événements peuvent expliquer la prudence du gouvernement. D'abord, le mouvement des « **gilets jaunes** », qui avait éclaté sur une injonction fiscale maladroite à participer à la transition énergétique. Par ailleurs, les Français sortent à peine de deux ans de contraintes liées à la pandémie de Covid-19. Il faut sans doute faire preuve de la plus grande pédagogie pour les convaincre de renoncer en partie à leur confort énergétique.

Celle-ci consiste d'abord à rappeler que **la sobriété, sous des dehors prosaïques, peut se révéler d'une efficacité surprenante.** Les exemples du choc pétrolier de 1973 ou encore l'accident nucléaire de Fukushima montrent que, lorsque les efforts sont massifs et coordonnés, les économies d'énergie sont substantielles. Dans le cas japonais, la consommation d'électricité avait pu chuter de 15 % grâce à des gestes simples. La ruée sur les climatiseurs lors de la dernière vague de chaleur montre qu'il y a encore beaucoup de progrès à faire en matière de civisme énergétique.

Il faut aussi insister sur les vertus d'économies qui apportent des réponses aux trois défis auxquels nous sommes confrontés : le pouvoir d'achat, la transition écologique et l'indépendance énergétique. Enfin, le gouvernement doit expliquer clairement que **la sobriété est une moindre contrainte que le rationnement.** Or, si la première n'est pas acceptée, c'est le second qui finira par s'imposer.

Contributions

Marc Zaninetti : 100% d'accord. Mais il faudra aussi l'appui inconditionnel des médias.

Pessicart : Il n'y aura pas un seul homme politique d'envergure pour expliquer les enjeux aux français. **Même les écolos mettent l'idéologie avant la réalité.** Leur fond de commerce, système présidentiel oblige, c'est de faire croire qu'avec eux il n'y aura ni effort à produire ni problème de financement.

Electron : La sobriété énergétique est évidemment du bon gouvernement. A la fois parce que l'on doit lutter contre le réchauffement climatique, qu'avec la guerre en Ukraine l'année prochaine risque d'être particulièrement difficile avec le gaz, mais aussi parce que pétrole et gaz sont des ressources fossiles qui vont commencer à manquer. Et que les conséquences, si elles ne sont pas anticipées, risquent d'être particulièrement grave. Mais la France a produit **les Gilets jaunes, première révolte mondiale contre l'action pour la transition énergétique.** Et elle a voté à 45 % pour Le Pen et Mélenchon, qui promettent de baisser le prix du pétrole par miracle. Et surtout le dernier, dont la programmation écologique, c'est de permettre aux français de polluer un max... avec l'appui des Verts.

Jubb : Publiquement, Engie m'incite à la sobriété énergétique. Pourtant, par mail, Engie me démarche par venir installer la climatisation chez moi. C'est ça un discours d'affichage ?

MaLon : Je reçois depuis 2 semaines, tous les 2/3 jours, de la pub d'Engie pour m'équiper en climatiseur.... Allez comprendre la logique....

Kosim : Tant que les publicités et les reportages en tout genre renvoient en parallèle un modèle de sur-consommation, on ne créera que de la frustration et de la colère à dire qu'il faut être sobre....

Fred64 : Tous les jours sur le port je regarde les plaisanciers sortir leurs gros bateaux et faire des ronds dans l'eau à X litres à l'heure !

Transition_necessaire : Que ce sujet soit enfin prioritaire. Je continue à voir du gaspillage partout autour de moi, par des personnes pas forcément méchantes. Je recommande une analyse complète sur le sujet mise en musique : « [il en faut peu pour être heureux](#), il faut se satisfaire du nécessaire » (le livre de la jungle)

Frog : Les partisans de la décroissance sont de plus en plus nombreux, on dirait. C'est étrange ces conversions subite pour les scénarios Negawatts quand il n'y a plus rien à vendre...

Cour suprême, un ramassis de cinglés

Six idéologues complètement cinglés vont précipiter les USA dans le camp climato-sceptique et ajouter toujours plus de chaos sur notre petite planète. Les [six juges conservateurs de la Cour suprême](#) ont estimé, contre l'avis de leurs trois collègues progressistes, que l'Agence pour la protection de l'environnement (EPA) ne pouvait pas édicter de règles générales pour réguler les émissions des centrales à charbon, qui produisent près de 20 % de l'électricité aux Etats-Unis : « Mettre une limite aux émissions de dioxyde de carbone à un niveau qui imposerait de renoncer au niveau national au charbon pour produire l'électricité pourrait être une solution pertinente à la crise d'aujourd'hui. Mais il n'est pas plausible que le Congrès ait donné à l'EPA l'autorité d'adopter une telle mesure ».

Après la [volte-face sur l'avortement](#) la semaine dernière, cette décision est un nouveau renversement de jurisprudence. En 2007, La Cour suprême avait décidé à une courte majorité que l'EPA était compétente pour réguler les émissions de gaz responsables du réchauffement climatique, au même titre qu'elle est chargée de limiter la pollution de l'air par une loi des années 1960.

Dans un argumentaire distinct écrit au nom des progressistes on dénonce cet avis : « Aujourd'hui, la Cour a retiré à l'Agence de protection de l'environnement le pouvoir que le Congrès lui a donné de répondre au "problème le plus pressant de notre époque" ». La magistrate Elena Kagan rappelle que les six années les plus chaudes ont été enregistrées au cours de la dernière décennie. Notre planète est en feu et cette Cour suprême extrémiste détruit la capacité du pouvoir fédéral de se battre.

Que le sort de l'humanité dépende de quelques individus comme des conservateurs ignares ou des dirigeants paranoïaques comme Poutine montre à quel point nous sommes une espèce homo demens bien plus qu'homo sapiens.

Écologie, le ministère de l'impossible

Par biosphere 30 juin 2022

Robert Poujade (1928-2020), le premier titulaire du portefeuille de l'environnement en 1971, avait qualifié son poste de « *ministère de l'impossible* » ; la formule reste d'actualité. Michel Sourrouille avait publié un livre en

octobre 2018, « Nicolas Hulot, la brûlure du pouvoir ». Dès la nomination de Nicolas comme ministre de l'écologie, il avait prévu qu'il démissionnerait, un écologiste sincère, même très motivé, ne peut pas grand-chose au gouvernement. Mais ce n'est pas seulement la faute des politiciens en place et d'un système économique croissant. Comme l'exprimait Nicolas Hulot, « *il n'y aura pas de sortie de la myopie démocratique si les citoyens ne sont pas eux-mêmes les défenseurs d'une conscience élargie du monde dans le temps et dans l'espace.* » Un ministre de l'écologie a besoin de l'engagement de chacun d'entre nous, sinon il ne peut pas faire grand chose. Nous sommes tous co-responsables face à l'urgence écologique.

Léo Cohen

Après huit cents jours passés à l'hôtel de Roquelaure à Paris, auprès de Barbara Pompili lorsqu'elle était secrétaire d'Etat à la biodiversité (2016-2017), puis du ministre de l'écologie François de Rugy (2018-2019), j'ai quitté mes fonctions ministérielles *épuisé, découragé. J'ai vu de près les blocages s'additionner, jusqu'à former un mur infranchissable, notre manière de gouverner est antinomique de l'action environnementale.* Les lobbys privés ralentissent ou empêchent l'action, des projets désastreux pour l'environnement, comme la Montagne d'or, une immense mine au cœur de la forêt tropicale guyanaise, deviennent rentables grâce aux subventions publiques. Les hauts fonctionnaires sont pour la plupart « *totalement hermétique* » au défi climatique. Le ministre de l'écologie est confronté à la fois à une grande « *solitude* » et à un « *parcours du combattant* ».

« **800 jours au ministère de l'impossible. L'écologie à l'épreuve du pouvoir** », de Léo Cohen, Les Petits Matins, 144 pages, 15 euros.

Justine Reix

J'ai mené l'enquête pendant deux ans, des couloirs de l'Assemblée nationale aux bureaux feutrés, à la rencontre de ministres, de députés, d'ONG, de chercheurs ou de lobbyistes. *Le ministère n'a cessé de voir son budget et ses effectifs fondre, année après année – même si son administration compte 52 000 agents. Il est encore trop petit et trop faible pour une cause bien trop grande, l'espérance de vie du mandat est une des plus courtes au sein du gouvernement. Le fait de placer le ministère de l'écologie comme numéro deux ou trois relève seulement de la poudre aux yeux.* Roquelaure est le siège d'un ministère transversal confronté à ses ennemis, l'économie, mais aussi l'agriculture, l'éducation ou les armées. Il y a *concurrence temporelle* entre l'écologie – dont les bénéfices se mesurent à long terme – et un système politique centré sur le court terme, dont la priorité est de faire baisser la dette et le taux de chômage pour voir ses dirigeants réélus. Nicole Bricq a été écartée du ministère de l'écologie, un mois après son arrivée, pour avoir annoncé la suspension des permis d'exploration d'hydrocarbures, une décision pénalisant l'entreprise pétrolière Shell, qui prospectait au large de la Guyane. La ministre Ségolène Royal a institutionnalisé la formule de l'« *écologie punitive* », qui a contribué à décrédibiliser les politiques environnementales...

« **La Poudre aux yeux. Enquête sur le ministère de l'écologie** », de Justine Reix, JC Lattès, 240 pages, 19 euros.

Michel Sourrouille : Être ministre de l'écologie, c'est difficile, souvent insupportable. D'une certaine manière, on sort toujours abîmé de l'antagonisme qui existe entre nos idéaux et la dure réalité de la politique. En tant que ministre, tu dois à la fois protéger les loups et protéger les éleveurs. Il n'y a plus de choix parfait, il faut mécontenter tout le monde en choisissant entre deux mauvaises solutions. Le problème global, c'est qu'on devrait aller à contre-sens de la marche actuelle de la société thermo-industrielle. Le problème personnel d'un ministre de l'écologie, c'est qu'il doit éviter d'être contaminé par les habitudes de pensée des autres membres du gouvernement qui pensent majoritairement *business as usual* et croissance à n'importe quel prix. En 1995, Nicolas pouvait écrire : « *Je passais en revue le spectacle politique, médiatique, judiciaire qui souvent nous égare. Ces règles qu'on nous impose, ces opinions que l'on nous dicte, ces notions de réussite dont on nous gave, ces pouvoirs dispersés, chacun rêve d'en abuser. Je me méfie comme de la peste de ces influences sournoises qui diffusent et s'immiscent sans éveiller la conscience. Religieuses, éducatives, idéologiques, elles façonnent le creuset de nos pensées en évitant trop souvent le chemin de la réflexion. Je me méfie des grands courants*

impétueux comme de la peste. Il faut savoir se rebeller contre toutes ces dépendances et conserver son libre arbitre : être rebelle pour choisir ensuite. » Mais difficile de nager de façon autonome contre le courant dominant. Le troisième problème est temporel. Un ministre de l'écologie ne peut pas tout faire en même temps, il doit donc décider d'un calendrier programmatique, ce qui laissera de côté bien des domaines d'action. De plus il devra gérer en priorité les événements de court terme, ce qui l'empêchera de prendre le temps de préparer le long terme pour les générations futures.

Les prédécesseurs de Nicolas Hulot forment un florilège de ministres en difficulté, si ce n'est en perdition. Le premier de nos ministres, délégué à la Protection de la nature et de l'Environnement (Robert Poujade), est nommé en janvier 1971. Dans son livre-témoignage, ***Le ministère de l'impossible*** (Calmann-Lévy, 1975), il s'appuyait sur sa propre expérience pour montrer l'impossibilité d'une politique écologique au sein d'un gouvernement obnubilé par le PIB. *« C'est intéressant, votre ministère. Il ne devrait rien coûter à l'Etat »,* entend-il dès son arrivée. *« Vous n'aurez pas beaucoup de moyens. Vous aurez peu d'action très directe sur les choses. »* prévient le président de la République Pompidou. Ses bureaux, composés à la hâte avec des paravents, ne sont pas fonctionnels : *« Avec 300 fonctionnaires et un budget minuscule, il me fallait infléchir – essayer d'infléchir ! – la politique d'une douzaine de ministères, disposant d'administrations puissantes, et de très grands moyens. »* Les autoroutes se multiplient, le ministère de l'Environnement a le droit d'émettre un avis sur le tracé, en aucun cas de s'interroger sur le bien-fondé de la bétonnisation. Alors que Pompidou martèle qu'« il faut adapter la ville à l'automobile », on détruit des anciens quartiers pour dérouler des voies express ; on ferme aussi des voies de chemin de fer, on développe l'agriculture intensive à grands déversements d'engrais et de pesticides. Robert Poujade est réduit à l'impuissance :

« J'ai souvent ressenti avec amertume la force des intérêts privés et la faiblesse de l'État. J'ai eu trop souvent le sentiment de lutter presque seul contre des entreprises que tout aurait dû condamner... On accepte de subventionner n'importe quelle activité sous la pression des intérêts privés, mais beaucoup plus difficilement de prélever une part très modeste de profits, faits au détriment de la collectivité, pour lui permettre de réparer des dommages... La civilisation industrielle a préféré le rendement immédiat à la protection des ressources naturelles. »

Ministre de l'environnement entre 1995 et 1997, Corinne Lepage tire de son expérience le livre ***On ne peut rien faire, Madame le ministre*** (Albin Michel, 1998) :

« Il est un abîme entre la manière dont l'immense majorité des politiques croient pouvoir traiter les questions écologiques et ce qui serait, en réalité, impératif pour répliquer de manière efficace aux périls... Le principe d'intégration qui veut que l'environnement soit intégré en amont de tous les choix publics est piétiné... Les ministères de l'agriculture, de l'industrie, des transports, de la santé, gèrent désormais seuls ou presque les pesticides et les nitrates, les choix énergétiques, le bruit des avions et les pollutions de la mer... Le ministère de l'agriculture sera celui des agriculteurs, le ministère des transports celui des transporteurs : cette organisation verticale est en contradiction totale avec les impératifs de la gestion des systèmes complexes qui appellent à l'horizontalité. »

Serge Lepeltier, ministre de l'écologie et du développement durable en 2004-2005, ose dans son allocution de départ :

« J'ai réalisé que les enjeux environnementaux sont plus considérables qu'on ne le dit. Mon ministère est un ministère qui dérange, l'empêcheur de tourner en rond. Alors ceux que l'on dérange, les représentants d'intérêts particuliers, ne souhaitent qu'une chose, c'est qu'il n'existe pas. C'est ma crainte. On ne le supprimera pas, c'est impossible politiquement. Mais, sans le dire, on risque de n'en faire qu'une vitrine. »

Chantal Jouanno, secrétaire d'Etat chargée de l'écologie (2009-2010) a pu écrire :

« On m'a fait venir au gouvernement en me disant « on veut une écolo moderne ». En fait, ils voulaient l'image, mais pas le son. Et moi, j'ai produit du son ! J'étais en désaccord avec le premier ministre François Fillon sur la construction du circuit de formule 1 dans les Yvelines, ou la taxe carbone, je l'ai dit. On me l'a reproché. « Maintenant que tu es ministre, tu n'es plus une militante, mais une politique » m'a dit François Fillon. Sous-entendu : tu dois savoir taire tes convictions. C'est castrateur d'être au gouvernement. On a le choix entre se taire, pour espérer faire avancer ses dossiers, ou dire ce qu'on pense et abandonner l'idée de peser dans l'action gouvernementale. »

Nicole Bricq, ministre (socialiste) de l'Écologie, du Développement durable et de l'Énergie, n'a duré qu'un mois (16 mai 2012 au 18 juin 2012). Elle a été licenciée par le premier ministre (socialiste) Jean-Marc Ayrault pour avoir voulu suspendre des forages pétroliers au large de la Guyane. Sa remplaçante entre juin 2012 et juillet 2013, la socialiste **Delphine Batho**, a été licenciée par Jean-Marc Ayrault... parce qu'elle contestait la faiblesse du budget qui avait été attribué à l'écologie ! Un ministre de l'écologie, ça ferme sa gueule ou il est mis à la porte.

Nicolas Hulot savait tout cela, et il a été confronté aux mêmes difficultés. Rappelons son état d'esprit :

« Je peux passer dans la même phrase de l'abattement à l'espoir. Trois fois par jour, j'ai envie de tout abandonner. Et puis je me dis qu'il ne faut pas. A un moment, le bon sens finira par s'imposer. Je suis surnommé le « commandant couche-tôt » par mes amis – je ne bois pas, je ne fume pas, je m'endors avec les poules et je me réveille avec les mouettes. J'ai pourtant du mal à dormir car chaque nuit, je fais le procès de la veille. On peut toujours aller plus loin, faire mieux. J'ai un côté Primo Levi, celui de l'homme qui se demande « pourquoi suis-je vivant, à quoi puis-je être utile ? » Je suis « habité » par mes convictions. »

Or il est impossible de défendre véritablement la cause écologique dans une France où nos ressortissants sont arc-boutés sur leur privilèges et leur niveau de vie, dans une Europe ressassant les slogans usés de la concurrence libérale et de la compétitivité, dans une cacophonie mondiale où les nations du monde entier sont allergiques à la pensée du bien commun. Nicolas, moi-même et bien d'autres militants, nous essayons de forger un discours commun, un langage de référence qui puisse se généraliser à l'ensemble de nos concitoyens. Nous sommes un peuple en formation, taraudé par le même désir, l'équilibre entre l'espèce humaine et notre terre d'appartenance. Pour changer la société, nous devons être des millions, pas une poignée de radicaux. Un ministre écolo sans le soutien du peuple ne peut pas faire grand-chose, un peuple sans ministre écolo se retrouve orphelin. L'écologie au gouvernement, c'est impossible, mais pour reprendre les mots de Nelson Mandela, *« Cela semblait impossible jusqu'à ce que ce soit fait »*.

« **Nicolas Hulot, la brûlure du pouvoir** » de Michel Sourrouille, octobre 2018

Pour la planète, faire moins d'enfants !?

Une enquête de Laure Noualhat sur le site Reporterre (extraits)

Avec un taux de progression de 1,12 % par an, la barque humaine s'alourdit de 86 à 90 millions d'individus chaque année. Croître moins vite, c'est croître quand même. Alors qu'elle passait la barre des 7 milliards en 2011, l'espèce humaine comptera bientôt 8 milliards de congénères. Le taux de fécondité était de 5 enfants par femme en 1950, 3,2 en 1990 et va atteindre le fameux 2,1, taux auquel le remplacement des générations est assuré. Cela ne se traduira pas par un arrêt de la croissance, la population mondiale comptera encore un grand nombre d'adultes en âge d'avoir des enfants. Il y aura 2 milliards de vies humaines supplémentaires d'ici 2050 avec un pic autour des 11 milliards en 2100. Gardons en tête que les évaluations onusiennes reposent sur des hypothèses. Entre la fourchette haute et la basse publiées en 2019, il n'y a qu'un « demi-enfant ». Un demi-enfant de moins, ce sont 6,3 milliards d'humains en 2100, un demi-enfant de plus, 15,8. Ce n'est pas la même chose. Et la natalité des pays les moins développés progresse six fois plus vite que celle des pays développés.

Nous voilà face à un dilemme, notre population doit réduire son impact, la Terre n'est pas une table à rallonge. Nos émissions de CO₂ ne cessent de croître, déstabilisant un système complexe de régulation air-océans-sols. Les ressources en énergies fossiles, en eau, en nourriture sont « finies ». Même des changements profonds ne permettront pas de nourrir 10, voire 11 milliards d'individus sans détruire plus d'écosystèmes. D'autant plus que 10 millions d'autres espèces ont aussi droit à des habitats et à des ressources pour survivre, vivre et se reproduire. Nous excédons les possibilités terrestres, nous atteignons « le jour du dépassement ». Pour l'université de Lund en Suède, éviter de faire un enfant supplémentaire serait le geste le plus écolo qui soit. Il permettrait d'éviter 58,6 tonnes de CO₂ par an. Mieux que de supprimer la voiture (2,4 tonnes évitées seulement) ou d'arrêter la viande (0,8 tonne). L'université de l'Oregon a calculé le bilan carbone d'un bébé américain : 1 644 tonnes de CO₂ émis en moyenne au cours de sa vie ; faire un enfant en Occident a une conséquence écologique quasi infinie. Alors qu'il ne faudrait pas dépasser 2 tonnes annuelles, intégrer le bilan carbone de personnes non encore nées pourrait faire des nœuds au cerveau.

Chacune de nos actions peut se traduire en bilan carbone. Or dans certaines parties du monde, l'heure n'est pas à la sobriété, encore moins à la perpétuation de la pauvreté. En Chine, la classe moyenne va atteindre près de 600 millions de consommateurs en 2030. Cela veut dire manger plus de viande, acheter plus de voitures, voyager plus souvent. De son côté, a-t-il vocation à rester pauvre ?

▲ [RETOUR](#) ▲

.RENTES DE SITUATIONS...

29 Juin 2022 , Rédigé par Patrick REYMOND

"Bon pour faire passer un message il faut le répéter.

Janvier 2020 (juste avant le grand bordel covid) l'agence internationale de l'énergie prédisait que d'ici 2030 la production de pétrole allait baisser de 40%.

Juin 2022 la commission Européenne prévoit une baisse de 36% de la consommation d'énergie dans l'UE.

Donc nous sommes dans les clous.

Comme les Mitterrand, Chirac, Sarkozy, flamby n'ont rien anticipé, que les médias font de la propagande, les moutons ne comprennent rien.

*Il y aura une économie de guerre, pas à cause de Poutine, mais à cause de la raréfaction de l'énergie. Economie de guerre veut dire, **pénurie, rationnement**, ils se battront jusqu'au dernier Ukronazi pour donner le change et se dédouaner".*

"Anticiper aurait signifié deux choses:

- renoncer aux bénéfices résiduels liés à la machinerie énergétique bien en place et tournant à plein régime.*
- dire un minimum de vérité au pékin moyen, qui aurait donc le temps de réfléchir plus profondément que d'assister aux discours guerriers assis derrière son écran en bouffant du pop-corn et buvant des bières, ce qui est excellent pour la sidération. Pour la saison 2, la même méthode est utilisée mais la narrative sur le COVID et ses vaccins devenant suspecte, le méchant Poutine a pris le relais, et ça marche".*

L'immonde nous livre aussi une donnée intéressante, du moins au grand public. Je vous l'avais déjà précisé. Les anti éoliens sont une émanation du lobby nucléaire : *"Dans l'ombre des contestations locales et souvent spontanées contre les implantations, s'active un réseau bénéficiant de puissants relais jusqu'au sommet de l'Etat. Avec pour objectif d'imposer une relance massive du nucléaire".* Contestation spontanée ? Je vais vous montrer

une partie charnue de mon anatomie. Si il existe bien le phénomène nimby, le réseau possède des moyens puissants, sans rapports avec les associations de voisinage qui auraient du mal à faire quoi que ce soit.

Dédouanage aussi de la part du richofmenclimatic : les élites ont peur d'une loi de Pareto : "l'histoire, c'est le cimetière des aristocraties". S'ils avouent qu'ils n'ont rien préparé depuis 50 ans, mais ont fait "business as usual", ça risque de mal se finir. Si c'est la fête au richofmenclimatic, c'est votre fête. Vous êtes le coupable, pas eux. Bande de salopots qui roulaient en diesel en fumant des clopes. Bien entendu, les milliardaires et le [1 % qui consomme](#) 43 % de l'énergie pourra continuer à le faire. Ils ne seront jamais [désolvabilisés](#) par le prix.

Bon, si les [patrons de l'énergie](#) le veulent, **je veux bien qu'on supprime totalement croisières et transports aériens.**

▲ [RETOUR](#) ▲

[Démocratie totalitaire](#)

Juillet 2022 – Source [Nicolas Bonnal](#)



La commission européenne et la « [démocratie totalitaire](#) » ([Jouvenel](#)) – en 1118 mots (quel lecteur trouvera le lien ?) –

Nota : tout démontre que le peuple avale tout et gobera tout – jusqu'à la faim. La démocratie autorise un totalitarisme absolu – car acceptable pour le crétin et honorifique pour les imbéciles. Triomphe de Macron, de Mélenchon et des écolos woke aux prochaines élections : qui touche le fond creuse encore.

On ne va pas rappeler les exploits de la commission européenne. On va expliquer pourquoi cette redoutable officine étasunienne reste « *démocratique* » au sens tocquevillien ; et pourquoi son fanatisme démocratique est « *hallucinatoire* » au sens guénonien – comme le consentement moutonnier de la masse abrutie et surtout avilie par des siècles de « *sozial* » (voyez nos textes sur Le Bon, [Ortega Y Gasset](#) et bien sûr Céline).

Le site wiki libéral (je précise que je n'ai aucun respect pour les partis pseudo-libéraux en occident) explique très bien cette donnée :

La « démocratie totalitaire » est un type de démocratie par laquelle un pouvoir instaure une société totalitaire. Le terme de « démocratie totalitaire » est utilisé pour la première fois par Bertrand de Jouvenel, c'est le titre du chapitre XIV de son livre Du Pouvoir (1945). Il rappelle que « le Pouvoir est commandement, et tous ne peuvent commander. La souveraineté du peuple n'est donc qu'une fiction et c'est une fiction qui ne peut être à la longue que destructrice des libertés individuelles.

On nous a demandé de nous méfier des partis dès le début : Augustin Cochin (voyez nos textes), le russe Ostrogorski (très cité par Cochin puis par Furet) et bien sûr Roberto Michels, que nous avons aussi étudié. En réalité les premiers libertariens sont chinois : ils refusent la bureaucratie céleste chinoise (pour reprendre Bela Balazs) ; on les appelle les taoïstes. Ici encore, voyez nos textes.

Wiki libéral :

Jouvenel indique que « la compétition des partis « machinisés » aboutit à la dictature d'un parti, c'est-à-dire d'une équipe », succédant à une équipe précédente qui, par sa propre vision totalitaire de la démocratie, laisse à celle qui lui succède un État très étendu. La dictature est bien pire que dans les monarchies d'autrefois, car le pouvoir « démocratique » y est bien plus absolu :

Un homme, une équipe, disposent de ressources immenses accumulées dans l'arsenal du Pouvoir. Qui les entassa successivement, sinon ces autres qui ne trouvaient jamais l'État assez développé lorsqu'ils en étaient les occupants ? Il n'existe dans la Société aucune contre-force capable d'arrêter le Pouvoir. Qui donc les a détruits, ces corps puissants sur lesquels les monarques de jadis n'osaient point porter la main ? — Bertrand de Jouvenel, Du Pouvoir, XIV.

La commission de Bruxelles exprime la volonté génocidaire et tyrannique de l'élite ploutocratique mondialiste (comme dit mon ami Plaquevent le culte climatique est plus rentable pour imposer reset et dépopulation que celui des droits de l'homme qu'on a en bas lieu expédié ad patres) ; elle a eu de nombreux précédents accidentaux, pardon, occidentaux :

L'Histoire du XXe siècle fournit plusieurs exemples de démocraties totalitaires : le nazisme a occupé le pouvoir à partir de 1933 en Allemagne en respectant strictement le processus démocratique (voir aussi : Erreur fréquente : le nazisme est antidémocratique) ; le Régime de Vichy a été instauré après le vote du 10 juillet 1940 qui attribue les pleins pouvoirs constituant au maréchal Philippe Pétain, président du Conseil ; les « démocraties populaires » exerçaient un pouvoir totalitaire tout en s'affirmant démocratiques, car la prise du pouvoir par la révolution violente était censée être l'œuvre du prolétariat, majorité de la population.

Et le site d'ajouter courageusement sur la question si épineuse de la sécu « que le monde entier nous envie (enviait ?) :

en France, la sécurité sociale a été instaurée de façon autoritaire en octobre 1945 sous l'influence du Parti communiste et des syndicats, pour remplacer les assurances sociales privées qui existaient auparavant ; étendue progressivement à presque toute la population, elle n'a jamais été confirmée par le suffrage universel. On pourrait donc la taxer d'être encore moins démocratique que le nazisme !

L'écroulement de cette sécu sur fond de tyrannie administrative n'étonnera que les plus sots ; elle est organisée par les élites oligarchiques dont a parlé Roberto Michels en son temps.

Enfin wiki libéral rappelle à propos des USA que des abrutis (désolé, on n'a plus d'autre mot) présentent encore comme le pays des libertés :

pour les libertariens, les États-Unis sont emportés, depuis les débuts du XXe siècle, dans une dérive interventionniste et belliciste qui en fait une démocratie totalitaire bien éloignée du modèle des Pères fondateurs. Il en est de même pour la plupart des démocraties occidentales, où le pouvoir met en œuvre un fascisme contemporain.

Le site ajoute – toujours lucidement et courageusement – sur nos « démocraties » actuelles :

Les libéraux considèrent généralement que presque toutes les démocraties actuelles sont de nature totalitaire ; elles restent « démocratiques » en raison du droit de vote qui existe toujours, mais le pouvoir s'attaque continuellement aux libertés et à la propriété : fortes restrictions de la liberté d'expression ; propagande étatique qui tient lieu d'information ; collusion des médias et des grandes entreprises avec le pouvoir en place (capitalisme de connivence) ; faux droits accordés aux communautés ou aux groupes de pression les plus remuants ; fiscalité de plus en plus écrasante, corrélativement à une forte dette publique ; immixtion de plus en plus forte de l'État dans la sphère privée, etc.

Enfin on rajoute une vérité essentielle par la plume du trop oublié Benjamin Constant :

L'erreur de ceux qui, de bonne foi dans leur amour de la liberté, ont accordé à la souveraineté du peuple un pouvoir sans bornes, vient de la manière dont se sont formées leurs idées en politique. Ils ont vu dans l'histoire un petit nombre d'hommes, ou même un seul, en possession d'un pouvoir immense, qui faisait beaucoup de mal ; mais leur courroux s'est dirigé contre les possesseurs du pouvoir, et non contre le pouvoir même. Au lieu de le détruire, ils n'ont songé qu'à le déplacer.

Le peuple est souverain et se croit au pouvoir ; le piège des mots s'est depuis refermé. On bute alors sur Huxley :

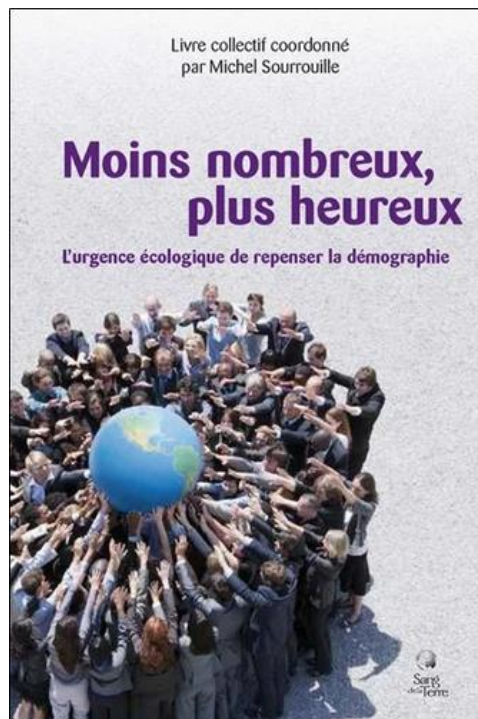
La dictature parfaite aurait les apparences de la démocratie, une prison sans murs dont les prisonniers ne songeraient pas à s'évader. Un système d'esclavage où grâce à la consommation et au divertissement les esclaves auraient l'amour de leur servitude.

On verra si, au bout du rouleau sur le plan moral et financier, cette démocratie totalitaire occidentale (aussi folle que l'athénienne au IV^{ème} siècle, voyez là aussi mes textes) peut encore perdurer. Ce qui est sûr c'est qu'en tant que citoyens et humains nous sommes mal barrés avec elle et que la masse rebelle, au sens ironique d'Ortega Y Gasset, ne s'en rend pas bien compte.

▲ [RETOUR](#) ▲

Y a-t-il volonté politique de réduction de la population ET des libertés?

juillet 3, 2022 par LHK



Quelle sera l'utilité des humains dans un tel monde ? Que ferons-nous de milliards d'humain sans valeur économique ?

Nous ne savons pas. Nous n'avons pas de modèle économique pour une telle situation. Ce pourrait bien être la plus grande question économique et politique du XXI^{ème} siècle.

Harari répond à un journaliste de Science et Vie

<https://lilianeheldkhawam.com/2016/03/30/la-reorganisation-du-monde-confirmee-par-deux-entretiens-liliane-held-khawa>^{m/}

Schwab, Gates et autres Harari sont considérés depuis la crise covid comme les grands architectes de la réorganisation de la planète au travers du Great reset. Et cette redéfinition de la vie sur terre passe par la 4ème révolution industrielle qui doit impacter la nature même de l'être humain, allant jusqu'à remettre en question son intimité, sa conscience et bien sûr la nature biologique et naturelle de son corps. Ce sinistre projet, pourtant choquant par sa transgression de toutes les législations, aurait dû faire l'objet d'enquêtes par les police et justice des différents Etats pour mise en danger massive des populations. Pourtant, comme vous avez pu le constater cette idéologie néo-nazie ne trouve aucun obstacle en dehors de quelques voix qui crient dans le désert du Net. Pourquoi? Parce que tout simplement, ces héros du 21ème siècle sont des pions chargés de porter sur la scène médiatique un projet que nous pourrions faire remonter au minimum au 18ème siècle.

La corrélation entre population et production

Thomas Malthus

Thomas Malthus. Cet économiste britannique du 18ème-19ème, simultanément pasteur anglican, est une figure universellement reconnue comme ayant inlassablement oeuvré à diaboliser la croissance démographique, et ses conséquences sur les ressources naturelles et /ou manufacturées. Ses travaux s'appuient sur une « prédiction arithmétique » qui voudrait :

« (...) que sans freins, la population augmente de façon exponentielle ou géométrique (par exemple : 1, 2, 4, 8, 16, 32...) tandis que les ressources ne croissent que de façon arithmétique (1, 2, 3, 4, 5, 6...).

Il en conclut le caractère inévitable de catastrophes démographiques, à moins de limiter la croissance de la population. Malthus préconise ainsi une régulation volontaire des naissances, la « contrainte morale » : les couples prévoyants, en retardant l'âge du mariage et en pratiquant la chasteté jusqu'au mariage, seraient enclins à n'avoir que le nombre d'enfants qu'ils sont certains de pouvoir entretenir.

Il prône aussi l'arrêt de toute aide aux nécessiteux, en opposition aux lois de Speenhamland et aux propositions de William Godwin qui souhaite généraliser l'assistance aux pauvres. »

https://fr.wikipedia.org/wiki/Thomas_Malthus

Ses démonstrations mathématiques ne devaient pas être si convaincantes finalement. Pierre-Joseph Proudhon lui répondra quelques années plus tard qu'il était le seul homme de trop sur la terre. Par ailleurs, vous trouverez sur Wikipédia des références actualisées qui démontent un minimum la pensée malthusienne.

https://fr.wikipedia.org/wiki/Thomas_Malthus

« Il n'y a qu'un seul homme de trop sur la Terre, c'est M. Malthus. »

Proudhon, *Système des contradictions économiques ou Philosophie de la misère*, 1848

L'influence de Malthus sur Darwin

Charles Darwin, paléontologue britannique, va s'intéresser au début du 19ème siècle aux origines des espèces. Il va formuler sa théorie de l'évolution qui explique que l'évolution biologique des espèces s'explique par la sélection naturelle et la concurrence vitale. Qu'il l'ait souhaité ou pas, ses travaux vont ouvrir une voie royale à l'eugénisme, y compris au concept de l'Homme nouveau, défendu simultanément par le nazisme et le soviétisme.

FÉVRIER 22, 2022 PAR LHK

L'eugénisme, l'inavouable projet « scientifique » des philanthropes de la finance. La Wellcome Trust Foundation.



<https://lilianeheldkhawam.com/2022/02/22/leugenisme-linavouable-projet-scientiste-des-philanthropes-de-la-finance-la-wellcome-trust-foundation/>

Revenons à l'influence de Darwin par Malthus. Voici un extrait d'article qui synthétise et structure à merveille les 3 axes concernés par cette influence.

Selon la thèse la plus communément admise, Malthus aurait apporté à Darwin l'idée selon laquelle une pression constante s'exerce sur l'ensemble des organismes vivants du fait de leur propension à se reproduire en excès par rapport à la quantité de ressources disponibles.

D'après cette interprétation minimale, Darwin aurait adopté de Malthus la seule idée qu'une contrainte forte (la pénurie de moyens de subsistance) maintient le nombre d'organismes de chaque espèce à un certain niveau. Pour les tenants de la seconde thèse, l'apport de Malthus aurait été plus spécifique : non seulement Darwin aurait intégré l'idée qu'il y a un nombre limité de places dans la nature mais, encore, que la place de chaque espèce est acquise au prix d'une âpre « lutte pour l'existence ».

Par rapport à la première thèse, la seconde maintient que c'est grâce à Malthus que Darwin aurait commencé à entrevoir les conséquences de la limite des ressources. Comme certains l'ont affirmé, si la notion de lutte pour l'existence était déjà discutée à l'époque (notamment dans les travaux d'Erasmus Darwin, de Charles Lyell et de Jean-Baptiste Lamarck, selon Gavin de Beer), c'est à travers sa lecture de Malthus que Darwin aurait réalisé l'ampleur de cette lutte dans la nature.

Bien évidemment, reconnaître le principe d'une lutte pour l'existence entre les espèces ne revient pas à admettre que cette lutte puisse prendre place entre les individus d'une même espèce. C'est précisément sur ce point précis qu'insistent les tenants de la troisième thèse. Pour eux, Malthus aurait permis à Darwin de réaliser que la lutte pour l'existence se déroule également à l'intérieur d'une même espèce ou d'une même tribu, « notamment à travers la suppression des individus les plus faibles.

Pour exprimer de façon condensée la gradation de ces trois thèses : grâce à Malthus, Darwin aurait apprécié 1° la contrainte forte qu'exerce la limite des ressources sur l'accroissement des populations, 2° la lutte pour l'existence qui résulte de cette contrainte entre les espèces et 3° entre les individus d'une même espèce.

La dette de Darwin envers la théorie des populations de Malthus : une approche structurelle
<https://www.cairn.info/revue-bulletin-d-histoire-et-d-epistemologie-des-sciences-de-la-vie-2013-2-page-171.htm>
[la-dette-de-darwin-envers-la-theorie-des-populations-de-malthus-une-approche-structurelle-cairn.info](#) Télécharger

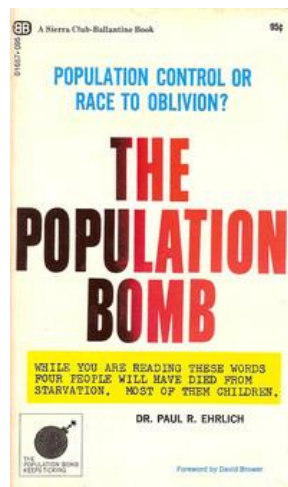
La Bombe P (comme population)

De larges portes sont donc ouvertes à des scientifiques et autres chercheurs qui veulent bien s'engouffrer dans ce monde eugéniste. Le mépris des masses peu éduquées et peu intelligentes ne cessera d'augmenter pour finir par devenir une conviction: « les 80% sucent les 20% ». En clair, la terre est peuplée de ces bouches inutiles dont on devrait se passer pour se concentrer sur des projets plus importants.

L'argent coule à flot en direction des académies et des laboratoires qui veulent bien jouer le jeu tel qu'expliqué aujourd'hui au travers des interventions de Harari, de Gates et de Schwab. C'est dans ce contexte qu'en 1968, un professeur de Stanford publiera un livre traitant de ses travaux sur la surpopulation: la Bombe P. Un ouvrage intégré dans l'enseignement académique depuis des décennies et qui a influencé des milliers et des milliers d'universitaires à travers la planète.

Paul Ehrlich y traite la thèse selon laquelle une famine envahirait le monde au cours des années 70 et 80, due à la croissance de la population mondiale. Par conséquent, il demande des mesures politiques immédiates pour limiter cette catastrophe annoncée.

La thèse est exagérément pessimiste basée sur des « modèles mathématiques » qui valent ce qu'ils valent. Mais voilà, le monsieur est professeur à Stanford, et ses écrits défient ceux de n'importe quel autre livre. D'ailleurs, le succès est au rendez-vous. 2 millions d'exemplaires sont distribués et ancrent des sujets de population et d'environnement dans les années 60-70.



Controversé, le livre est critiqué pour son ton alarmiste et ses prédictions se sont révélées infondées et inexactes³. D'après Paul et Anne Ehrlich, leur analyse de la situation alimentaire est, à cette époque, effectivement erronée puisqu'elle sous-estime l'impact de la révolution verte et que la baisse de la croissance démographique dans les pays riches en Europe joue un rôle important dans la création d'excédents agricoles dans ces pays. Mais, toujours selon les auteurs, l'ouvrage a rempli son rôle en sensibilisant la population aux questions environnementales et en introduisant la taille de la population dans le débat sur l'avenir de l'humanité.

Le Club de Rome se saisit du « problème » de surpopulation vs limitation des ressources. Une planification mondiale se met en place.

La même année de la parution très médiatisée de la Bombe P se créait opportunément à Rome un puissant think tank, sobrement appelé le Club de Rome. Son siège est à Winterthur/Suisse. Et l'on trouve un descriptif sommaire de cette organisation sur le site de l'Université de Genève. Il y est dit:

Le Club de Rome est une association internationale et non politique réunissant des scientifiques, des humanistes, des économistes, des professeurs, des fonctionnaires nationaux et internationaux préoccupés des problèmes complexes auxquels doivent faire face toutes les sociétés, tant industrialisées qu'en développement.

<https://ise.unige.ch/isdd/spip.php?article38>

Curieusement, le site de l'Uni oublie de dire que les 2 cofondateurs sont:

- Alexander King, un chimiste britannique qui a planché sur la création d'explosifs dans le cadre de la 2ème guerre mondiale. Le père de King avait travaillé pour la Nobel Explosives Company et avait fini en tant que directeur du plus gros industriel britannique, l'**Imperial Chemical Industries**
- Aurelio Peccei, un grand industriel (Fiat, Alitalia, Olivetti).

De fait, les industries les plus polluantes et les moins humanistes sont parfaitement représentées au sein du Club de Rome, et ce depuis sa fondation. A relever l'implication active de l'OCDE et de la **Fondation Rockefeller**. Cette dernière organisa notamment une rencontre en Italie qui s'est conclue par la « **déclaration de Bellagio** » qui appelle à la **planification mondiale à long terme**. Soit la référence de base du Great reset de Schwab.

Matthias Schmelzer, « 'Born in the corridors of the OECD': the forgotten origins of the Club of Rome, transnational networks, and the 1970s in global history », *Journal of Global History* 12, 2017.

Perspectives on Planning: Proceedings of the OECD Working Symposium on Long-Range Forecasting and Planning [\[archive\]](#), Bellagio, Italie, le 27 octobre au 2 novembre 1968, Organisation de coopération et de développement économiques, 1969.

Au fil de son existence, le Club de Rome a accueilli aux côtés de ces stars de l'industrie, la reine Béatrix des Pays-Bas, un premier ministre indien, un prince saoudien, un ancien président du Mexique. De fait, il s'agit d'un lieu similaire au WEF où cohabitent les milliardaires des diverses industries, des scientifiques dédiées à la cause du plus fort, et des politiciens complaisants. Le mélange indigeste des genres qui existe depuis en tout cas le New Deal du président Roosevelt.

Du rapport Meadows de 1972 au Développement durable

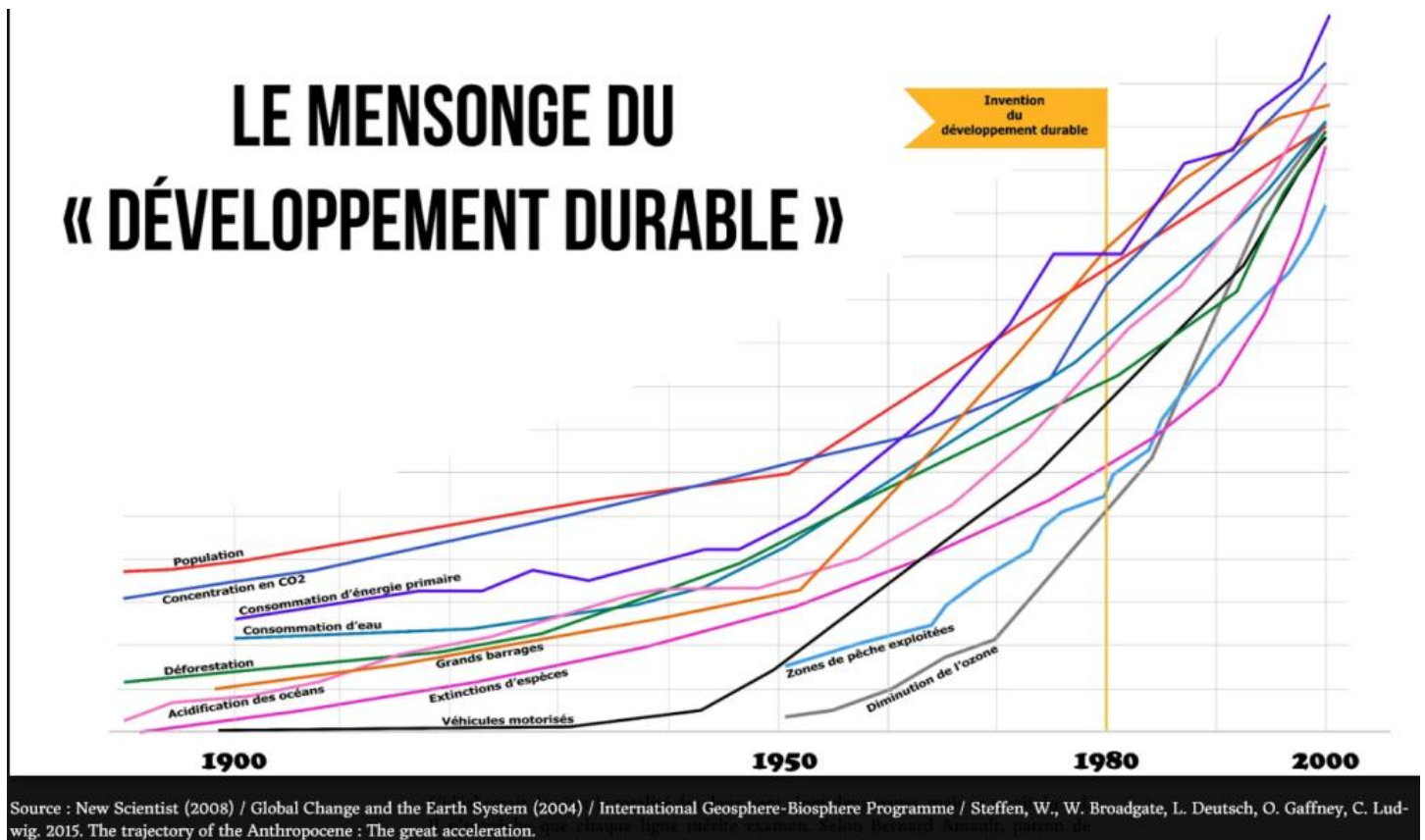
En 1972, le Club de Rome commande et publie un rapport, *Les Limites à la croissance* (dans un monde fini), qui traite de la croissance et ses effets sur l'environnement qui interpelle. Les chercheurs du MIT (principalement le couple Meadows) qui l'ont rédigé y remettent en question la croissance, tout en alertant sur une pénurie de ressources à venir et sur l'impact de l'activité industrielle sur l'environnement. Les concepts d'empreinte écologique et de développement durable y étaient déjà évoqués.

Cinq facteurs de danger étaient mis en avant : l'accélération de l'industrialisation, la croissance de la population mondiale, la malnutrition mondiale, l'épuisement de ressources naturelles, la dégradation de l'environnement. Dans les années 80, ces réflexions sont complétées pour donner naissance au **développement durable**.

Depuis, ce concept est omniprésent dans les textes des instances supranationales de leurs satellites, mais aussi en tant que label utilisé par les firmes transnationales.

Coup d'Etat planétaire, 2019

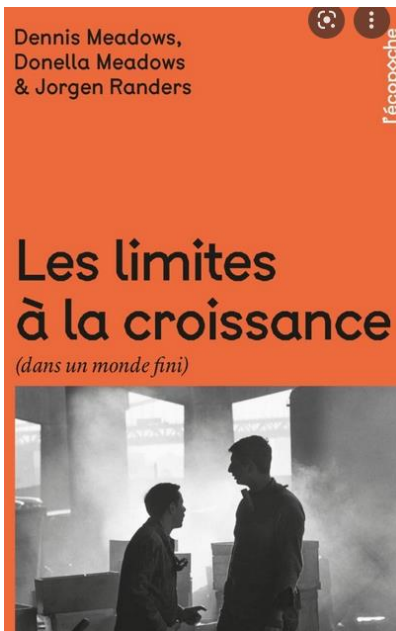
Dans un magnifique article, Fabrice Nicolino écrira *Quoi qu'il en soit, le mot durable sert admirablement bien des intérêts innombrables, à commencer par ceux de l'industrie, moteur essentiel de la destruction du monde*. La preuve en un graphique. Vous placez les dates pré-citées et vous relevez les années où l'évolution de ces variables-clés de l'environnement. Les modèles mathématiques ou l'arrivée de ministres de l'écologie dans les gouvernements n'ont, au mieux, eu aucun impact.



De fait, les industriels, les financiers et leurs politiciens aux commandes de la planification des ressources ne semblent avoir aucune intention de prendre soin du vivant.

Dennis Meadows

Dennis Meadows est l'époux de Donella, et il a participé à la rédaction du fameux rapport Meadows, financé par le Club de Rome. En 1972, le couple avait entre 30 et 31 ans. Quant à Jörgen Randers, il est de 1945 et avait juste 27 ans.



Alors, pensez-vous que ce trio avait les moyens et la connaissance nécessaires et suffisants pour développer un concept aussi lourd, qui révolutionnera la planète? On est une fois de plus dans le narratif de jeunes universitaires brillants qui développent produits et concepts qui révolutionnent la planète. des narratifs qui ont fait long feu.

MAI 30, 2020 PAR LHK

Hommage à Gary Kildall, le véritable inventeur de votre PC. Histoire d'un plagiat historique.



<https://lilianeheldkhawam.com/2020/05/30/hommage-a-gary-kildall-le-veritable-inventeur-de-votre-pc-histoire-dun-plagiat-historique/>

Ce qui précède n'empêche pas de s'intéresser à ce que raconte Dennis, Donella étant décédée.. Voici un extrait traduit d'un entretien éminemment important que j'ai retrouvé et que vous trouverez en bas de page.

Le génocide décomplexé: Réduction de la population ET des libertés

La population est la variable à réduire de quelques milliards d'âmes si on veut vivre dans la paix, la prospérité, etc. Ca vous rappelle quelqu'un d'autre? Le spécialiste des vaccins vous en parle mieux que quiconque:

A regarder à partir de 3'50

Quand Israël impose la contraception à ses Éthiopiennes

Le ministère israélien de la Santé a admis avoir pratiqué des injections d'un agent contraceptif aux Juives falashas immigrées. À leur insu.

Par Armin Arefi



Trente-cinq immigrées éthiopiennes y affirment avoir été forcées d'accepter, il y a huit ans, une injection de Depo-Provera, un agent contraceptif de longue durée, au risque de ne pas être autorisées à pénétrer sur le territoire israélien. « Ils nous disaient qu'il s'agissait d'un vaccin », raconte une femme interrogée par la journaliste Gal Gabbay, [rapporte dimanche le quotidien israélien Haaretz](#). « Ils nous disaient que les gens qui ont beaucoup d'enfants souffrent. » « Nous leur disions que nous ne voulions pas l'injection », [affirme de son côté Emawayish](#), une autre Éthiopienne.

https://www.lepoint.fr/monde/quand-israel-force-ses-ethiopiennes-a-la-contraception-30-01-2013-1622050_24.php



Facteur aggravant pour les Américains, leur espérance de vie est relativement élevée (78 ans contre 72,9 ans pour la Chine et 62,8 ans pour le Bangladesh).

https://www.lemonde.fr/planete/article/2010/01/18/faut-il-reduire-la-population-mondiale-pour-sauver-la-planete_5976998_3244.html

En 2010, une journaliste française se posait la question de la réduction de la population mondiale. Audrey Garric a relevé que « le fonds des Nations Unies pour la population, UNFPA, a affirmé dans son rapport de 2009 sur l'état de la population mondiale, présenté lors de la conférence de Copenhague le 18 novembre 2009, que le réchauffement planétaire ne peut être endigué que par une réduction massive de la [population mondiale](#) » [1].

Faut-il pour autant réduire la natalité dans les pays où elle est la plus élevée, à savoir les pays en développement ? Pas forcément car tout dépend de l'empreinte écologique des Etats, c'est-à-dire la multiplication entre le nombre d'habitants d'un territoire et leur impact sur l'environnement. Comme l'a souligné une [étude](#) de l'université de l'Oregon, chaque bébé qui naît aux Etats-Unis est responsable de l'émission de 1 644 tonnes de CO2, c'est-à-dire 5 fois plus qu'un bébé venant au monde en Chine et 91 fois plus qu'un enfant qui voit le jour au Bangladesh. Facteur aggravant pour les Américains, leur espérance de vie est relativement élevée (78 ans contre 72,9 ans pour la Chine et 62,8 ans pour le Bangladesh).

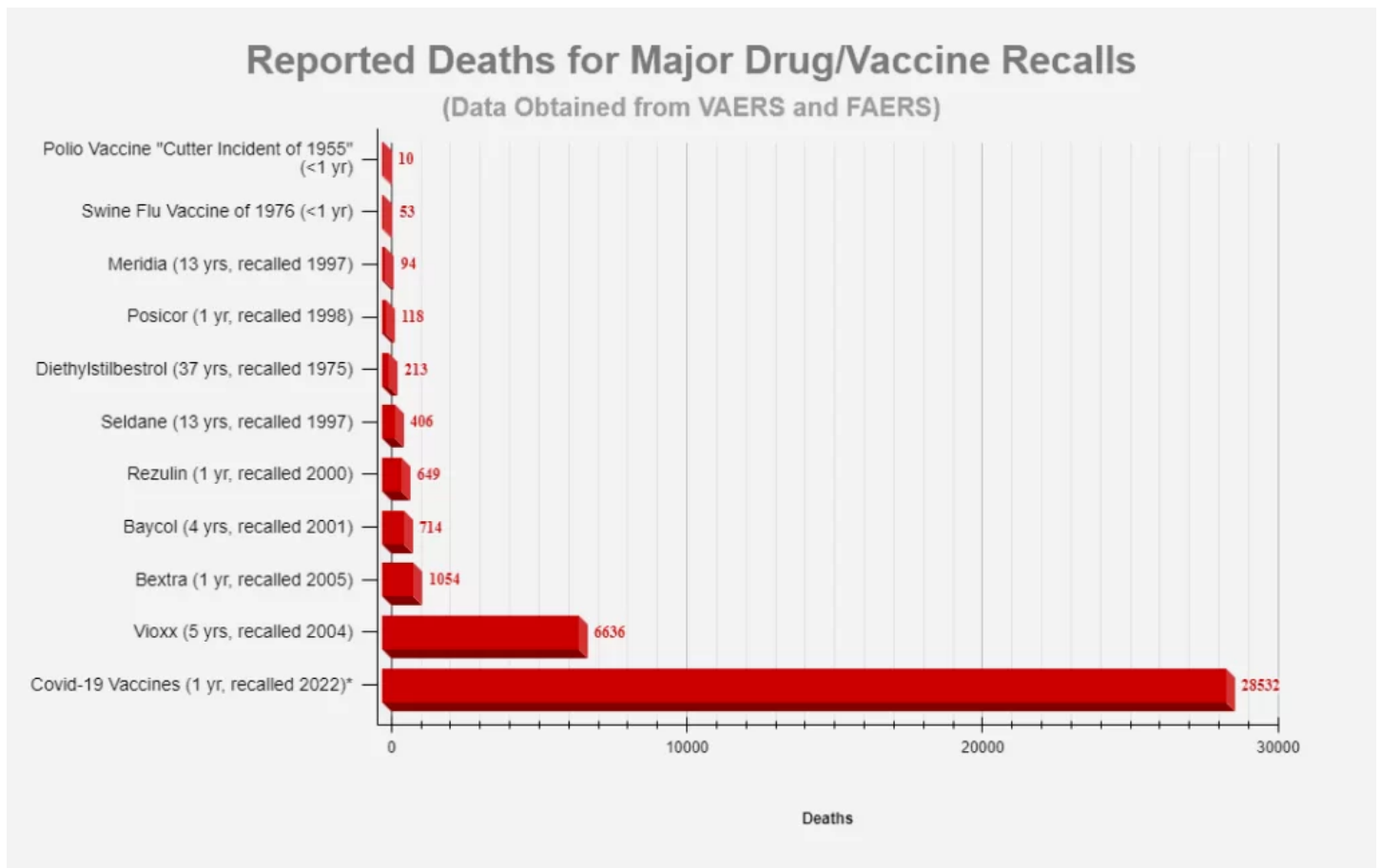
<https://lilianeheldkhawam.com/2017/05/29/faut-il-reduire-la-population-mondiale-pour-sauver-la-planete-audrey-garric/>

Suite à la publication de ce rapport UNFPA, la ministre danoise du Développement a par exemple souhaité que la limitation démographique soit reprise dans l'accord issu du sommet sur le climat de Copenhague de décembre 2009.

Il n'y a aucun secret. Tout est là. et les fact checkers qui disent le contraire mentent.

Le vaccin anti-Covid aurait-il un rôle à jouer pour atteindre les objectifs de réduction démographique?

Le grand public commence à comprendre que quelque chose ne tourne pas rond dans le comportement des dirigeants politiques de la terre. Déjà qu'ils semblent tous lire le même script, et qu'ils prennent simultanément des décisions similaires qui choquent par leur dimension contraignante pour ne pas dire coercitive. Ainsi, dans ce script, revient inlassablement la contrainte vaccinale anti-covid malgré la multiplication d'effets secondaires, dont certains sont graves, voire létaux.



La cancérologue pédiatrique, Nicole Delépine, constatait récemment que jusqu'en 2020: « *Lorsqu'un nombre préoccupant d'événements indésirables ou de décès est constaté dans les rapports de pharmacovigilance, les organes directeurs peuvent rappeler un produit précédemment autorisé ou approuvé. Le graphique montre ici le nombre de décès signalés au VAERS ou au FAERS avant le rappel d'un produit.* »

Et pourtant on continue de faire vacciner par injonction de l'Etat.

<https://nouveau-monde.ca/le-ridicule-ne-tue-pas-mais-le-vax-anticovid-le-fait-myocardites-mort-subite/>

Le constat quant à la létalité des produits dits vaccinaux avait été fait, il y a un an, ici même, par le Pasteur Martin Hoegger

[Mà]] Les décès associés aux vaccins anti-covid sont exceptionnellement élevés. Le pasteur Hoegger dénonce le silence coupable des autorités.



Note LHK: Nous avions déjà partagé un texte du Pasteur Hoegger qui a notamment été Co-rapporteur de la Consultation des ONG reconnues par l'UNESCO sur

<https://lilianeheldkhawam.com/2021/08/01/les-deces-associes-aux-vaccins-anti-covid-sont-exceptionnellement-eleves-le-pasteur-hoegger-denonce-le-silence-coupable-des-autorites/>

Un nouveau syndrome pour justifier la mort de jeunes gens en pleine santé.

Face à un nombre croissant de morts qui demeurent inexplicables, officiellement, on a introduit un syndrome nouveau, dit Syndrome de la mort soudaine de l'adulte!

Et voici ce qu'écrit la doctoresse Delépine:

Très tôt dans l'histoire des pseudovaccins ARNm, les médecins israéliens témoins les premiers de l'injection en masse de la population ont signalé ces morts subites, brutales qui les ont particulièrement choqués lorsqu'ils les observaient chez les jeunes qui ne risquaient rien du covid. [1][2] Alors aujourd'hui devant ce déni de réalité, n'hésitant pas à inventer une « maladie inconnue » pour innocenter les pseudo vaccins, on croit à un cauchemar.

Avant le Covid étaient décrites d'exceptionnelles « morts subites » (et encore plus rarissimes chez les jeunes) correspondant le plus souvent après les explorations post mortem biologiques et autopsiques à des troubles cardiaques congénitaux et/ou infarctus, AVC, ruptures d'anévrisme, sur des terrains à risque familiaux ou personnels, etc.. L'autopsie et les examens ne revenaient pas négatifs comme ce pseudo nouveau syndrome australien les décrit. On ne trouve rien ! [3] On ne trouve aucune allusion au statut vaccinal des sujets concernés dans l'article. (...)

Le Dr Cole (<https://t.me/ChrisInfosTrumpAndCo/5822>) affirme que les décès « soudains » chez les jeunes sont causés par les injections covid [4]. Extrait de sa vidéo :

« Ces “morts soudaines” ? Quelle blague.

Il y a des gens qui sont venus avec un nouvel article l'autre jour et un nouveau syndrome : le syndrome de la mort soudaine de l'adulte (<https://t.me/ChrisInfosTrumpAndCo/6742>). [5]

Ce syndrome SADS arrive parce que des personnes reçoivent une injection d'une toxine qui enflamme leur cœur.

Il y a eu des études précoces avec ces injections d'ARNm qui montrent qu'elles font gonfler le cœur, entraînant un manque de circulation, il n'y a plus assez d'oxygène dans le sang et donc cela entraîne une insuffisance cardiaque et la mort. (...)

Et maintenant on voit des centaines d'athlètes mourir alors qu'ils sont à leur top physique. (...)

« Nous devons nous lever contre cette injection avant que notre nouveau gouvernement n'impose la vax obligatoire y compris aux jeunes enfants ! »

<https://nouveau-monde.ca/le-ridicule-ne-tue-pas-mais-le-vax-anticovid-le-fait-myocardites-mort-subite/>



Une corrélation entre taux de vaccination et intensité de l'épidémie?

Je me souviens d'un nombre important de scientifiques qui n'avaient cessé d'alerter, ces deux dernières années sur la dangerosité de vacciner en période épidémique, dans la mesure où selon eux, cela alimenterait mutations et épidémies. Feu le professeur Montagnier était l'un de cela. L'idée fait son chemin et elle consisterait à penser que ces vaccins anti-covid semblent non seulement ne pas protéger les vaccinés contre la maladie, mais en plus, qu'il y aurait corrélation entre le taux de vaccination et l'intensité de l'épidémie. Et cette idée a été confirmée le plus officiellement du monde par LCI. Regardez plutôt ce petit passage sur le plateau de David Pujadas.



Infertilité par la vaccination?

Aux effets indésirables du vaccin covidien, il convient d'ajouter les pénuries organisées d'hydrocarbures et d'aliments de base. Tout cela réduira la population mondiale.

Résultats sur la natalité en Allemagne



Alors la question qui tue est la suivante : y a-t-il une volonté politique de réduction démographique d'ampleur planétaire, et couverte par les gouvernements?

La question du génocide me hante depuis de nombreuses années maintenant. Elle découlait naturellement de tout un tas d'informations officielles glanées au fil du temps. Ainsi, le choquant constat que les statistiques suisses approchaient le foyer (ménage) en tant que centre productif m'avait immédiatement mis la puce à l'oreille. Que fait-on des gens improductifs tels que les handicapés, personnes âgées, chômeurs, etc?

JUIN 11, 2016 PAR LHK

Votre foyer est un centre de production. Lilliane Held-Khawam



A l'occasion de cet article, j'avais alerté (sans succès) de l'intolérable risque qui nous pendait au nez! « ***Mais nous ne pouvons nous taire lorsque le lieu où se déroule la vie privée de l'individu est abordé avec une philosophie de centre de production, qui selon le résultat de la Valeur Ajoutée Brute est soit profitable, soit déficitaire.***

<https://lilianeheldkhawam.com/2016/06/11/votre-foyer-est-un-centre-de-production-liliane-held-khawam/>

Ce n'est pas tout. Souvenez-vous de cet autre papier qui s'appuyait sur des rapports et des écrits officiels pour justifier la dépopulation!

AVRIL 10, 2022

La modification ou le hacking de la nature humaine à son insu est un acte génocidaire. Quid du programme de la galaxie de Klaus Schwab?

Posté dans Autres articles | 20 Commentaires | Modifier

MARS 31, 2022

L'infanticide au coeur de l'eugénisme de la Nouvelle Société.

Posté dans Autres articles | 19 Commentaires | Modifier

FÉVRIER 22, 2022

L'eugénisme, l'inavouable projet « scientifique » des philanthropes de la finance. La Wellcome Trust Foundation.

Posté dans Autres articles | 16 Commentaires | Modifier

<https://lilianeheldkhawam.com/?s=g%C3%A9nocide&submit=Recherche>

Voici le Concept qui justifie tout

La géonomie est l'ancêtre du Développement durable et autre écologie de la haute finance. Extrait de Coup d'Etat planétaire, 2019

La géonomie est la science de la gestion *rationnelle* de la terre. Ce mot méconnu et non répertorié dans les dictionnaires a été créé en **1909** par le naturaliste et géographe roumain Grigore Antipa, architecte et gestionnaire des ressources naturelles des bassins du Danube et de la mer Noire. Son défi était à la fois de faciliter la navigation sur le fleuve et d'augmenter la production (poissons, cannes), tout en réduisant les colonies de moustiques. Le tout sans porter atteinte à la fonction des zones inondables et à l'équilibre écologique. Il développa un système de gestion qui permettrait de combiner, de rationaliser, et d'optimiser différentes variables liées à l'espace, sans détériorer l'équilibre naturel de l'écosystème environnant.

Ce concept sera repris dans les années 40 par Maurice-François Rouge de l'Institut d'urbanisme de Paris, une référence en la matière. Dans son ouvrage « La géonomie ou l'organisation de l'espace », celui-ci présente la géonomie comme « une discipline nouvelle [...] distincte de l'urbanisme et de la géographie, c'est la science de l'organisation de l'espace, qui étudie les structures et les équilibres qui affectent l'occupation des sols, sous le triple aspect de la géographie, de la sociologie et de l'économie ».

Le concept va se développer avant de s'étendre à de multiples domaines. « La science, l'art et l'éthique, dont l'objet est de trouver pour l'espace-entendu dans sa réalité concrète et géographique, et considéré dans sa totalité aussi bien physique, chimique, biologique et humaine- les structures et les équilibres fonctionnels les plus propres à répondre à la totalité des besoins de l'homme, c'est –à-dire à ses besoins spirituels, comme à ses besoins matériels, esthétiques aussi bien que physiologiques ; la géonomie cherche à connaître, et s'efforce de réaliser la meilleure adaptation possible de l'espace et de la société. »

Plus tard, Maurice-François Rouge fera évoluer sa description de la géonomie dans le cadre de son cours d'Organisation de l'espace à l'École pratique des hautes études : « C'est un ensemble de connaissances scientifiques pris dans les sciences et disciplines de base (géographie physique et humaine, géologie, pédologie, climatologie, écologie, démographie, sociologie, économie...) qui sont mises à contribution pour décrire la réalité des espaces et les

lois et conditions de leurs modifications possibles; ensuite une série de combinaisons de ces apports, aidées par différentes techniques (mathématiques, cartographiques, statistiques) qui constituent les moyens utilisés par le « géonome » dans son « art » de recherche des solutions les meilleures. »

A ce stade, la *géonomie* s'occupe de tout ce qui existe dans le monde et/ou détermine la vie de l'humanité. Elle est donc une description multifactorielle, holistique et englobante de l'espace naturel et humain qui, aidé de la science et la technologie, va se projeter dans l'espace et le temps afin de prédire l'impact de la gestion environnementale.

La convergence avec le rapport Brundtland est patente dans le désir d'appréhender et de modifier les espaces afin de poursuivre la croissance économique. Le concept de *développement durable* reprend le référentiel de la *géonomie* et en fait un élément central de la politique communautaire et unifiée de la planète.

Et puisque le développement durable propose une approche globale, car à la fois environnementale, sociétal et économique, il sera un des vecteurs de la globalisation, et de la fusion des espaces nationaux.

Et voici que pour aller dans le sens de ce qui précède, un outil-clé l'Agenda 21, va voir le jour en juin 1992, au « Sommet de la terre », à Rio (Brésil). Agenda 21 est un plan de travail qui planifie la gestion et le contrôle des territoires et de leurs ressources. Il découle d'une stratégie globale et cherche à l'ancrer localement. Uniformisation et hyper-contrôle de la gestion des collectivités territoriales deviennent possibles grâce à des actions et normes identiques à travers tous les Etats. Son préambule le présente en tant qu'unique solution pour sauver la planète. On nous explique d'abord que « L'humanité se trouve à un moment crucial de son histoire », que l' »Action 21 aborde les problèmes urgents d'aujourd'hui et cherche aussi à préparer le monde aux tâches qui l'attendent au cours du siècle prochain », mais aussi que « La bonne application d'Action 21 est la première et la plus importante des responsabilités des gouvernements. Les stratégies, plans, politiques et processus nationaux sont vitaux pour ce faire. La coopération internationale doit venir appuyer et compléter les efforts nationaux. Dans ce contexte, le système des Nations Unies a un rôle essentiel à jouer. »

Son point 10, Conception intégrée de la Planification et de la Gestion des terres, explicite à lui seul les enjeux. Un nouveau paradigme considère la planète comme un tout unique et indivisible, laissant de côté l'indépendance des Etats. D'ailleurs, la chose est confirmée par le Pacte migratoire^[3] qui prévoit de « **Gérer les frontières de manière intégrée, sûre et coordonnée** » (point 11).

Le point 5 de l'Agenda 21 intitulé « Dynamique démographique et durabilité » reprend la problématique démographique chère aux adeptes du développement durable et de la géonomie. Cet élément est un fil rouge de la gouvernance contemporaine, qui pose sur la table la question d'un eugénisme dit libéral, incluant le principe de l'avortement, du tri génétique et de l'euthanasie.

Plus tôt, dans un essai paru en 1798, Malthus s'inquiétait déjà de l'évolution démographique de l'humanité: « Je pense pouvoir poser franchement deux postulats : premièrement, que la nourriture est nécessaire à l'existence de l'homme ; deuxièmement, que la passion réciproque entre les sexes est une nécessité et restera à peu près ce qu'elle est à présent.

Je dis que le pouvoir multiplicateur de la population est infiniment plus grand que le pouvoir de la terre de produire la subsistance de l'homme. »

Coup d'Etat planétaire, 2019

« Si elle n'est pas freinée, la population s'accroît en progression géométrique. Les subsistances ne s'accroissent qu'en progression arithmétique. Les effets de ces deux pouvoirs inégaux doivent être maintenus en équilibre par le moyen de cette loi de la nature qui fait de la nourriture une nécessité vitale pour l'homme ».

Les siècles passent, mais l'obsession de la croissance démographique reste une thématique centrale des travaux des mondes politique et scientifique. La géonomie intègre elle aussi ces inquiétudes et vise à analyser les expansions ou effondrements de populations par les facteurs environnementaux.

Coup d'Etat planétaire, 2019

Ce serait l'accès facilité aux énergies fossiles et au nucléaire (à l'uranium) qui a permis une croissance démographique jusqu'à atteindre les 7 à 8 milliards d'individus (*théorie des pulsations*). **Par conséquent, le jour où ces ressources viendraient à être épuisées, ou leur mise à disposition réduite, la population mondiale, qui devrait alors renoncer aux activités qui en dépendent, reviendrait à des sources d'énergie naturelles (c'est-à-dire précaires), et son effectif se contracterait alors pour redescendre à un niveau estimé à moins d'un milliard d'habitants.**

Coup d'Etat planétaire, 2019

La réduction des populations est un thème qui tient une place centrale dans les réflexions menées par l'oligarchie. L'ONU a par exemple pleinement intégré l'évolution démographique dans différents rapports et accords stratégiques planétaires. Une journaliste du Monde, Audrey Garric a relevé que « le fonds des Nations Unies pour la population, UNFPA, a [affirmé](#) dans son rapport de 2009 sur l'état de la population mondiale, présenté lors de la conférence de Copenhague le 18 novembre 2009, que le réchauffement planétaire ne peut être endigué que par une réduction massive de la [population mondiale](#) »[5]. Suite à la publication de ce rapport, la ministre danoise du Développement a par exemple souhaité que la limitation démographique soit reprise dans l'accord issu du sommet sur le climat de Copenhague de décembre 2009.

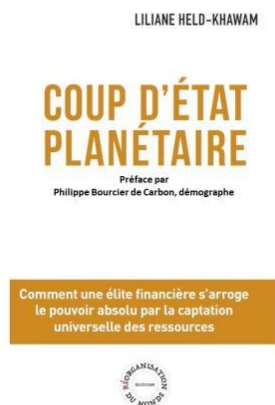
En Suisse où l'Agenda 21 est pris très au sérieux, le parlement du canton de Neuchâtel a mis en place une loi qui oblige les Etablissements médico-sociaux et les homes –hors des centres de soins palliatifs- à accepter l'*aide au suicide*. L'Armée du Salut a été sèchement priée de suivre le mouvement. Exit donc les croyances religieuses et autres convictions personnelles. Pour le parlement en question, la liberté de choix des résidents, pas forcément malades, l'emporte sur le règlement des EMS et des homes. Ceci n'est toutefois valable que pour les établissements publics. En revanche, pas de contraintes si vous gérez un établissement privé. Les pauvres ont du coup davantage droit à la liberté de se suicider que les riches !

L'euthanasie, outil démographique de choix, connaît une progression importante dans un nombre croissant de pays, y compris dans la très civilisée Hollande. Grâce à une loi votée en 2002, l'euthanasie connaît un boom fulgurant dans ce pays, avec plus de 7'000 personnes à éliminer pour l'année 2017[6]. Les médecins sont tellement débordés par leur nouvelle activité qu'il a fallu en recruter de nouveaux. La chose a suffisamment été banalisée pour que de plus en plus de gens choisissent l'euthanasie sans pour autant être en phase terminale de maladies graves. Le taux de personnes euthanasiées car elles étaient en fin de vie a chuté en quelques années pour passer de 98% à 70%. A méditer...

Dernière information révélatrice de la mentalité ambiante. Selon des études, les Belges seraient favorables à l'arrêt des soins pour les plus de 85 ans. Evidemment que ceux qui ont les moyens de se payer les traitements ne sont pas concernés par une opinion publique chauffée à blanc par les coûts démesurés imposés par les Big pharma, et la privatisation des services publics de la santé...

Une société qui est capable d'euthanasier des personnes dans un cadre médical qui est supposé soigner, interpelle. Philip Nitschke, le médecin fondateur de l'ONG EXIT- international qui milite en faveur de l'euthanasie est une coqueluche des médias. Dans ses interventions médiatiques, il banalise la mort des personnes en bonne santé, mais qui ont dépassé les 70 ans[7]. Et comme le business n'est jamais très loin du système, il vient de mettre au point une boîte-capsule, imprimable en 3D, qui facilite le suicide, et mute ensuite en cercueil. Ces messages portés par les médias populaires, eux-mêmes financés par l'oligarchie, sont autant de messages qui influenceront fatalement les personnes isolées vivant dans la précarité. Economies sur les coûts de la santé, des pensions des retraités, et autres subsides aux handicapés.

Coup d'Etat planétaire, 2019



Je ne peux m'empêcher de faire le lien entre ce qui précède et ce que j'ai écrit en période Covid. Voici quelques exemples:

Ces morts de COVID-19 qui font les affaires des comptes publics.

81% des décès

Canada. 81 % des décès survenus au Canada pendant la pandémie de Covid-19 ont eu lieu dans les résidences de soins pour personnes âgées, soit près du double de la moyenne observée dans les pays de l'OCDE. C'est ce que révèle le rapport d'une institution réputée, très critique des soins de santé dans le pays. <https://www.courrierinternational.com/article/le-chiffre-du-jour-covid-19-hecatombe-dans-les-residences-pour-personnes-agees-au-canada>

MAI 3, 2021 PAR LHK

[Mà]]Les personnes vulnérables semblent pénalisées par le vaccin. Pourquoi persister? Sont-ils devenus des indésirables?

Nearly One-Third of U.S. Coronavirus Deaths Are Linked to Nursing Homes

By The New York Times Updated April 28, 2021

32%

OF ALL U.S. DEATHS
182,000+

4%

OF ALL U.S. CASES
1,363,000+

1/3 des décès liés au coronavirus aux US se sont déroulés dans des résidences pour personnes âgées. Ces chiffres ne figurent pas dans l'étude britannique que nous relayons. Il ne s'agit que de personnes malades de Covid que l'on a hospitalisées. Les personnes des EMS/EHPAD ont été massivement traitées au Rivotril (Cf vidéo du Dr Delépine ci-dessous). Nous dénonçons une euthanasie active et massive, cautionnée par l'Etat public, dans des lieux où l'on a enfermé les aînés indésirables et désargentés. Un génocide que nous dénonçons haut et fort sur ce site. <https://www.nytimes.com/interactive/2020/us/coronavirus-nursing-homes.html>

<https://lilianeheldkhawam.com/2021/05/03/les-personnes-vulnerables-semblent-penalisees-par-le-vaccin-pourquoi-persister-sont-ils-devenus-des-indesirables/>

Quelle corrélation entre le taux de mortalité par pays et le niveau de l'épargne? LHK



<https://lilianeheldkhawam.com/2020/03/30/quelle-correlation-entre-le-taux-de-mortalite-par-pays-et-le-niveau-de-lepargne-lhk/>

▲ [RETOUR](#) ▲



.« Un nouveau rideau de fer s'abat sur le monde selon Lavrov. Qu'est-ce que cela veut dire ? »

par [Charles Sannat](#) | 1 Juil 2022



Mes chères impertinentes, chers impertinents,

C'est un article rapide de RFI, Radio France International, intitulé « un « rideau de fer » s'abat entre la Russie et l'Occident, selon Sergueï Lavrov » et qui reprend les dernières déclarations du ministre russe des affaires étrangères.

« Un « rideau de fer » est en train de s'abattre entre la Russie et l'Occident, sur fond d'une crise diplomatique sans précédent en raison du conflit ukrainien, a affirmé jeudi le chef de la diplomatie russe, Sergueï Lavrov. « Le rideau de fer, de fait, il est déjà en train de s'abattre », a estimé Sergueï Lavrov, faisant écho à la célèbre phrase de Winston Churchill, lors d'une conférence de presse à Minsk avec son homologue biélorusse Vladimir Makeï. « Que (les Occidentaux) fassent attention et qu'ils ne se coincent pas (les doigts) dedans. Le processus est en cours », a-t-il ironisé. Selon Sergueï Lavrov, l'UE « ne montre aucun intérêt à comprendre les intérêts » russes et ses décisions sont dictées « par Washington ».

Cette analyse russe était logique et en réalité elle était une évolution prévisible du conflit dès le départ.

Cette hypothèse est d'ailleurs mon hypothèse de travail depuis le 24 février 2022, début de l'intervention « spéciale » de la Russie en Ukraine selon les Russes et de la guerre en Ukraine selon Kiev et le camp occidental.

Cette expression de rideau de fer était au cœur de ma vidéo du grenier du 27 mars 2022.

Nous y arrivons.



Qu'est-ce que cela signifie un rideau de fer ?

Pour comprendre ce que cela implique, je vous invite à voir ou revoir cette vidéo et à la mettre justement en perspective avec les événements qui continuent à se dérouler sous vos yeux.

Ne vous y trompez pas, la mondialisation a été rendue possible que par la chute du mur de Berlin et donc la levée du rideau de fer.

Si le rideau de fer se referme, comme dit Lavrov, ce n'est pas tant nos doigts que nous risquons de nous faire coincer, c'est la mondialisation surtout qui va se faire décapiter net !

Un rideau de fer c'est la fin de la mondialisation telle que nous la connaissons depuis 20 ans et d'ailleurs nos moins de 20 ans n'ont jamais connu le monde d'avant. D'ailleurs, globalement, les moins de 30 ans étaient trop petits pour en avoir autre chose que des souvenirs bien vagues.

Restent les vieux dinosaures à la barbe blanche, votre modeste serviteur du grenier qui lit l'avenir dans les fientes de ses poules (ce qui m'évite d'ouvrir leurs entrailles et de devoir les manger).

Et que disent les poules de cristal ?

Simple.

Après la pluie le beau temps. **Après la mondialisation, la démondialisation.**

Elle sera brutale, elle est d'ailleurs déjà brutale.

Ce n'est que le début.

Il est déjà trop tard, mais tout n'est pas perdu.

Préparez-vous !

Charles SANNAT

.Ecorama. Peut-on encore éviter la crise alimentaire mondiale ?



<https://www.youtube.com/watch?v=e7kNOZfQCx8>

Pour Mathias Cormann, le secrétaire général de l'Organisation de coopération et de développement (OCDE). « Sans la paix en Ukraine, les problèmes de sécurité alimentaire qui se posent dans le monde ne cesseront de s'aggraver [...] », a-t-il indiqué lors de la publication, mercredi, du rapport de l'OCDE sur les perspectives agricoles des dix prochaines années.

C'est un rapport qui fait 403 pages et qui est assez dense de vous à moi.

Il faut le scinder en deux parties pour l'analyser.

La première partie, vous l'aurez deviné, ce sont les effets à court terme de la guerre en Ukraine qui, dans l'esprit des analystes de l'OCDE, ne va pas durer 10 ans, et la seconde partie ce sont les prévisions à long terme, ce qui veut dire sur les 10 ans qui viennent.

Vous pouvez télécharger [le rapport complet ici sur le site de l'OCDE](#) en français !!!

L'OCDE est assez optimiste sur la décennie et pense que tout le monde pourra être alimenté, moyennant quelques changements du genre manger des insectes à la place des steaks (c'est pour la rime) et en faisant maigrir les obèses occidentaux en faisant radicalement diminuer la quantité de sucres. Tout cela passera par des interdictions et des nouvelles législations.

Dans l'immédiat, la crise alimentaire est déjà là et la question maintenant c'est de savoir comment nous allons partager les ressources disponibles et accessibles, j'insiste sur le *accessible*, entre les pays à commencer par les plus pauvres.

Si l'on regarde ce qu'il se passe sur le marché de l'énergie, pour le moment les pays riches n'ont pas encore de coupures. Au Pakistan il y a déjà 12 heures sans électricité par jour dans la capitale à Karachi. Je ne vous parle même pas du Sri Lanka.

Charles SANNAT

.L'Allemagne va devoir sauver le plus fournisseurs d'énergie pour éviter le risque systémique

L'Allemagne envisage le renflouement d'**Uniper** pour endiguer la contagion du gaz russe.

En effet, l'Allemagne est en pourparlers pour renflouer le géant de l'énergie Uniper SE afin d'endiguer les retombées plus larges des mesures prises par la Russie pour réduire les livraisons de gaz naturel.

Uniper, le plus grand acheteur de gaz russe en Allemagne, a déclaré qu'il discutait d'une éventuelle augmentation des prêts garantis par l'État ou même des prises de participation pour garantir la liquidité. La crise pourrait également affecter la Finlande, qui contrôle la société mère d'Uniper, Fortum Oyj .

Le sauvetage d'Uniper nécessite un effort national » en Allemagne « car Uniper qui est le plus gros importateur de gaz en Allemagne est frappé de plein fouet par la baisse de plus de 60 % des livraisons de gaz russe et la société est prise entre le marteau de ses engagements à fournir du gaz à prix fixe et de l'autre l'enclume d'une hausse énorme de ses prix d'achat qui ne peuvent pas être répercutés.

La société va donc tout droit à la faillite et menace d'emporter avec elle tout le marché de l'énergie européen ou presque.



Si après cela on ne revient pas sur l'idéologie européenne de créer des marchés pour tous les secteurs et de tout privatiser c'est que l'on ne veut pas comprendre que tous les secteurs ne peuvent pas être confiés uniquement au privé. Pour une grande partie, l'énergie, les transports mais également la fourniture de biens essentiels comme l'eau doivent rester sous contrôle serré des Etats (cela n'empêche pas les concessions par exemple).

Charles SANNAT

.L'effondrement épisode 2, « la station service ». Que se passerait-il sans carburant ?



Que se passerait-il s'il n'y avait plus du tout d'essence, que nous en arrivions à la dernière goutte, et que nombreux seraient ceux qui veulent « rentrer chez eux », ou « partir en province » selon le principe que la misère est moins pénible au soleil et surtout à la campagne loin des grandes villes ?

Vous avez là un scénario qui part du postulat d'un effondrement brutal et pas lent. La violence ou les dérapages prévisibles dans un tel cas, pourraient dans le cas qui est le nôtre, ne pas être le scénario le plus probable.

Si l'effondrement est plus progressif et cela peut être tout de même rapide les autorités auront le temps d'organiser et de structurer la pénurie, ce qui signifie coupures tournantes, rationnements etc... mais plus de stabilité sociale et entre deux maux, il faut choisir le moindre !

Je vais vous expliquer (et justifier) tout cela dans un flash d'alerte stratégies sur lequel je suis en train de travailler. Je vous rappelle au passage que le dossier STRATEGIES de juin consacré à la protection de ses valeurs est en ligne dans [vos espaces lecteurs ici](#). Pour [vous abonner tous les renseignements sont ici](#).

Charles SANNAT

▲ [RETOUR](#) ▲

.Le rationnement a déjà commencé en Europe alors que le monde entier plonge dans un horrible cauchemar économique

29 juin 2022 par Michael Snyder

The Economic Collapse

Are You Prepared For The Coming Economic Collapse And The Next Great Depression?



Si les pays d'Europe commencent déjà à rationner certaines choses en raison de " problèmes d'approvisionnement ", combien de temps faudra-t-il avant que cela ne commence à se produire aux États-Unis ? Jusqu'à ces deux dernières années, beaucoup d'entre nous dans le monde occidental ont toujours considéré que les pénuries étaient quelque chose que seuls les pays pauvres "non sophistiqués" de l'autre côté de la planète devaient gérer. Mais ces deux dernières années nous ont montré que les pays riches du monde occidental peuvent eux aussi souffrir de pénuries douloureuses. Au début, on nous a dit qu'elles n'étaient que "temporaires", mais les mois ont passé et les pénuries se sont multipliées. En fait, en 2022, les "problèmes d'approvisionnement" sont devenus si graves que de nombreux supermarchés en Europe ont été contraints de rationner strictement des articles essentiels à différents moments. Par exemple, on a appris qu'en raison de la guerre en Ukraine, la farine, l'huile de tournesol

et le sucre étaient tous rationnés par les magasins en Grèce...

Après avoir limité la vente de certaines farines et de l'huile de tournesol en ligne, les supermarchés grecs en viennent à rationner également la vente de sucre, y compris désormais dans leurs magasins, en raison de problèmes d'approvisionnement.

L'AB Vassilopoulos fixe une limite maximale à l'achat de toutes les marques d'huile de maïs et de tournesol et de farine par client, tandis que Mymarket a plafonné les achats d'huile de tournesol et que Sklavenitis a ajouté le sucre aux ventes rationnées d'huile de maïs sur sa boutique en ligne, avec un maximum de quatre paquets, les produits étant très demandés par les restaurants, dont certains ont déclaré devoir arrêter de vendre des frites et autres aliments frits.

Au cours des derniers mois, nous avons vu des mesures similaires mises en œuvre dans d'autres grandes nations européennes également. Par exemple, la guerre en Ukraine a entraîné un rationnement assez sévère en Espagne...

Des pénuries sporadiques de produits comme les œufs, le lait et d'autres produits laitiers ont également touché l'Espagne depuis le début de la guerre en Ukraine. Et les grands supermarchés, dont Mercadona et Makro, ont commencé à rationner l'huile de tournesol au début du mois.

Désormais, les magasins seront temporairement autorisés à limiter "le nombre de produits pouvant être achetés par un client", selon les informations publiées mercredi dans le Journal officiel de l'État.

Pour ce qui est de l'avenir, le rationnement du gaz naturel est le prochain grand sujet dont beaucoup de gens parlent en Europe. Le flux de gaz naturel russe vers l'Europe a été réduit, et il semble que cela pourrait bientôt entraîner un rationnement généralisé en Italie...

L'Italie pourrait commencer à rationner la consommation de gaz naturel de certains géants industriels, après que la société russe Gazprom a réduit de moitié ses approvisionnements vendredi.

Ce week-end, le journal Corriere della Sera a rapporté que le gouvernement italien et l'industrie énergétique se réuniraient mardi et mercredi pour discuter de la crise, avec pour résultat probable l'introduction d'un état d'alerte dans le cadre du protocole d'urgence gazier du pays.

Et CNN rapporte que l'**Allemagne** est "un pas de plus vers le rationnement des approvisionnements" maintenant que la Russie a décidé de réduire le flux de gaz naturel à destination de ce pays...

La plus grande économie d'Europe est maintenant officiellement à court de gaz naturel et intensifie un plan de crise pour préserver les approvisionnements alors que la Russie ferme les robinets.

Jeudi, l'Allemagne a activé la deuxième phase de son programme d'urgence gazier en trois étapes, se rapprochant ainsi du rationnement de l'approvisionnement de l'industrie, ce qui porterait un coup dur au cœur manufacturier de son économie.

Bien sûr, d'autres régions du monde sont confrontées à des problèmes bien plus graves que ceux auxquels l'Europe est actuellement confrontée.

Comme je l'ai indiqué dans un article que j'ai publié en début de semaine, un nombre important de personnes commencent à mourir littéralement de faim dans certaines régions d'Afrique de l'Est. Les réserves alimentaires mondiales ne cessent de se resserrer et le chef de l'**ONU nous dit ouvertement que le monde se dirige vers une "crise alimentaire mondiale sans précédent"**.

Donc si vous avez de quoi manger ce soir, vous devriez être reconnaissant.

Ici, aux États-Unis, les conditions économiques se détériorent assez rapidement, et la plupart des Américains ne sont absolument pas préparés à une quelconque récession économique majeure. Plus tôt dans la journée, je suis tombé sur une autre enquête qui montre qu'environ 60 % des Américains vivent actuellement d'un salaire à l'autre...

"Nous constatons que les consommateurs de toutes les tranches de revenus - y compris ceux qui gagnent plus de 100 000 \$ par an - vivent au jour le jour. La recherche de PYMNTS révèle que 61% des consommateurs américains vivaient de leur salaire en avril 2022, marquant une augmentation de 9 points de pourcentage par rapport aux 52% d'avril 2021, ce qui signifie qu'environ trois consommateurs américains sur cinq consacrent la quasi-totalité de leur salaire aux dépenses, avec peu ou rien de reste à la fin du mois."

Que va-t-il donc se passer lorsque ces personnes commenceront à perdre leur emploi en grand nombre ?

Nous avons déjà vu le nombre de licenciements dans le secteur de la technologie s'accélérer considérablement au cours des deux derniers mois.

Malheureusement, les licenciements vont s'aggraver dans les mois à venir.

Et comme l'inflation continue de ronger systématiquement notre niveau de vie, les Américains se tournent vers les cartes de crédit à un rythme record...

Alors que les Américains sont aux prises avec l'inflation la plus élevée depuis 40 ans, le nombre de nouvelles cartes de crédit a bondi, car de plus en plus d'Américains comptent sur elles pour faire face aux prix élevés. Selon un rapport récent de la Réserve fédérale, le crédit renouvelable (cartes de crédit et lignes de crédit) a augmenté de 19,6 % par rapport à l'année précédente pour atteindre 1 103 milliards de dollars.

S'endetter sur une carte de crédit n'est pas une solution.

Au mieux, cela peut vous faire gagner un peu de temps.

Et c'est particulièrement une mauvaise idée de s'endetter par carte de crédit alors que nous plongeons dans une récession.

À ce stade, presque tout le monde se rend compte que les choses vont aller mal. Selon un sondage récent, 85 % de tous les Américains pensent que les États-Unis "vont dans la mauvaise direction"...

Le mécontentement national est bipartisan. La plupart des Américains, 85%, disent que le pays va dans la mauvaise direction. Une majorité de républicains sont mécontents de la direction que prend le pays depuis l'élection de Biden. Les démocrates étaient positifs quant à la façon dont les choses allaient, mais maintenant 78 % disent que le pays va dans la mauvaise direction.

J'ai été stupéfait de voir que 78 % des démocrates pensent que les États-Unis vont dans la mauvaise direction avec un démocrate à la Maison Blanche.

Je n'ai jamais vu un tel chiffre auparavant.

Mais c'est juste une autre indication que l'heure est tardive et que les choses vont commencer à devenir vraiment folles là-bas.

Pour le moment, la vie est encore au moins un peu normale dans le monde occidental.

Malheureusement, cela ne durera pas longtemps, et je vous recommande donc d'utiliser votre temps avec sagesse.

▲ [RETOUR](#) ▲

.« Effondrement. La série à revoir »

par [Charles Sannat](#) | 30 Juin 2022



Mes chères impertinentes, chers impertinents,

« Effondrement », c'est le titre d'une mini-série qui a été mise en ligne sur youtube fin 2019, une série produite par Canal+.

Il y a 8 épisodes d'une vingtaine de minutes chacun.

Cette mini-série est passée assez inaperçue et c'est fort dommage car elle traite particulièrement de l'ensemble des défis qui seront à relever dans le cadre d'un effondrement systémique.

Voici le résumé du premier épisode.

« J+2 : Dans un supermarché, en plein problème d'approvisionnement, Omar tente de répondre à toutes les demandes des clients. Soudain, sa copine débarque pour lui demander de tout plaquer et de fuir la ville avec elle en prenant un maximum de provisions, avant qu'il ne soit trop tard... »

Je vous invite à voir ou revoir cette mini-série, le premier épisode en particulier.

Toute ressemblance avec une situation actuelle serait évidemment purement fortuite.

Ou pas.

Je vais à nouveau et encore une fois vous parler d'effondrement en ce début du mois de juillet 2022 et de ce qu'il convient de penser à faire pour vous préparer au prochain hiver.

Il risque de ne pas être agréable.

La misère est moins pénible au soleil... surtout lorsque l'on n'a plus de gaz russe.



<https://www.youtube.com/watch?v=vLa-HhBpgc4>

Il est déjà trop tard, mais tout n'est pas perdu.

Préparez-vous !

Charles SANNAT

.Récession du PIB américain de 1.6 % ! Powell de la FED confirme sa volonté d'écraser l'inflation



C'est une dépêche de la très sérieuse agence de presse Reuters qui nous apprend que *« la contraction de l'économie américaine a été un peu plus forte qu'estimé précédemment au premier trimestre en raison d'un déficit commercial record, montre mercredi les statistiques définitives du produit intérieur brut (PIB) publiées par le département du Commerce. »*

Le PIB des Etats-Unis a reculé de 1,6 % en rythme annualisé par rapport aux trois mois précédents, un chiffre révisé par rapport à la précédente estimation qui donnait une contraction de 1,5 %« .

Le département du Commerce a parallèlement revu à la hausse l'indice des prix de base dit « core PCE », à +5,2 % en rythme annuel sur janvier-mars au lieu de la précédente estimation à +5,1 %.

Mais tout va bien.

Il n'y aura pas de récession cette année.

D'ailleurs Jerome Powell vient juste de déclarer qu'il était vraiment déterminé à combattre l'inflation.

« Le risque est qu'en raison de la multiplicité des chocs, vous commencez à passer à un régime d'inflation plus élevé et notre travail consiste à empêcher littéralement que cela se produise et nous l'empêcherons »

Il a même rajouté au cas où cela n'aurait pas été assez clair que : *« s'il y a un risque que la Fed ralentisse l'économie plus que nécessaire pour contrôler l'inflation, je ne suis pas d'accord pour dire que c'est le plus grand risque. La plus grande erreur serait de ne pas réussir à rétablir la stabilité des prix »*

Source [Boursorama.com](https://www.boursorama.com) [ici](#)

.Hallucinante. Lagarde qui prévient que l'ère de l'inflation ultra-basse a peu de chance de revenir,

après avoir dit le contraire !



Je ne vous ferai pas l'insulte de rappeler à votre mémoire ce que disait encore Christine Lagarde il y a moins d'un an sur le fait que l'inflation serait faible et surtout transitoire, donc temporaire, donc qu'il ne fallait pas s'inquiéter. Elle dit maintenant l'inverse. Alors je vous le dis et le redis, mais plus important encore je vous le prouve en vous mettant en parallèle les propos de Lagarde, ce que je disais il y a un an, ce que l'on pouvait déjà voir, et le fait que **l'objectif n'est pas de vous informer mais d'assurer la stabilité sociale.**

L'ère d'une inflation ultra-basse a peu de chances de revenir, dit Lagarde

« Il est peu probable que la période de très faible inflation qui a précédé la pandémie de COVID-19 revienne et les banques centrales doivent s'adapter à des anticipations d'inflation plus élevées, a déclaré mercredi Christine Lagarde, la présidente de la Banque centrale européenne (BCE).

Selon les économistes, le taux d'inflation en zone euro, qui a atteint un pic historique à 8,1 % en mai, devrait continuer à grimper jusqu'au début de l'automne, avant un lent ralentissement qui le verrait rester au-dessus de l'objectif de 2 % de la BCE jusqu'en 2024 ». (Source [Boursorama.com ici](https://www.boursorama.com/ici))

Sur Ecorama ou comment passer pour un économiste pas sérieux alors que vous avez raison !

Prenez le temps de réécouter cette vidéo et de la mettre en perspective avec les événements que nous avons connus tout au long de cette année par encore terminée.

Et maintenant vous écouterez les paroles des mamamouchis avec beaucoup de recul et de distanciation.

Et ce recul doit être la norme pour tous les sujets.

Charles SANNAT

.Plus d'artisan dès 2024 à Paris. Il faudra tout faire vous-même, même changer votre fenêtre !



J'aime quand les technocrates font de **l'écologie-idéologie** en chambre en imaginant un monde parfait et sans pollution, ce qui veut dire sans voiture diesel, et avec l'interdiction des moteurs thermiques dès 2035 donc demain à l'échelle industrielle.

Avec les ZFE les zones à faibles émissions (et c'est très bien en soi), il sera interdit aux camionnettes diesel de rentrer dans Paris.

Vous aurez donc le chauffeur Uber qui viendra avec son vélo et un chauffe-eau de 300 litres sur le dos avec le plombier en trottinette.

Vous aurez aussi le vitrier qui viendra vous mettre une baie vitrée double vitrage au troisième étage accompagné du livreur Deliveroo qui sera en vélo carbo la fenêtre sur le dos. Les artisans prendront des trottinettes avec coffres pour transporter les outils (électriques) qu'ils rechargeront au solaire...

J'ai un conseil à vous donner, faites vos travaux avant 2024, parce que si cette loi est appliquée en l'état, vous n'aurez plus d'artisans à Paris. Il n'y a pas de camionnette essence, pas plus en électrique, et dans tous les cas il y a des pénuries partout.

Sinon vous pouvez vous mettre dès maintenant au bricolage.



Charles SANNAT

▲ [RETOUR](#) ▲

.L'hiver économique est arrivé

Doug French 28/06/2022 Mises.org



MISES WIRE



L'Autrichien moyen dirait que la Réserve fédérale crée de l'argent par balles, avec pour preuve les impressions de l'indice des prix à la consommation de 8,6 % selon le Bureau of Labor Statistics ou **de plus de 15 % selon le calcul de shadowstats.com de John Williams, basé sur la façon dont le gouvernement calculait l'IPC en 1980**. Il est certain qu'au mieux, le dollar américain n'est que la chemise sale la plus propre du panier à linge des devises.

Mais le dollar de l'oncle Sam continue de se renforcer (par rapport aux autres monnaies fiduciaires des gouvernements), ce qui entraîne des krachs sur les marchés de ... tout. "Les

gens ont commencé à réaliser que lorsque le dollar monte, ce n'est bon pour personne", a déclaré Jeff Snider, d'Alhambra Investments, à Maggie Lake sur Real Vision. Par "tout le monde", Jeff Snider n'entend pas seulement les parieurs en actions, en obligations et en crypto-monnaies, mais aussi Joe et Jane Lunch Bucket. Un dollar fort "vous dit vraiment qu'il y a quelque chose qui ne va pas dans le système financier mondial, l'économie mondiale et le système monétaire mondial", a déclaré Snider, couvrant toutes les bases.

Alors, qu'en est-il ? La valeur du dollar est un symptôme, et lorsqu'elle augmente, *"cela vous indique qu'il y a un resserrement du système monétaire mondial pour diverses raisons, généralement des raisons qui se renforcent d'elles-mêmes"*, a expliqué M. Snider. L'argent est rare, les marchés sont réticents à prendre des risques et une récession se profile à l'horizon.

Avec Jerome Powell et compagnie qui ont augmenté les taux, bien que dans la poussière du marché, et qui ont institué un resserrement quantitatif, il semblerait que la Fed fasse la mauvaise chose au mauvais moment, à moins que la foule de l'Eccles Building ne veuille amener la récession aux Américains dès que possible, en espérant que le courant descendant nettoiera les mauvais investissements qui se sont accumulés depuis la période de taux d'intérêt zéro post-2008 et surtout le camouflage du crash covid par des aides monétaires et fiscales.

Ou, comme David Rosenberg l'a dit à Alex Gurevich :

Nous avons eu plusieurs plans de relance budgétaire à grande échelle très répétés. Le dernier, en mars de l'année dernière, avec des chèques de relance non ciblés et manifestement inutiles et des allocations chômage sans fin, ... a réellement créé des distorsions sur le marché du travail jusqu'à aujourd'hui.

Il y a eu des inversions en divers points de la courbe des taux *"ce qui nous indique que quelque chose ne va pas"*, affirme M. Snider. *Tout cela "vous indique que les chances que quelque chose de négatif se produise ont augmenté"*. Et plus rapidement encore au cours du mois dernier. Ainsi, alors que les chiffres de l'emploi ont été robustes, les 401(K) des employés, comme l'a montré une récente caricature, ne représentent plus qu'un seul K.

Malgré ce que nous sommes amenés à croire, la Fed est aussi politique que, eh bien, la Cour suprême, il s'avère. L'armée de docteurs en économie de Powell n'a qu'un seul équipement avec lequel jouer : la capacité de créer de l'argent à différentes vitesses ou d'appuyer sur le frein monétaire. Le président Powell ne peut rien faire contre les chocs d'offre, comme redresser la chaîne d'approvisionnement, faire en sorte que les personnes réticentes retournent au travail, ou changer la politique covid de la Chine. La magie monétaire ne fera pas disparaître cette inflation des prix.

Le PIB (produit intérieur brut), pour ce qu'il vaut, a été négatif au premier trimestre de cette année, mais M. Snider a souligné que les troisième et quatrième trimestres de l'année dernière étaient également faibles : *"Trois trimestres consécutifs de chiffres vraiment bas, presque nuls."* L'indice ISM des directeurs d'achat est également en chute libre. Snider a souligné que le niveau de l'ISM est le même qu'en 2019 et se dirige dans la même direction vers le bas. Il y a trois ans, la Fed réduisait les taux, or cette fois-ci, elle les relève.

Selon Snider, le marché pense que Powell fait de la politique, ressent la douleur des consommateurs et "augmente les taux pour des raisons qui leur sont propres." Et avec cela, *"il y a ce risque que les taux continuent à augmenter."*

À cette fin, *"si le nom du jeu est de tuer cette sorte d'inflation pernicieuse du côté de l'offre, une récession est le seul moyen d'y parvenir"*, a déclaré Rosenberg à Real Vision.

Les consommateurs en ressentent déjà les effets. "L'indice du sentiment des consommateurs de l'Université du Michigan, très surveillé, a chuté à 50,2 dans l'enquête préliminaire de juin, marquant le plus bas niveau enregistré

par l'enquête, qui remonte au milieu des années 70", rapporte Yahoo.

Murray Rothbard explique dans Economic Controversies :

Car sans l'anodin de l'inflation continue de la monnaie, les distorsions et les mauvaises répartitions de la production, le surinvestissement dans des projets d'investissement non rentables et les prix et salaires excessivement élevés dans ces industries de biens d'équipement deviennent visibles et évidents. C'est alors que l'inévitable récession s'installe, la récession étant la réaction par laquelle l'économie de marché se réajuste, liquide les investissements non viables et réaligne les prix et la production de l'économie de manière à éliminer les conséquences non viables du boom. La reprise arrive lorsque le réajustement est terminé.

"Il y a eu 14 cycles de hausse des taux de la Fed dans l'expérience de l'après Seconde Guerre mondiale, 14", a souligné Rosenberg. "Onze ont fait atterrir l'économie en récession. Je vous pose à nouveau la question : est-ce une simple coïncidence ? Ou s'agit-il vraiment d'un modèle ? La Fed a laissé l'empreinte de son pouce sur chaque expansion, sur chaque marché haussier, sur chaque récession, et sur chaque marché baissier."

Le président Powell fait sa part, alors dites adieu aux investissements peu judicieux.

▲ [RETOUR](#) ▲

L'inflation va priver de nombreux Américains de logement et les conduire à dormir dehors

Par Brandon Smith – Le 4 juin 2022 – Source [Alt-Market](#)



L'un des aspects les plus préjudiciables d'une crise inflationniste ou stagflationniste est que, dans la plupart des cas, les coûts du logement ont tendance à augmenter alors que les ventes de logements diminuent.

Cela peut sembler contre-intuitif ; on pourrait supposer que les prix devraient baisser à mesure que les ventes diminuent, mais c'est le monde à l'envers de l'inflation. Certaines marchandises et certains produits, généralement des produits de première nécessité, voient presque toujours leur prix monter en flèche, ce qui finit par écarter complètement la plupart des familles américaines du marché.

L'une des seules exceptions à cette règle est lorsque le gouvernement institue un contrôle des loyers ou des prix. Dans l'Allemagne de Weimar, par exemple, le gouvernement a appliqué des contrôles réglementaires stricts aux propriétaires, fixant le loyer à un taux qui rendait les profits impossibles.

La crise du logement de Biden

Cette situation peut sembler familière : au plus fort de la pandémie de Covid, l'administration Biden a instauré un long moratoire sur les expulsions, ce qui a empêché de nombreux propriétaires de percevoir les loyers qui leur étaient dus. Les propriétaires ne pouvaient pas remplacer les locataires défaillants par des personnes prêtes à payer à temps, ce qui a entraîné une charge financière massive pour les propriétaires de toute l'Amérique.

Les effets de cette situation ont été préjudiciables à l'économie américaine et surtout au marché locatif.

Comment ? Le moratoire a fait prendre conscience aux propriétaires qu'ils pouvaient être limités unilatéralement dans leur activité. On pourrait les empêcher de percevoir les loyers dus par les locataires sous contrat tout en les obligeant à payer les taxes et les frais d'entretien de ces mêmes propriétés.

L'ensemble du marché locatif est devenu un jeu à somme nulle. En réaction, les propriétaires ont commencé à vendre leurs propriétés supplémentaires en masse au lieu de les louer.

Comme vous pouvez vous y attendre, cela a entraîné une pénurie de logements à louer dans de nombreuses régions du pays. Lorsque l'offre est limitée, qu'est-ce que l'économie de base nous dit qu'il doit se passer ? Le moratoire sur les expulsions a directement entraîné une hausse des prix des quelques logements encore disponibles.

Mais ce n'est pas seulement la réduction de l'offre qui a provoqué la hausse des prix.

Les propriétaires encore disposés à louer des biens dans le cadre du moratoire sur les expulsions ont dû augmenter leurs prix pour compenser les risques supplémentaires qu'ils prenaient dans un marché où les règles ont soudainement changé. En imposant le moratoire sur les loyers, Biden a aggravé une crise du logement déjà existante.

Qui profite de cette crise fabriquée ?

Un autre facteur à prendre en compte est le suivant : qui étaient les acheteurs de bon nombre de ces propriétés soudainement mises en vente ?

Des conglomérats massifs comme [Blackstone et Blackrock](#) sont de plus en plus impliqués dans le marché du logement depuis le crash de 2008.

Bien que Blackrock prétende ne pas être impliqué dans le marché du logement individuel, il travaille en étroite collaboration avec des entreprises qui sont impliquées, en achetant plusieurs maisons et des paquets de prêts hypothécaires en difficulté.

Blackstone a continué à acheter des maisons en gros au cours de la dernière décennie, retirant des propriétés du marché pendant un certain temps. Ces achats en masse donnent au public l'impression que les ventes locales sont « chaudes » et que le marché est florissant. Comme on peut s'y attendre, ces actions poussent les prix à augmenter encore plus pour répondre à cette demande artificielle.

Actuellement, les prix de vente médians des maisons ont grimpé en flèche pour atteindre des [sommets historiques](#) en l'espace de quelques années – une hausse de 30 % coïncidant avec le début de la panique de Covid.

Une partie de l'inflation des prix peut être attribuée à l'[importante migration](#) des Américains vers les États bleus pour échapper aux restrictions Covid draconiennes et aux impôts élevés, mais cette migration est maintenant terminée. Les ventes de logements sont en train de [retomber sur terre](#). Pourtant, les prix restent plus élevés que ce que la famille moyenne peut se permettre.

L'inflation du logement dépasse de loin les salaires

En 2022, le coût médian d'une maison aux États-Unis est désormais de 428 000 dollars. L'Américain moyen gagne environ 50 000 dollars par an ou moins, ce qui le place bien en dehors du marché actuel.

En ce qui concerne les locations, le coût moyen aux États-Unis a explosé, passant à 1 300 dollars par mois pour les personnes qui restent ancrées à un endroit, et à 1 900 dollars par mois pour les personnes qui déménagent. Cette moyenne est bien sûr en partie poussée à la hausse par les [prix ridiculement élevés](#) dans les grandes villes côtières comme San Francisco (hausse de 22 % par rapport à l'année précédente), Los Angeles (hausse de 297 % depuis janvier 2000) et New York (hausse de 159 % des prix des logements depuis janvier 2000).

Aujourd'hui, un individu doit gagner au moins 20 dollars de l'heure pour s'offrir un appartement d'une chambre à coucher. Il faut savoir que plus de 30 % des Américains sont [payés](#) moins de 15 dollars de l'heure (avant impôts).

Près de la moitié de la population américaine ne gagne pas assez d'argent pour entretenir un appartement d'une chambre à coucher. La grande majorité des Américains se trouveront dans l'impossibilité d'acheter une maison aux prix actuels.

En moyenne, un salaire annuel de 105 000 \$ est recommandé avant de contracter un prêt hypothécaire pour une maison de 350 000 \$. Et n'oubliez pas qu'à mesure que la crise de l'inflation s'accélère, la Réserve fédérale augmentera les taux d'intérêt, ce qui fera grimper le coût des prêts hypothécaires. Où cela nous mène-t-il ? La situation ne fait qu'empirer à partir de maintenant.

Quelle sera la prochaine étape ?

Les acheteurs de maisons qui attendent que les prix baissent en même temps que les ventes risquent d'attendre un certain temps. Cela pourrait changer SI le gouvernement applique un contrôle des prix des logements. Il est vrai que c'est très improbable.

Je pense qu'il est plus probable qu'à mesure que l'inflation augmente, le gouvernement gèle les loyers mensuels, mais pas les prix des logements eux-mêmes.

Cela dit, s'il y avait un autre moratoire sur les expulsions ou un gel des loyers, les propriétaires vendraient probablement leurs propriétés en masse une fois de plus pour éviter les taxes et les dépenses sur des investissements qui ne leur rapportent rien. Cela pourrait entraîner une baisse plus importante des prix, mais là encore, je ne retiendrais pas mon souffle.

Une solution au problème du logement serait un moratoire sur les achats de maisons par les entreprises. Cela limiterait les fonds spéculatifs et les banques d'investissement à spéculer sur les propriétés industrielles et commerciales.

Personnellement, je n'aime pas que le gouvernement s'insinue dans les affaires, mais peut-être est-il préférable d'empêcher les conglomérats d'acheter des maisons américaines et de faire grimper les prix que d'empêcher les propriétaires de percevoir des loyers ? Nous devons également envisager la possibilité très réelle que les sociétés mondiales qui dévorent le marché immobilier américain fassent partie d'un programme calculé pour rendre le logement cher.

Les explosions de prix causées par l'inflation comme celle que nous connaissons aujourd'hui durent souvent de nombreuses années, parfois une décennie ou plus. Lorsque le marché immobilier finira par se dégonfler, ce ne sera que sous l'effet d'une instabilité économique radicale. À ce moment-là, les gens auront des préoccupations bien plus importantes que de savoir s'ils peuvent contracter un prêt hypothécaire. (Note : Birch Gold a publié de nombreux articles sur la [dernière bulle immobilière](#) et les [forces qui la sous-tendent](#)).

Les droits de propriété et la propriété sont un des principaux piliers d'une société libre. Lorsque la propriété est reléguée à la classe moyenne supérieure et aux riches, il en résulte un déclin social inévitable vers diverses formes de féodalisme ou de socialisme.

Pour ceux qui ont des ambitions autoritaires, l'inflation du logement est une aubaine. Le sans-abrisme nourrit le genre de désespoir qui pousse le public à soutenir les actions totalitaires. Ils finiront peut-être par vous fournir un logement, mais ce sera à un prix terriblement élevé.

La dernière chose que toute personne de bon sens souhaite est que le gouvernement devienne son propriétaire par défaut. Il est très difficile de défier les abus du gouvernement lorsque celui-ci contrôle le toit au-dessus de votre tête.

▲ [RETOUR](#) ▲

.Imaginez une Europe sans planche à billets agissant comme le Sri Lanka...

rédigé par [Philippe Béchade](#) 1 juillet 2022

Sommes-nous si loin d'une Europe atteinte de pénuries d'énergie ou de produits alimentaires ? Il suffirait que la BCE perde sa crédibilité et que notre monnaie se mette à chuter...



Les experts commencent juste à évoquer de possibles **pénuries d'énergie en Europe**. Le ministre allemand des Finances prévient qu'il faut se préparer à faire des arbitrages, car il n'y aura pas assez de courant cet hiver pour faire à la fois tourner les usines, se chauffer et recharger son véhicule électrique.

Le prix des denrées alimentaires de base flambe également, à tel point que le gouvernement vient d'annoncer la prolongation du « chèque nourriture » de 100 € pour les 9 millions de ménages les plus défavorisés jusqu'à fin 2022.

Quoi ?... Mais non, ce n'est pas la remise en route de la planche à billet, voyons : c'est répondre à une exigence humanitaire.

Le coût du quoi qu'il en coûte

Enfin, si – entre nous, pas de cachotteries –, **c'est effectivement de la planche à billet qui ne dit pas son nom**. Mais, en toute franchise, on peut se le permettre, puisqu'on dispose d'une « monnaie de réserve », ce qui signifie que c'est le monde entier qui achète obligatoirement notre dette, parce qu'ils n'ont pas le choix, le système actuel est comme ça !

Mais voyons ce qui se passe dans les pays qui ne peuvent pas se permettre toutes les folies, comme les confinements, la fermeture autoritaire et sans justification scientifique de pans entiers de l'économie, renfloués par le « quoi qu'il en coûte », c'est à dire l'argent magique de nos banques centrales.

Faute de disposer d'une monnaie de réserve, et pratiquant des taux d'intérêt bien plus élevés en interne, la plupart des pays dits émergents se sont endettés en dollar, parce que le coût de l'argent était gratuit (ce fut aussi le cas durant 25 ans avec les taux zéro pratiqués au Japon : les marchés empruntaient en yens pour acheter des actifs mieux rémunérés en dollars, c'était le célèbre « *carry trade* »).

Mais si le taux lié au dollar était avantageux jusqu'à fin 2021, il ne l'est plus. Et, surtout, le billet vert flambe face aux devises des pays déjà en grande difficulté depuis la crise du Covid. C'est la **double-peine**, ou le fameux « effet ciseaux » (taux de refinancement en forte hausse, dans une devise qui flambe).

Que se passe-t-il alors pour ces pays ?

Il se passe ce qui s'est passé au Liban, déjà en faillite bien avant la crise du Covid : inflation à quatre chiffres, pénuries de toute nature, etc.

Mais les causes de cette situation puisent leurs racines dans des guerres anciennes, des erreurs de gestion catastrophiques à répétition imposées par des puissances étrangères, une corruption endémique (ces 2 dernières étant consubstantielles).

Le Liban est donc un cas à part et beaucoup de pays se retrouvent en difficulté « à cause du Covid » lit-on un peu partout. **La bonne formulation, c'est plutôt, « à cause de choix plus politiques que sanitaires dans la gestion du Covid ».**

Une crise qui ne sort pas de nulle part

L'exemple du Sri Lanka est particulièrement édifiant : ses réserves de changes étant initialement faibles, l'île s'est retrouvée privée des indispensables flux de devises qu'elle générait quand elle a décidé de fermer à double-tour son économie au printemps 2020, adoptant une forme de stratégie « zéro Covid » à la chinoise.

Comme la situation a perduré plusieurs mois, privé de rentrées de dollars, le Sri Lanka n'a rapidement plus eu les moyens d'acheter ni du pétrole ni les denrées alimentaires les plus essentielles.

Sans pétrole, l'industrie et l'agriculture se retrouvent à l'arrêt, et là, c'est « *game over* ».

La situation est aujourd'hui explosive, car la récession débouche sur la faillite. Le pays est incapable de rembourser sa dette et donc d'émettre de nouveaux emprunts sur les marchés de capitaux : son salut ne peut provenir que d'un plan de sauvetage impliquant la « solidarité internationale » (comprendre : le FMI).

Mais la population locale refuse d'absorber l'amère potion d'austérité du FMI et veut traduire ses dirigeants en justice : ils ont en effet décidé – sans que personne ne les y oblige – de fermer le pays à triple tour au tourisme, du 15 mars 2020 jusqu'au 1er octobre 2021, pour raisons sanitaires.

Cela s'est traduit par des interdictions de visite pour les européens, des quarantaines interminables pour les locaux rentrant de l'étranger, des interdictions de déplacement inter-régionaux, couvre-feu ruinant le commerce et la restauration durant des mois (ce que nous avons connu en France, mais en pire).

Et le port du masque est demeuré partout obligatoire en extérieur et dans les lieux publics jusqu'en janvier, ainsi que la présentation d'un « pass vaccinal » pour les touristes (après l'abandon d'un système de quarantaines totalement dissuasif).

Un petit détail : la température moyenne dans le pays est de 33°, le visiter avec un bâillon sur le visage en permanence alors que l'air est chaud et humide, c'est un cauchemar... et ce cauchemar a duré presque deux ans.

Le temps de faire les comptes

Le Sri Lanka s'est vanté d'avoir été félicité et célébré par l'OMS (Organisation mondiale de la santé) pour sa rigueur et sa lutte implacable contre le Covid. Mais ce « succès d'estime » a eu un coût exorbitant et s'avère – à l'heure de solder les comptes de la pandémie – être **une pure folie !**

Les dirigeants Sri-Lankais ont cru bien faire en imitant la Chine, l'Australie, la Nouvelle Zélande et certains pays d'Europe ayant basculé dans le délire totalitaro-covidiste, en oubliant qu'ils n'avaient pas une planche à billet pour financer un « quoi qu'il en coûte » à la française ou à l'américaine (indemnisations massives, prêts garantis par l'Etat, chèques fédéraux, soutien direct de la banque centrale aux grandes entreprises...).

Résultat : ils n'ont donc pas « vaincu le Covid » (qui continue de circuler cet été, malgré la vaccination à trois 3 doses), mais ils ont tellement désorganisé le pays, asphyxié le secteur touristique et fait s'effondrer les rentrées de devises qu'ils ont irrémédiablement désintégré leur économie, ce qui fait basculer l'île dans un chaos insondable.

Le Sri Lanka n'est que le premier domino d'une longue série de pays qui se sont suicidés économiquement – avec plus ou moins d'allégresse – en voulant jouer les bons élèves aux yeux de l'OMS et « rassurer » une partie de leur opinion publique !

Qu'aurait pensé et souhaité cette « opinion » (qui par définition est subjective, manipulable et peu éclairée sur les questions sanitaires) si les dirigeants avaient prévenu des risques de faillite, de pénurie de carburant et par voie de conséquence de nourriture et – surtout – de médicaments (plus moyen de les importer) qui causent infiniment plus de morts au sein des populations jeunes (par absence de soins et traitements indispensables) que la pandémie de Covid, dont les 0/60 ans n'ont pas grand-chose à redouter, qui réduit – un peu – l'espérance de vie des plus âgés.

Imaginez l'Europe sans la planche à billet... sans énergie... imaginez si la BCE perdait sa crédibilité et si notre monnaie se mettait à chuter.

Imaginez juste...

▲ [RETOUR](#) ▲

.C'est ça qui est moche !

Les actions en baisse... l'inflation en hausse... et les obligations qui ressemblent au cochon le plus laid de la porcherie.

Joel Bowman et Bonner Private Research 2 juillet 2022



Joel Bowman, en direct de Tenerife, en Espagne...

OK, OK... Commençons par les mauvaises choses. Ensuite, nous passerons aux trucs moches...

La semaine dernière, les actions ont officiellement terminé leur pire début de semestre depuis plus d'un demi-siècle.

Le Dow Jones Industrial Average a terminé en baisse de 1 %... le S&P 500 a chuté de 1,8 %... et le Nasdaq, très technologique, a encore reculé de 3,6 %.

Pour ceux d'entre vous qui surveillent le score à la maison, **les trois indices sont en baisse de 15, 20 et presque 30 %, respectivement, sur l'année. Aïe !**

Comme nous l'avons mentionné vendredi, les valeurs technologiques à elles seules ont perdu plus de 4 000 milliards de dollars depuis leurs sommets historiques de fin 2021... un montant à peu près égal à l'ensemble du PIB de l'Allemagne, la 4e économie mondiale. (S'ils crachent un autre *trill cool*, ils auront chuté de plus que le PIB annuel du Japon).

La dernière fois que les marchés ont connu une telle hémorragie, Burt Bacharach et Hal David ont eu quelques succès dans le Top 10 du Billboard - "Raindrops Keep Falling on My Head" (enregistré par B.J. Thomas) et "(They Long to Be) Close to You," (enregistré par The Carpenters).

C'était en 1970, au début d'une décennie marquée par une inflation persistante, une récession économique et un taux de chômage élevé (stagflation) dans le pays et par des chocs pétroliers, des embargos commerciaux et des

incertitudes géopolitiques à l'étranger.

Hmm... ça vous dit quelque chose ?

Des pommes aux pommes

L'inflation, comme si votre mémoire avait besoin d'être rafraîchie, atteint un taux annualisé de 8,6 % (sur les 12 mois se terminant en mai). Une fois de plus, il faut remonter au *That '70s Show* pour trouver ce genre de chiffres. Et même là, il faut encore croire les petits malins qui les calculent !

Comme vous pouvez vous y attendre, les gardiens du *Bureau of Labor Statistics* aiment peu de choses dans la vie qu'un peu de prestidigitatation méthodologique. C'est un peu leur truc. C'est-à-dire qu'ils ont mis au point divers instruments de torture au fil des ans afin de faire chanter les chiffres comme les canaris proverbiaux.

C'est pourquoi il est bon de vérifier de temps en temps avec des gens comme John Williams, sur Shadowstats.com, qui suit les données en utilisant les méthodologies de référence de 1990 et 1980 pour obtenir ses impressions "alternatives" (lire : historiquement comparables).

Si l'on compare les pommes d'aujourd'hui à la caisse de l'ère 1990, notre taux d'inflation actuel est probablement plus proche de 13%. Et en utilisant la méthode de calcul de 1980, il ressemble plus à 17%.

(Cela correspond-il à ce que vous constatez à la pompe et au magasin ? N'hésitez pas à commenter ci-dessous avec des observations anecdotiques de votre propre coin de pays).

Mais malgré ce que vous voyez et entendez de vos propres yeux et oreilles, l'économie américaine est plus forte que jamais. C'est en tout cas ce qu'a déclaré le président Joseph Robinette Biden Jr. aux membres de la presse lors d'un sommet de l'OTAN, ici en Espagne, jeudi.

"L'Amérique est mieux placée pour diriger le monde que nous ne l'avons jamais été", a assuré M. Biden à la salle pleine de journalistes. "Nous avons l'économie la plus forte du monde, [et] nos taux d'inflation sont plus bas que ceux des autres nations du monde."

Et c'est vrai. L'inflation est plus élevée dans "d'autres nations"... si ces nations sont l'Argentine... la Turquie... la Russie... le Brésil... et une petite poignée d'autres.

Pour être juste, au moins il n'a pas prétendu que l'inflation était plus élevée dans "tous les autres grands pays industrialisés du monde", non ?

Oh, attendez... voici la transcription d'une interview que Biden a donnée à l'Associated Press au début du mois.

"Tout d'abord, ce n'est pas inévitable", a déclaré le président à propos de la récession dans laquelle, selon de nombreux économistes, nous avons depuis plongé. "Deuxièmement, nous sommes dans une position plus forte que n'importe quelle nation dans le monde pour surmonter cette inflation."

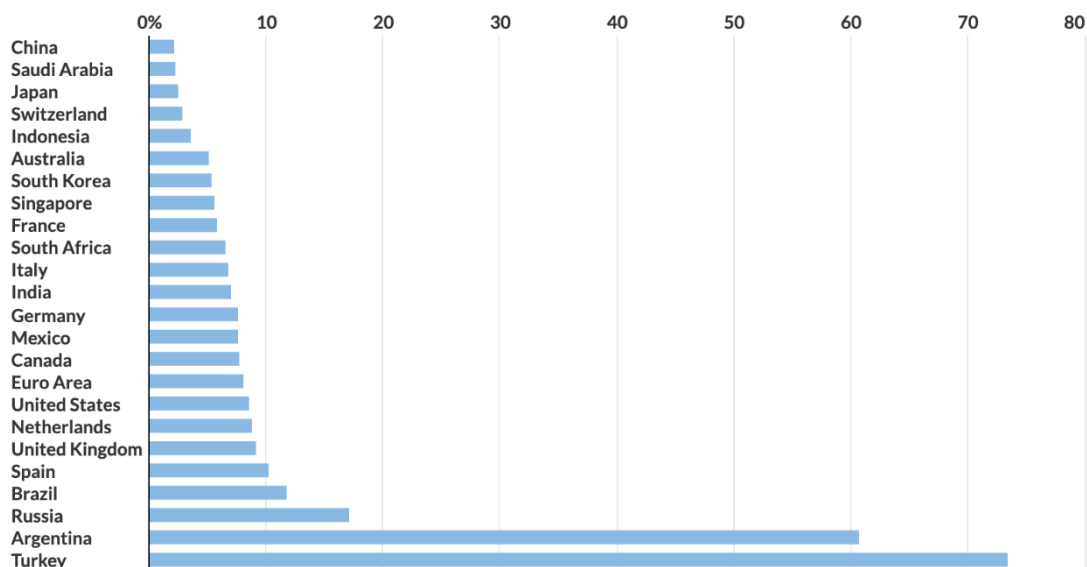
À la question de savoir qui est responsable de l'inflation élevée depuis 40 ans, l'homme qui a un jour fièrement tweeté "Quand quelqu'un est président des États-Unis, la responsabilité est totale", s'est dérobé....

"Si c'est ma faute", a répondu M. Responsabilité totale, "pourquoi l'inflation est-elle plus élevée dans tous les autres grands pays industrialisés du monde ? Vous vous posez la question ? Je ne fais pas le malin."

Et en effet, il ne l'était pas. Voici le graphique :

Inflation rates in G20 countries

May 2022



Source: Trading Economics

(Source : Trading Economics)

Donc les actions sont en baisse. Et l'inflation des prix à la consommation est en hausse. Beaucoup plus haut. C'est le mauvais côté des choses. Pour le pire, nous nous tournons vers **le marché obligataire...**

L'analyste macro de Bonner Private Research, Dan Denning, a partagé les détails sanglants avec les membres dans la mise à jour de vendredi. Voici un extrait de choix...

Il faut remonter au 18e siècle - avant que George Washington ne devienne le premier président des États-Unis - pour trouver un premier semestre pire pour les obligations d'État américaines de référence. Selon la Deutsche Bank, les bons du Trésor à dix ans sont en passe de subir une perte annuelle de 11 %. Pour vous donner une idée de ce que cela représente, la précédente "pire" année de l'histoire récente était une perte annuelle de 2,4 % en 1994.

Le crédit gouvernemental - la capacité d'emprunter au nom du peuple américain - n'existait pas à la fin du XVIIIe siècle. En fait, jusqu'à ce que la Constitution remplace les Articles de la Confédération en 1787 et soit finalement ratifiée par neuf des treize États en 1788, le gouvernement central n'avait pas le pouvoir de taxer ou d'émettre des obligations.

Cela dépasse un peu le cadre de la mise à jour de cette semaine, mais le lien entre les emprunts gouvernementaux et l'État providence (dette illimitée et gouvernement illimité) est au cœur de nombreux problèmes économiques et politiques auxquels nous sommes confrontés aujourd'hui. Dans l'article VIII des articles de la Confédération, un Trésor commun a été établi pour "la défense commune ou le bien-être général" de la nouvelle nation. Mais l'argent devait être collecté par les États, sur la base d'un impôt foncier proportionnel.

L'une des principales critiques formulées à l'encontre des articles (par les fédéralistes) était que le gouvernement fédéral était impuissant à lever des fonds. La Constitution a "rectifié" ce point à l'article 1, section 8, en donnant au Congrès le pouvoir de "lever et collecter des impôts" et "d'emprunter de l'argent sur le crédit des États-Unis".

On pourrait dire que la situation s'est dégradée depuis lors, que la Constitution n'a pas réussi à limiter la taille du gouvernement fédéral. Et vous pourriez soutenir qu'en s'octroyant le monopole de la monnaie, en réglementant sa valeur et en empruntant sur le crédit public, ce n'était qu'une question de temps avant que nous n'arrivions là où nous sommes : 30 000 milliards de dollars de dettes sans fin en vue. Mais nous y sommes quand même.

Et voilà, cher lecteur... où nous en sommes... au cours des six derniers mois... des 40 dernières années... et depuis la fondation de la nation. La grande question, bien sûr, est de savoir **quelle sera la prochaine étape ?**

Dan et Tom ont travaillé dur pour aider les lecteurs à éviter "la grande perte", comme ils l'appellent, ce qui est plus important aujourd'hui, alors que l'effondrement se poursuit rapidement, qu'il ne l'a été depuis très, très longtemps.

La priorité n°1, comme ils le répètent, est **la préservation du capital.**

Si vous n'êtes pas encore membre de Bonner Private Research, veuillez noter que la fenêtre se ferme pour bénéficier du prix de lancement. Pour l'instant, vous pouvez encore vous abonner au tarif de 10 \$ par mois ou de 100 \$ par an... mais cela ne durera pas longtemps.

Donc, si vous aimez ce que vous lisez ici et que vous voulez profiter de l'"expérience complète"... si vous avez hésité jusqu'à présent... en remettant l'adhésion à plus tard, c'est le moment d'embarquer. Dès que les nouveaux tarifs entreront en vigueur, ce sera fini. Ces prix de lancement auront disparu depuis longtemps... comme les hommes d'État compétents et les bonnes chansons.

Et c'est tout pour nous aujourd'hui, cher lecteur. Nous nous remettons en selle demain, avec votre habituel Sunday Sesh. Comme promis il y a quelques semaines, nous avons reçu un tas de lettres et de commentaires de vos lecteurs, que nous avons examinés entre deux bus, trains, avions et ferries. Ne vous inquiétez pas... nous n'avons pas oublié !

Tout cela et plus encore dans le Sesh de demain.

▲ [RETOUR](#) ▲

.Sexe, mensonges et téléscripteurs

Deux présidents américains, le fils de la reine et Bill Gates montent à bord du Lolita Express...

Recherche privée Bonner 29 juin 2022



Bill Bonner nous écrit aujourd'hui depuis Youghal, Irlande...



Pauvre Ghislaine Maxwell. Cette femme a été condamnée à 20 ans de prison hier, pour "trafic sexuel".

Le sujet dépasse largement le cadre de notre mission ici à Bonner Private Research. Mais notre objectif est de relier les points et le procès de Mme Maxwell est l'un des exemples les plus flagrants de NE PAS relier les points que nous ayons jamais vus.

Nous n'avons vu nulle part dans la presse grand public un journaliste, un avocat, un juge - personne - faire le moindre effort pour aller au fond des choses. Où Jeffrey Epstein a-t-il trouvé son argent ? Pourquoi faisait-il voyager Bill Clinton, Donald Trump, le Prince Andrew... et bien d'autres... dans son propre jet privé, vers la Floride, l'Europe ou "Orgy Island", son escapade dans les îles Vierges ? L'avion était un énorme Boeing 727. A son bord, Bill Clinton a été passager 26 fois, selon les rapports de presse. Donald Trump était à bord 7 fois.

Que préparait Epstein ? Pourquoi passerait-il autant de temps et d'argent à se lier d'amitié avec les anciens et futurs présidents des États-Unis et à les placer dans des positions compromettantes ?

Le père de Mme Maxwell, le seigneur de la presse britannique Robert Maxwell, aurait été un espion pour Israël. Lorsqu'il est mort, apparemment en tombant de son yacht, le "Lady Ghislaine", il a eu droit à des funérailles somptueuses à Jérusalem. Parmi les nombreux points "le monde est petit" qui n'ont pas été reliés entre eux, il y a cette perle : le beau-père de l'actuel secrétaire d'État américain, Anthony Blinken, a récité le Kaddish aux funérailles.

Voyons voir. Deux présidents américains. Le fils de la reine d'Angleterre. Bill Gates. Le secrétaire d'État américain. Personne ne veut relier ces points ! L'affaire Epstein a été rapportée comme un scandale sexuel salace. Fin de l'histoire.

Point... Point... Point...

Mais il y a toujours plus à l'histoire. Seule une partie de l'histoire est "bonne à imprimer". Tout élément d'information qui interfère avec le récit préféré ne passe jamais en prime time. Une histoire qui dépeint les Russes comme des méchants et les Ukrainiens comme de nobles héros, par exemple, est rapidement placée en première page. Peu importe qu'elle soit vraie... ou même plausible. Mais où sont les histoires sur les chiots sauvés par les troupes russes... les victoires russes... les chars ukrainiens détruits ? Vous ne les trouverez pas.

Il en va de même pour toute une série de thèmes grand public - le changement climatique, la diversité, la suprématie blanche, le contrôle des maladies. La couverture de l'actualité doit s'inscrire dans un récit bien ficelé. Les rapports qui ne rentrent pas dans la boîte - ou que l'élite ne veut pas que vous entendiez - sont réduits au silence.

Le problème - dans le monde financier - est que les marchés ne se taisent pas. Ils continuent à apporter de nouveaux points à connecter. Et ces points ne peuvent être ignorés. Forbes :

Le Dow Jones plonge de près de 500 points, les craintes de récession reprennent alors que la confiance des consommateurs atteint un nouveau plancher.

Les actions ont chuté pour la deuxième journée consécutive mardi, les marchés n'ayant pas réussi à tirer parti du fort rebond de la semaine dernière après avoir atteint leur plus bas niveau depuis 2022. Les investisseurs ont de nouveau vendu des actions dans un contexte de craintes de récession et de nouvelles données économiques montrant que la confiance des consommateurs a plongé à son plus bas niveau depuis 16 mois.

La Fed donne. M. Market retire. Les prix montent. Les prix baissent. Et hier, de nouveaux signes ont montré que la première vague d'"inflation" est en train de déferler. CBSNews :

Les prix de l'essence aux États-Unis continuent de baisser en raison de la chute des coûts du pétrole.

Les automobilistes américains bénéficient d'un certain soulagement à la pompe, le prix de l'essence ayant baissé pour la deuxième semaine consécutive en raison de la chute des prix du pétrole.

La moyenne nationale était mardi de 4,88 dollars pour un gallon d'essence ordinaire, soit une baisse de près de 9 cents par rapport à la semaine précédente, selon l'AAA. Les inquiétudes concernant le risque croissant d'une récession mondiale ont réduit la demande de pétrole, le prix du brut étant tombé à environ 107 dollars le baril, contre 110 dollars la semaine dernière, a noté le club de voyage dans un communiqué de presse lundi.

Et voici Fox News :

Lors d'une interview dans l'émission "Mornings with Maria", mardi, l'expert en marché Dominick Tavella a déclaré que l'économie ralentit "définitivement" et que les consommateurs réduisent leurs dépenses.

[Avant, il y avait "10 ou 15 personnes qui faisaient des offres sur les maisons", a déclaré Tavella. "Maintenant, il n'y en a plus que deux ou trois. Cela commence donc clairement à avoir un effet sur l'économie. L'économie est définitivement en train de

ralentir, que ce soit à cause de la Fed ou de la hausse des prix de l'énergie."

USA Today ajoute :

Plusieurs entreprises, dont Netflix, Microsoft et PayPal, ont procédé à des licenciements et à des gels d'embauche, anticipant un ralentissement de l'économie.

Et le Financial Times met en garde contre une "récession panatlantique" :

Des économistes des deux côtés de l'Atlantique ont déclaré au Financial Times qu'ils étaient devenus de plus en plus pessimistes après le relèvement massif des taux de la Réserve fédérale pour contrer l'inflation galopante, et alors que les inquiétudes s'accumulent quant à la sécurité de l'approvisionnement en gaz de l'Europe cet hiver, la Russie réduisant ses exportations.

Holger Schmieding, économiste en chef à la Berenberg Bank, a déclaré que la balance avait "basculé" en faveur d'une contraction économique l'année prochaine aux États-Unis et en Europe. "Ce qui était un risque croissant est maintenant devenu le scénario de base.

Nous ne saurons peut-être jamais ce qui s'est réellement passé dans l'affaire Epstein. Mais les points se rejoignent dans le monde financier, que nous le voulions ou non.

▲ [RETOUR](#) ▲

.Une journée froide en enfer

La guerre contre l'indépendance énergétique américaine... et ses victimes parmi la classe ouvrière

Bonner Private Research 30 juin 2022



Bill Bonner, nous écrit aujourd'hui depuis Youghal, en Irlande...



Ce qui nous intéresse particulièrement ici, à BonnerPrivateResearch, c'est le déraillement à venir... lorsque deux programmes fédéraux particulièrement abrutissants seront mis en place. L'un rend les choses - surtout l'**énergie** - plus chères en réduisant l'offre. L'autre les rend plus chers en augmentant la demande (sous la forme de fausse monnaie.) Que se passe-t-il quand ils entrent en collision ?

La Fed a créé l'inflation d'aujourd'hui à l'ancienne - en "imprimant" de l'argent. Inutile de s'attarder sur les mécanismes de cette opération, ils n'ont aucune importance. Et nous ne voulons pas prendre le temps de les comprendre.

L'économiste Richard Duncan explique ici la première phase :

Pendant des décennies, l'économie américaine a été tirée par une croissance rapide du crédit et une inflation du prix des actifs. Depuis la crise de 2008, en particulier, des mesures de relance budgétaire agressives, des taux d'intérêt ultra-bas et des séries successives de mesures d'assouplissement quantitatif ont maintenu l'économie américaine en expansion et créé des quantités étonnantes de richesse.

Bien sûr, ce n'était pas de la vraie "richesse" qui était créée. C'était de la fausse richesse, créée par de l'argent factice, de la "presse à imprimer".

Mais entre 1999 et 2022, la Fed a ajouté 8000 milliards de dollars (augmentations à son bilan). Et ses taux d'intérêt artificiellement bas ont engendré une augmentation de 50 000 milliards de dollars de la dette totale - publique et privée - de l'Amérique.

(Nous avons affaire à des chiffres ronds ici... si nous nous trompons de quelques milliers de milliards, dans un sens ou dans l'autre... ne vous en faites pas).

La hausse des prix...

Cette "inflation" de la masse monétaire a d'abord conduit à une "inflation" des prix des actifs. Le Dow Industrials a été multiplié par trois. Les actifs non-industriels... plus légers que l'air... plus vides que l'esprit d'un député... sont allés sur la lune. Personne ne s'est plaint.

Mais ensuite, l'inflation s'est répercutée sur les prix à la consommation. Et soudainement, avec les blocages de Covid et la guerre en Ukraine, la fuite est devenue une inondation. Les prix à la consommation ont augmenté dans le monde entier - avec en tête les plus importants : le pétrole, la nourriture et le logement.

Mais la Fed n'était pas la seule à provoquer une hausse des prix à la consommation. Alors que la Fed augmentait l'offre d'argent... le gouvernement fédéral restreignait également la production. Les **lockdowns**, par exemple, ont fait beaucoup plus de dégâts que ce qui est généralement reconnu. Les élites ont peu de liens avec l'économie réelle ou la comprennent mal. Elles

travaillent dans le milieu universitaire, à Wall Street, dans la presse, au gouvernement ou dans le secteur non lucratif. Il n'est pas surprenant qu'elles pensent que l'économie est comme une ampoule électrique, quelque chose qu'elles peuvent éteindre et allumer en appuyant sur un interrupteur.

Hélas, une véritable économie est un être vivant. Enfoncez un pieu dans son cœur, et elle meurt pour toujours. Elle ne peut pas ressusciter d'entre les morts. Au lieu de cela, une nouvelle économie doit prendre sa place. Et cela demande du temps, des investissements, de la formation... et de l'apprentissage. De nouvelles relations doivent être établies... des canaux de distribution doivent être élaborés... les coûts et les avantages doivent être calculés... et des investissements doivent être réalisés.

...Chute de l'offre

Alors, imaginez que vous êtes dans le secteur pétrolier. Vous avez vu, après que Donald Trump ait déclaré l'état d'urgence en mars 2020, que le prix du pétrole pourrait descendre en dessous de zéro. Les compagnies pétrolières ne pouvaient pas vendre leur pétrole, elles devaient payer quelqu'un pour le stocker pour elles.

Et maintenant... partout dans le monde, les fédérales veulent vous mettre hors circuit. Voici le LA Times :

La partie est terminée pour le moteur à combustion interne : les pays de l'UE approuvent les mesures climatiques

Les pays membres de l'UE se sont mis d'accord sur un projet de législation visant à réduire les émissions de gaz à effet de serre de l'Union d'au moins 55 % en 2030 par rapport aux niveaux de 1990, au lieu des 40 % convenus précédemment.

"Une longue mais bonne journée pour l'action climatique : Les décisions du Conseil sur Fitfor55 constituent un grand pas en avant vers la réalisation du "Green Deal" de l'UE", a déclaré Frans Timmermans, vice-président de la Commission européenne chargé du "Green Deal", à l'issue de la réunion des ministres de l'environnement à Luxembourg.

L'"Envoyé américain pour le climat" est également sur votre dos. ~~John Kerry~~ a lancé un ultimatum :

"Nous devons mettre l'industrie en garde : ~~Vous avez six ans, huit ans, pas plus de dix ans environ, pour trouver un moyen de capter [les émissions], et si vous ne le faites pas, nous devons déployer des sources d'énergie alternatives.~~"

Alors... que faites-vous ? Les autorités fédérales veulent vous mettre en faillite et vous empêcher de planifier l'avenir. Investissez-vous plus d'argent, forez-vous plus de puits et

construisez-vous plus de raffineries ? Le PDG de Chevron, Mike Wirth, dit qu'il n'y aura jamais plus de raffinerie construite en Amérique.

Pourquoi ?

Inacceptable

Qui va investir des millions de dollars... pendant de nombreuses années... quand les fédéraux le prennent pour cible ? Et qui va attendre des années pour un retour sur investissement alors qu'il n'a aucune idée si le pétrole se vendra à 500 dollars le baril... ou pas ?

Et ensuite, si vous avez la chance de faire des bénéfices, ils menacent de vous les retirer. ~~Joe Biden~~

"En temps de guerre, les marges bénéficiaires historiquement élevées des raffineries, répercutées directement sur les familles américaines, ne sont pas acceptables".

Alors, que se passe-t-il lorsque ces politiques - l'impression monétaire inflationniste et les réglementations étouffant la production - s'entrechoquent ? Comment les gens se rendront-ils au travail ? Comment alimenteront-ils leurs voitures et chaufferont-ils leurs maisons ? Quel sera le carburant de leurs camions et tracteurs ? Que mangerons-nous ?

Que se passera-t-il ensuite ? Eh bien... nous ne le savons pas exactement. Mais nous pensons que ce sera une journée froide en enfer quand nous le saurons.

▲ [RETOUR](#) ▲